



Accord à quatre en Belgique

La Belgique aura, enfin, un nouveau gouvernement à la fin de la semaine, plus de trois mois après les élections législatives, grâce à l'approbation d'un programme minimum par les quatre partis de la nouvelle majorité, réunis en congrès jeudi 5 mars. Socialistes et sociaux-chrétiens, flamands et francophones, ont estimé, en effet, qu'il était temps de mettre un terme à des discussions dérisoires et de sortir de la « gestion des affaires courantes » confiée au premier ministre sortant, M. Wilfried Martens.

Les chefs de partis - les « ballas-mères », comme on les appelle dans le royaume - n'ont, globalement, pas eu de mal à faire approuver par leurs troupes les compromis laborieux auxquels ils étaient parvenus avec M. Jean-Luc Dehaene, un social-chrétien flamand auquel la roi Baudouin avait confié la tâche de faire aboutir ce palanqué. L'appareil des formations traditionnelles se rendait compte de l'affet désastreux de cette interminable crise sur une opinion qui avait déjà manifesté sa défiance en accordant, aux élections du 24 novembre, une partie de ses suffrages aux nationalistes flamands du Vlaams Blok et aux écologistes.

Le paradoxe est que - revirement de dernière minute - le nouveau premier ministre sera, une fois de plus, issu des sociaux-chrétiens flamands, du CVP, divisé et usé par les huit précédents gouvernements qu'avait dirigés M. Martens. « Un gouvernement de vaincus », écrivait vendredi le quotidien « Le Libre Belgique », proche des sociaux-chrétiens, en rappelant que trois des composantes de la nouvelle coalition avaient perdu de nombreuses voix aux dernières élections.

Seuls les sociaux-chrétiens wallons (PSC) ont conservé le même nombre de députés, dans une Chambre fort morcelée. Peut-être pour saluer ce « score », le roi Baudouin avait chargé une personnalité de cette formation, M. Melchior Wathelet, d'étudier les possibilités d'une combinaison nouvelle. M. Dehaene, qui lui a succédé, s'est contenté de présenter la reconduction de la coalition sortante, avec quelques changements de personnes.

M. Wathelet avait beaucoup consulté les représentants de la « société civile », pour présenter un plan d'action répondant concrètement aux préoccupations des électeurs : lutte contre une petite délinquance envahissante, traitement social des problèmes d'immigration, formation professionnelle des jeunes, etc. Il n'en reste plus grand-chose dans le programme approuvé par les quatre partis.

UNE fois de plus, M. Dehaene, ancien ministre des réformes institutionnelles, a mis l'accent sur la poursuite des révisions de la Constitution pour continuer la mise en place d'un système fédéral. Sans se désintéresser de ces problèmes institutionnels, la majorité a l'opinion publique attend surtout des décisions de nature à améliorer sa vie quotidienne.

Le prochain gouvernement risque pourtant de s'enliser de nouveau dans le débat constitutionnel, d'autant qu'il n'a pas au Parlement la majorité dans deux tiers requise pour les révisions constitutionnelles. Pour parvenir à ses fins, il lui faudra l'appoint d'autres formations. Il s'agit de dégager un consensus des cet été, par un « dialogue intercommunautaire ». En cas d'échec, ce sera le retour aux urnes dans un climat morose.

MD147 - 0307 0 - 6.00 F



La présidence lusitanienne de la CEE Portugal : un entretien avec le premier ministre

Depuis le 1^{er} janvier, le Portugal assume la présidence tournante de la Communauté européenne. Dans un entretien au « Monde », où il s'exprime sur les dossiers européens du moment et sur la situation dans son pays, le premier ministre portugais, M. Cavaco Silva, souligne son souci d'éviter les tensions qui résulteraient de trop grandes inégalités de développement entre les Douze. « Réduire les déséquilibres au sein de l'Europe », observe-t-il, « est une des conditions de son unité ».

« Le Portugal assume depuis le 1^{er} janvier - et pour six mois - la présidence de la Communauté. Comment concevez-vous ce rôle ? »
- Nous voulons une présidence rigoureuse, sérieuse, aussi efficace que possible, en quelque sorte une présidence normale. Nous voulons une présidence ouverte, écouter nos partenaires, prendre note de leurs difficultés, organiser le maximum de concertation. Notre objectif principal est de maintenir la cohésion des Douze, tout en défendant au mieux leurs intérêts. Nous avons beaucoup travaillé avant le 1^{er} janvier pour prouver qu'un petit pays comme le Portugal était apte à cette tâche. J'ai décidé d'assurer moi-même la coordination de ce travail avec le ministre des affaires étrangères.

« C'est très centralisé ? »
- Non, pas centralisé mais coordonné. Le premier ministre suit tous les dossiers, en liaison avec des équipes spécialisées. Pour les diplomates et fonctionnaires portugais, c'est une question d'orgueil national. Nous avons décidé de regarder tous les dossiers, même les plus difficiles, les plus chauds.
- Nous venons de la voir à Bruxelles avec la politique agricole commune. Votre document de travail a été rajouté par vos partenaires. N'avez-vous pas été, paradoxalement, sur ce dossier un peu trop sérieux ?

Propos recueillis par
AUCIE LUCÉE
et JEAN-PIERRE LANGEILLER
Lire la suite page 4

Progrès techniques et respect du corps humain

Le gouvernement a mis au point les projets de loi sur la bioéthique

Trois projets de loi sur la bioéthique devraient être présentés par MM. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, et Michel Sapin, ministre délégué à la justice, lors du conseil des ministres du 25 mars. Ces textes, actuellement soumis au Conseil d'Etat, devraient être discutés au Parlement à la session de printemps. Après plusieurs années de débats et de controverses, la France pourrait ainsi se trouver bientôt dotée d'un arsenal législatif cohérent consacré en particulier aux « dons et à l'utilisation des produits et éléments du corps humain » ainsi qu'« au corps humain et à l'identité génétique de l'homme ».



Lire page 8 nos informations et l'article de JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

« Ni blancs ni noirs »

Conservateurs, chrétiens et parlant l'afrikaans, les métis d'Afrique du Sud sont l'objet de la sollicitude de M. De Klerk comme de l'ANC

LE CAP

de notre correspondant

Mitchells Plain, mornie plaine ! A perte de vue, la plus grande banlieue métisse du Cap s'étire entre deux autoroutes, la mer et les montagnes, succession de quartiers pauvres où, parfois, la taille des maisons signale la réussite sociale de ceux qui les occupent. Beaucoup sont propriétaires. Tous se plaignent. Non sans raisons : les écoles et les maîtres ne sont pas suffisamment nombreux, les transports sont inexistant, la guerre des taxis fait rage et l'insécurité galopante

donne au Cap le triste privilège d'avoir un des taux de criminalité les plus élevés au monde.

La situation est néanmoins meilleure à Mitchells Plain que dans les ghettos noirs. Ces derniers sont autant de verrous sur la péninsule du Cap, que les Sud-Africains considèrent pourtant comme un joyau. Les contrastes sont saisissants entre les gratte-ciel du centre-ville, les vieux immeubles d'inspiration coloniale, le port réaménagé en attrape-touristes, les merveilleuses propriétés vinicoles et les bidonvilles immenses où règnent la crasse et la misère.

Mitchells Plain est juste entre deux mondes : une township pour gens intermédiaires. Ceux qui ne sont « ni blancs ni noirs », a résumé un jour M^{me} Marika De Klerk, l'épouse du président. Ceux qui doivent leur existence « aux colons européens qui violèrent nos grands-mères », a précisé un jour M^{me} Winnie Mandela, l'épouse du chef de l'ANC.

Près de 85 % des coloured, comme on appelle officiellement les métis en Afrique du Sud, sont établis dans la province du Cap.

FREDÉRIC FRITSCHER

Lire la suite page 4 et nos autres informations page 20

Le bilan culturel des régions

Si les villes demeurent les actrices principales de la décentralisation culturelle, elles ont désormais tendance à chercher des compléments de financement auprès des départements et des régions. Mais l'audace n'est pas toujours au rendez-vous...

page 6

La répression en Chine

De douze à seize millions de personnes seraient détenues dans les camps.

page 5

SANS VISA

■ Graz, l'Autriche rénove son passé. ■ Que sont nos rancœurs devenues ? ■ L'écrit d'Alexandre Le Grand. ■ La triomphe de l'Arc. ■ La table : Vichyssoises ! ■ Semaine gourmande. ■ Miettes. ■ Uzbe, de Racine à Melraux. ■ Escalier. ■ Téléx. ■ Jeux.

pages 21 à 28

Le sommaire complet se trouve page 20

Le Monde de l'éducation

mars 1992

LE PALMARÈS DES CLASSES PRÉPAS.

En exclusivité, les taux de réussite aux concours, lycée par lycée. Avec tous les conseils pour présenter sa candidature, toutes les informations sur les séries, les différents concours et les styles de lycée.

Sondage : la culture générale des élèves de prépas. Faites le test !

A suivre :

REUSSIR LA PHILO DU BAC.

Chaque mois jusqu'en juin : une aide pratique pour rédiger une dissertation ou un commentaire de texte. Les réflexions d'un philosophe contemporain sur les notions au programme du bac.

Enquête :

MERCI LES PARENTS !

Logement, emploi, argent : la famille joue un rôle économique crucial dans l'insertion des jeunes. Une véritable radioscopie des comportements familiaux d'aujourd'hui.

Actualité :

LA FUTURE CLASSE DE SECONDE.

Le point pour mieux comprendre les nouvelles règles de l'orientation et les enjeux du débat.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Georges Rouault en enfer

Violence graphique et noirceur : le Rouault de la première décennie du siècle exposé au Centre Pompidou se montre un véritable suppôt de Satan

par Geneviève Breerette

Georges Rouault était un être exigeant, intransigent, insupportable. Qui d'ailleurs ne se supportait pas lui-même. Depuis sa naissance, semble-t-il, dans une cave, rue de La Villette, lors d'un bombardement des Communards par les Versaillais. En 1903, où l'exposition du centre Georges-Pompidou est censée commencer, il a plus de trente ans. Et ne sait pas trop où il va avec ses fortes contradictions. C'est l'année de l'ouverture du musée Gustave-Moreau, dont il est le conservateur. Il lui a fallu du temps pour se remettre de la mort du « cher maître », dont il a suivi, avec quelques autres - Matisse notamment - l'enseignement libéral à l'école des Beaux-Arts.

Jusque-là, il a peint des sujets bibliques, et dessinés des portraits, avec ombre, lumière, soupçon de mystère et violence sourde, cher-

chant l'art au-delà du naturalisme ou du morceau d'académisme peint avec brio, comme on le faisait dans les ateliers voisins de Bonnat et Gérôme. Chez Gustave Moreau, dont l'atelier passait pour être « l'asile de l'originalité militante » ou « le foyer de révolte allumé dans le sanctuaire officiel » (Roger-Marx), on apprenait à devenir soi-même. Rouault n'oubliera jamais cela.

Esprit tourmenté, enclin aux crises morales, tarabuté par la religion (en 1901, il rejoint Huysmans à l'abbaye Saint-Martin de Ligugé, où l'écrivain ex-critique d'art essayait de réaliser un projet

de communauté chrétienne d'artistes), d'une santé fragile qu'il est allé soigner en Haute-Savoie, en 1903, donc, Rouault donne à sa peinture ce qu'il appellera « un coup de barre », ou encore « un coup de folie ». Il se laisse en effet porter par un « lyrisme outragé » et qui déconcertait tout le monde. Il y avait de quoi. Aujourd'hui, nous sommes habitués à la violence expressive, mais à l'époque, elle n'avait pas vraiment d'équivalent, même chez les peintres allemands. On est surpris de la découvrir chez Rouault, en amont de l'image bétonnée du grand peintre chrétien du vingtième siècle.

Rouault se défoule pendant trois ou quatre ans. Sur les Filles, sur les têtes d'ivrognes, les trognes d'assassins et de juges qu'il met d'ailleurs dans le même panier, sur les figures de cirque, clowns tragiques et pierrots lamentables.

Lire la suite page 11

Le départ de M. Jean Gattégno

Renue-ménage à la

Bibliothèque de France

Lire page 10 l'article d'EMMANUEL DE ROUX

ÉTRANGER

Tandis que des rassemblements pour la paix avaient lieu dans toute la République

Le leader de la communauté serbe prône l'éclatement de la Bosnie-Herzégovine en trois Etats

L'envoyé spécial des Nations unies, M. Cyrus Vance, a annoncé jeudi 5 mars à Sarajevo que les 14 000 « casques bleus » chargés des opérations de paix en Croatie seront déployés d'ici à la mi-avril et que leur commandant, le général Satish Nambiar, arriverait dès dimanche 8 mars à Belgrade. En dépit des dangers de la guerre civile en Bosnie-Herzégovine, M. Vance a confirmé que l'état-major et la base opérationnelle des forces de paix de l'ONU seraient situés dans la République, respectivement à Sarajevo et à Banja-Luka.

SARAJEVO

de notre envoyée spéciale

Lors de sa visite à Sarajevo, M. Vance a rencontré les leaders des trois communautés : musulmane (43 %), serbe (32 %) et croate (17 %). Il leur a demandé de s'engager à rétablir le calme et a souligné l'importance des négociations politiques dans le cadre de la conférence patronnée par la CEE qui se réunira en session plénière le 9 mars à Bruxelles.

Jeudi, le leader de la communauté serbe de Bosnie-Herzégovine, M. Radovan Karadzic, a dénoncé à Sarajevo « les nombreuses erreurs de la Communauté européenne » et averti que « la reconnaissance internationale de la Bosnie-Herzégovine provoquerait la guerre ». « La CEE a fait une grave erreur en demandant à la Bosnie-Herzégovine d'organiser un référendum et en lui offrant de reconnaître son indépendance », a-t-il dit.

Sommaire la CEE de geler le dossier de l'indépendance tant que les trois communautés ne seront pas parvenues à un accord sur la répartition de la Bosnie-Herzégovine, M. Karadzic a ajouté à l'invitation de l'ONU : « Si l'on continue à imposer les choses, personne ne pourra empêcher la guerre civile ». Pour « prévenir le chaos », il estime que « l'armée fédérale et les autorités de Bosnie-Herzégovine doivent reprendre le contrôle de la République ».

Les dirigeants bosniaques, qui avaient fait appel mardi soir à l'armée yougoslave en créant des patrouilles mixtes de police pour prévenir des affrontements sur les barricades de Sarajevo, s'opposent néanmoins à un plus large engagement de l'armée. Avec ses 150 000 soldats (selon les estimations gouvernementales) stationnés dans la République après le retrait de Slovincie et d'une partie de la Croatie, l'armée yougoslave, subordonnée aux autorités fédérales de Belgrade, pourrait constituer un obstacle à l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine. Elle a pas l'intention de se retirer de cette République où est implantée la plus grande partie de l'industrie d'armement de l'ex-Yougoslavie.

Alors qu'une forte majorité des

habitants s'est prononcée le week-end dernier en faveur de l'indépendance et de l'indivisibilité de la République, M. Karadzic, qui avait appelé les Serbes à boycotter la consultation, réitère son opposition à ce qu'il appelle la « sécession de la Bosnie-Herzégovine du reste de la Yougoslavie ». Si cette république de l'ex-fédération yougoslave veut accéder à son indépendance, elle devra, selon le leader serbe, « se partager en trois Etats-nations ».

Affirmant que la partition existe déjà de fait, M. Karadzic ajoute toutefois que « la République serbe de Bosnie-Herzégovine peut être créée en quinze minutes ». Ce nouvel Etat serbe qui resterait fédéré à la Serbie et aux autres Républiques demeurant en Yougoslavie s'étendrait, selon le parti serbe, sur 65 % des territoires de la Bosnie-Herzégovine, englobant tous les quartiers à majorité serbe de la capitale, soit un tiers de Sarajevo.

« La partition de la Bosnie-Herzégovine est le seul moyen de sauvegarder la paix dans cette région des Balkans », affirme M. Karadzic en expliquant qu'après l'assassinat d'un Serbe dans le quartier oriental de Sarajevo dimanche la cohabitation des trois ethnies « dans un Etat bosniaque centralisé » n'est selon lui plus possible. « Ce crime politique a marqué la fin de la Bosnie-Herzégovine », dit-il. Déjà, en novembre dernier, son parti avait refusé d'approuver au Parlement une déclaration sur la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Bosnie, adoptée par les députés musulmans et croates.

Non à la guerre

En dépit de quelques incidents pendant la nuit de mercredi à jeudi, la situation s'est un peu détendue dans la République et notamment dans la capitale. La tension persistait cependant dans le nord, à Banja-Luka et à Bosanski-Brod où trois personnes avaient été blessées jeudi. Sous l'égide du ministère de la défense de Bosnie-Herzégovine, les représentants serbes et croates de cette ville frontalière de la Croatie tentaient de parvenir à un accord de cessez-le-feu.

Plusieurs centaines de milliers de personnes ont manifesté jeudi en faveur de la paix et de la cohabitation. A l'appel de Radio-Sarajevo, les gens sont descendus dans les rues des villes dans toute la Bosnie-Herzégovine pour dire non à la violence et de la terreur, non à la « partition de leur République en ghettos », non à la guerre. A Bihac, à Mostar, à Zvornik, à Gorazde, à Foca, là où les barricades se dressent contre les quartiers ou les villages musulmans, serbes ou croates, des milliers de gens avaient suivi l'exemple des Sarajevois et organisaient des concerts pour la paix.

Sur le parvis du Parlement, comme la veille au soir, Sarajevo était au rendez-vous le 5 mars, dans l'après-midi. Près de 70 000 personnes protestant contre

les barricades et contre la loi des armes ont envahi le place et les rues avoisinantes. « Nous sommes venus montrer que nous n'avons pas besoin d'armes pour défendre notre ville, nous voyez nous avons refusé les renforts de police et nous organisons presque tout seuls la sécurité », explique l'un des collaborateurs de la Radio de la jeunesse de Sarajevo qui organise un concert pour la paix.

Pour un Etat indépendant et multinational

De l'estrade parvenaient les appels en faveur de la solidarité, de la vie commune, de la Bosnie multinationale. « On ne peut pas expliquer la sensibilité de Sarajevo, ici tout est vraiment en conflit, mais tout s'accorde en même temps », constate Mirko Pejaonovic, Serbe pacifiste et intellectuel de l'opposition. Une vieille femme bavardait avec elle : « Les gens ont toujours vécu en convivance : Musulmans, Juifs, Croates, Serbes et Roms ». Elle avoue aussi : « L'autre soir, j'étais terrée chez moi ; maintenant, je suis venue montrer que je n'avais pas peur ».

Un jeune explique que, dans la foule, il y a des Serbes, des Croates et des Musulmans. « Ici, la plupart des gens ont peur de la guerre, mais ils défient en Bosnie tout un esprit. Il s'applique à une certaine catégorie de Bosniaques, celle que soit leur appartenance ethnique. A l'inverse du Papak - première, rufin et égoïste - le Raya est le Bosniaque poli, sociable, tolérant, ouvert, qui a le goût de l'humour et qui aime la cohabitation. Le Raya a voté au référendum pour la Bosnie ».

FLORENCE HARTMANN

Quand M. Plissonnier demandait des « aides complémentaires » à Moscou

Le PCF victime des indiscretions du procureur adjoint de Russie

MOSCOU

de notre correspondant

Le « secret de l'instruction » est décidément interprété de manière très particulière dans la nouvelle Russie démocratique : le procureur adjoint de Russie, M. Evgueni Lioubov, a pris lui-même la plume pour fournir à l'hebdomadaire Ogoiok des documents confondants sur le financement par le PC soviétique de divers partis communistes occidentaux, PC français en tête. La remise en Spiegel, à l'automne dernier, d'extraits des premières dépositions des auteurs du putsch d'août avait été diversement appréciée, d'autant qu'à la même époque le procureur général lui-même, M. Stepanov, se faisait payer ses interviews. Cette fois, les choses sont plus nettes : pour répondre « à de nombreuses demandes », le procureur adjoint a décidé de satisfaire la curiosité suscitée par l'enquête sur les « abus financiers de l'ex-PCUS », « dans la mesure où cela ne nuit pas à cette enquête ».

Sur le fond, les révélations du procureur adjoint ne font que confirmer ce que tout le monde sait depuis belle lurette, en dépit des persistantes dénégations venues en particulier de la place du Colonel-Fabien. Mais les amateurs apprécieront certains détails, tel ce document où le PCF figure, au côté du microscopique PC américain, en tête de la liste des aides aux partis occidentaux proposés par la section internationale du comité central. Les communistes français, comme leurs camarades américains, reçoivent 2 millions

de dollars, les Allemands (de l'Ouest, bien entendu) 1,2 million. Le dernier sur la liste est le Parti communiste uruguayen, pour lequel, curieusement, aucune somme n'est mentionnée. On voit encore apparaître, en biais, une note indiquant que le transfert des fonds doit être confié au KGB (le « document », à en juger par le membre dont il est présent, semble en fait avoir été abrégé).

Une autre pièce à conviction, elle aussi classée « ultra-secrète », remonte à avril 1989, une époque où les caisses étaient apparemment un peu mieux fournies. Il s'agit d'une lettre à en-tête du premier directeur du KGB adressée à M. Anatoli Dobrynine, alors chef de la section internationale du comité central, et confirmant le versement de 3 millions de dollars au PC des Etats-Unis, conformément aux décisions prises en décembre 1987.

Des « paquets de tracts »

Meis le plus « joli » document - en tout cas d'un point de vue français - est une lettre du même Anatoli Dobrynine adressée le 20 juin 1987 à Mikhaïl Gorbatchev et lui faisant part d'une demande formulée par M. Gaston Plissonnier, alors membre du bureau politique et du secrétariat du PCF. M. Plissonnier réclame en effet, au nom de M. Gaston Maschis, une aide supplémentaire pour faire face aux dépenses de la campagne électorale pour l'élection présidentielle du printemps 1988.

AZERBAÏDJAN : nouveaux affrontements au Karabakh

L'opposition nationaliste a manifesté à Bakou

Les récents revers militaires des forces azerbaïdjanaises dans le Karabakh, notamment la défaite de Khodjaly, ont fait descendre dans la rue, jeudi 5 mars, des milliers de manifestants à Bakou, qui ont réclamé la démission du président Ayaz Moutalibov.

Ce dernier, intervenant lors d'une session extraordinaire du Parlement, a cependant continué à plaider pour une solution politique du conflit, affirmant que l'Azerbaïdjan n'était « pas prêt à mener la guerre ». Sur le terrain, de nouveaux assauts de villages azéris et arméniens du Haut-Karabakh ont encore fait jeudi des dizaines de morts - cinquante-sept selon le décompte des diverses dépêches d'agences - pendant que les troupes de la CEI poursuivaient leur évacuation de l'Ankava. Quelques treize-cinq mille Azerbaïdjanais chassés des villages repris par les Arméniens dans le

Haut-Karabakh tentent actuellement de se réfugier à Bakou, a affirmé cette semaine une mission de Médectans sans frontières de Bruxelles. Cet afflux de réfugiés fait monter la tension dans la capitale, où le pouvoir du président Moutalibov, ex-chef du Parti communiste local, est de plus en plus ébranlé.

Le Parlement élu l'août dernier quand les troupes soviétiques imposaient l'état d'urgence dans la République ne traduit pas le rapport de force réel avec sa petite minorité de députés de l'opposition soutenus par un puissant Front populaire. Alors que la foule débordait les cordons de police entourant le Parlement au cri de « démission », M. Moutalibov s'est défendu devant les députés d'avoir volontairement retardé la création d'une armée nationale, accusant la Russie de s'opposer. « Suis-je coupable si les gens s'appliquent pas les instruc-

tions ? Nous nous ocheminons vers la souveraineté. Nous ne pouvons pas faire la guerre. Nous ne sommes pas prêts », a-t-il ajouté.

Le président Moutalibov a surtout reconnu que la situation « échappait à son contrôle », dans la mesure où les différentes unités armées azéries obéissent surtout à tel ou tel dirigeant de l'opposition. Ces derniers affirment vouloir « venger le génocide » de Khodjaly, où, selon Bakou, « mille personnes ou moins » ont trouvé la mort et deux cents corps ont pu être retrouvés, un bilan vivement contesté par les Arméniens.

Un cessez-le-feu permettait la mise en place de mécanismes de médiation semble dans ces conditions très difficile. Les divers médiateurs rivalisent pour poursuivre néanmoins leurs efforts. L'Iran a annoncé jeudi l'envoi d'une nouvelle délégation politique le

semaine prochaine à Bakou et à Erevan, s'ajoutant, selon des sources informées, la tenue d'une conférence à Téhéran à laquelle participeraient l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Russie.

La Turquie, qui a dû interdire, après Khodjaly, sa position officielle de neutralité en appelant les puissances occidentales à faire pression sur l'Arménie, est aussi favorable à une conférence régionale, mais pas à Téhéran. Le président arménien Levon Ter Petrossian a, de son côté, salué jeudi les offres de médiation, renouvelées la veille, de la Russie et du Kazakhstan. Il a appelé à une réunion urgente des dirigeants de la Communauté d'Etats indépendants, dont l'impuissance pourtant se traduit par l'évacuation, devant théoriquement se terminer dimanche, du régiment qui était stationné dans le Haut-Karabakh.

POLOGNE : le cabinet de M. Olszewski menacé

La Diète a rejeté le plan économique du gouvernement

Le gouvernement de centre-droit de M. Jan Olszewski, en place depuis deux mois, a essuyé, jeudi 5 mars, un sérieux revers qui pourrait mettre en cause sa survie. La Diète a rejeté le programme économique du gouvernement, qui voulait infléchir la « thérapie de choc » et relâcher l'orthodoxie monétaire appliquée depuis deux ans.

Par 171 voix contre (138 pour et 38 abstentions), les députés de la Chambre basse ont refusé d'entériner ce nouveau plan, principalement parce qu'il maquait de rigueur monétaire. Le premier ministre, M. Jan Olszewski, n'a pas réagi immédiatement à l'annonce de cet échec. Mais le dirigeant de « l'Accord du centre », principal parti de la coalition au pouvoir, avait estimé qu'un rejet impliquait la démission du cabinet tandis que le porte-parole du gouvernement - qui refusait de dire jeudi soir si le gouvernement allait démissionner - avait estimé qu'il inciterait le gouvernement « à se demander s'il a encore des raisons de poursuivre sa mission ».

Déjà, vendredi 28 février, le Parlement polonais avait refusé de voter ce plan, bien qu'il ait approuvé la nomination d'un nou-

veau ministre des Finances, M. Andrzej Olechowski (le Monde daté 1-2 mars). En désaccord avec le relâchement de la discipline budgétaire, le précédent ministre des finances, M. Karol Lutkowski, avait démissionné le jour même de la présentation du nouveau programme économique. Les projets de relance économique du gouvernement se heurtent aussi à l'hostilité de plus en plus ouverte du Fonds monétaire international. Le directeur général du FMI, M. Michel Camdessus, a envoyé une lettre de mise en garde au gouvernement, s'inquiétant d'une explosion du déficit budgétaire. - (Reuter, AFP.)

■ TURQUIE : un policier tué par des séparatistes kurdes. - Un policier a été tué par des membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léoniste), mercredi 4 mars, lors de l'attaque d'un poste de contrôle routier à Sirnak, dans le Sud-Est, à majorité kurde, rapporte l'Agence anatoienne de presse. Des policiers ont défilé jeudi dans les rues de la ville pour protester contre le meurtre de leur collègue. - (Reuter.)

ALLEMAGNE

M. Oskar Lafontaine recommande au SPD de ne pas ratifier les accords de Maastricht

Le ministre-président de Sarre, M. Oskar Lafontaine, s'est prononcé mercredi 4 mars contre la ratification des accords de Maastricht et a annoncé qu'il recommanderait à son parti, le SPD, de faire de même. M. Lafontaine s'en prend essentiellement au projet d'union économique et monétaire dirigé par la direction du Parti social-démocrate avait pourtant donné son accord de principe. Il établit un parallèle avec l'union monétaire inter-allemande, selon lui trop précipitée et dans laquelle il voit la source des difficultés que connaissent actuellement les Länder de l'ancienne RDA.

« Une union économique et monétaire, dit-il, dans laquelle une banque centrale unique conduirait la politique monétaire tandis que dans les Etats seraient menées des politiques tarifaires, sociales et fiscales différentes conduirait à la même situation catastrophique que celle qui a résulté de l'union monétaire inter-allemande prématurée ». Les critiques des responsables sociaux-démocrates avaient surtout porté jusqu'à présent sur les pouvoirs, jugés insuffisants, accordés au Parlement européen dans le projet d'union politique européenne adopté à Maastricht.

L'HISTOIRE LA REVUE DE PRÉFÉRENCE DES PASSIONNÉS D'HISTOIRE

publie dans son numéro de mars un dossier :

LA FASCINATION DE L'OR

Évoquée par quatre historiens, depuis la fabuleuse aventure de Crésus jusqu'à la confiance aveugle qu'ont aujourd'hui encore les Français dans cette valeur refuge.

Également au sommaire :

FRANCE-ISRAËL : LE DESSOUS DES CARTES TRENTA ANS D'ALGÉRIE ALGÉRIENNE LES ROIS DE FRANCE ET LA GUERRE

EN VENTE EN KIOSQUE - MARS 1992 - 33 F

L'HISTOIRE



DOSSIER : LA FASCINATION DE L'OR

DIPLOMATIE

Portugal : un entretien avec le premier ministre

Suite de la première page

Peut-être. C'était notre troisième document. Nous en avions présenté un premier. On nous a dit, il est trop vague. Le deuxième était un peu plus concret. On nous a encore dit : il est si vague... Alors, nous avons décidé d'être très concrets. Le moment est venu favorable pour s'attaquer aux dossiers difficiles. Il y aura bientôt des élections en Angleterre, en France, en Italie, au Danemark, en Belgique, il n'y avait pas de gouvernement. Il paraît que le vote des agriculteurs est très important dans les pays de la Communauté. Pourtant, nous sommes convaincus que la Communauté a besoin d'une réforme profonde de la PAC, pour des raisons internes et pas seulement à cause de la négociation sur le GATT.

La politique agricole actuelle n'est pas rationnelle et n'est pas viable à long terme. Elle ne garantit pas l'équilibre du marché, ni celui du budget ni l'équilibre régional. Nous avons besoin d'un courage interne à la Communauté. Nous ne pouvons retourner en arrière et rediscuter des principes puisque ceux-ci ont déjà été adoptés sous la présidence néerlandaise. Maintenant il s'agit de les concrétiser. Nous avons, dans le passé, déjà clairement décidé que la Communauté avait besoin d'une réforme de sa politique agricole. Ne revenons pas à l'époque où la Communauté se contentait de dissenter sur les problèmes qui se posaient à plus de 2000 kilomètres de ses frontières mais pas sur les siens propres. Cette mentalité a changé après l'adoption du «paquet Delors I», et de l'acte unique européen. L'espérance qu'après les élections chez nos partenaires, il sera possible de dégager un compromis.

Certains ont dit que le rejet du document portugais était un désastre pour votre pays.

Vous savez, il a toujours été difficile de changer une politique agricole. Mais nous voulons assumer nos responsabilités en tant que président de la CEE. Bien sûr, il serait beaucoup plus facile d'obtenir l'évolution du GATT et ensuite seulement de commencer à discuter de cette réforme. Ce serait une erreur. On doit faire avancer les deux dossiers en parallèle. Je pense que notre stratégie est correcte même si elle suscite quelques réactions négatives.

Chez vous, elle n'est pas très populaire, cette réforme ? En effet. La situation est également mauvaise pour l'agriculture portugaise, qui occupe 17 % de la population. Ce pourcentage est trop élevé, il peut le réduire. De plus, les

paysans sont en majorité des personnes âgées, au niveau d'éducation très bas. Leur productivité est faible et les conditions naturelles sont défavorables. Mais le Portugal n'est pas seul en cause. Sur le plan européen, quatre cinquièmes des subventions profitent à un cinquième seulement des agriculteurs, et il y a de grands déséquilibres régionaux.

« Je n'aime pas le mot confédération »

Pour vous, que signifie la « cohésion économique et sociale » de la Communauté ? Cela veut dire plus d'argent pour le Portugal ?

La cohésion, c'était dès 1985 l'un des points forts de l'acte unique, consacré à Maastricht. Réduire les déséquilibres au sein de l'Europe est une des conditions de son unité. Une Europe plus forte doit être une Europe plus saine. Il faut éviter les tensions politiques et sociales qui résulteraient de trop grandes inégalités de développement. Avec un grand marché, l'efficacité augmente, mais ses bénéfices ne sont pas forcément redistribués de façon juste. Il faut corriger ces inégalités de redistribution. On doit toujours combiner le libre mouvement des marchandises et des services avec une politique structurelle pour éviter une aggravation des inégalités. Le «paquet Delors I» n'est pas seulement lié à la cohésion de la Communauté, c'est aussi la suite logique de Maastricht. Si on n'approuvait pas le «paquet Delors II», ce serait le premier échec de l'après-Maastricht.

C'est une erreur de parler de la future de Maastricht, car cela voudrait dire que Maastricht a été un événement négatif alors que ce fut une étape historique pour l'Europe. Or pour financer cette nouvelle politique il faut de nouvelles ressources. L'espérance bien que les egoïsmes n'empêcheront pas dans la pratique l'approfondissement de l'Europe. Si on n'approuvait pas le «paquet Delors II», il y aurait beaucoup de problèmes pour le budget 1993, et on ne pourrait pas commencer les négociations avec les candidats à l'adhésion.

M. Mitterrand vient de relancer son idée d'une confédération. Qu'en pensez-vous ?

Je n'aime pas beaucoup ce mot, car on lui donne une signification différente dans chaque pays. La Communauté est un modèle régional, ouvert, et dont nous ne connaissons pas pour le moment l'architecture politique finale. Parler

de fédération ou de confédération n'aurait qu'à empoisonner nos discussions. On ne doit pas introduire dans nos débats des modèles déjà existants. Les nouveaux plans doivent être préparés par tout le monde. Nous ne voulons pas que deux ou trois pays fassent leur cuisine de leur côté et la donnent à manger aux autres. Le Portugal veut que tout le monde participe à la préparation des solutions.

Quelle est votre position quant à l'élargissement de la Communauté ?

Premier principe, la Communauté doit rester ouverte. Ce n'est pas un club fermé. Mais - second principe - nous devons d'abord achever le processus de ratification de Maastricht, résoudre le problème du «paquet Delors I» - et l'espérer bien - celui de la politique agricole commune. Sur le problème des adhésions, une réflexion stratégique est menée à Lisbonne. C'est la première fois que la Communauté réfléchit en profondeur à cette question. Plusieurs pays sont déjà candidats, mais nous devons d'abord élaborer la stratégie avant d'examiner les cas concrets.

« Je suis un social-démocrate moderne »

Que pensez-vous de la situation actuelle en Yougoslavie ?

S'agissant du cessez-le-feu, le rôle fondamental doit revenir aux Nations unies, car elles seules ont les moyens d'y envoyer des soldats. La Communauté, elle, doit se concentrer sur la conférence de la paix que préside lord Carrington pour parvenir à une solution politique. Actuellement, il est fondamental de maintenir l'unité de la Bosnie-Herzégovine, car la réside le plus grand danger d'affrontement.

Les représentants des trois communautés - Croates, Musulmans et Serbes - ont discuté de tout cela à Lisbonne avec la présidence et ont promis de maintenir l'unité. D'où l'urgence d'y envoyer les «casques bleus», car cela peut accélérer les négociations politiques.

A vos yeux, la Yougoslavie est-elle morte ?

« Oui, je le pense. D'ailleurs, c'était une création artificielle de la communauté, qui ignorait la réalité des peuples. Il y a au sud de la Macédoine. Pour les Grecs, c'est une question de politique intérieure, très passionnée.

On dit que vous êtes un disciple de M. Thatcher ?

Ce qui est vrai, c'est que j'ai étudié en Angleterre mais je me considère comme un social-démocrate pragmatique et moderne. Je crois à certaines valeurs, la solidarité, la justice sociale, l'égalité des chances pour tous. Mais je crois en même temps à la capacité d'adaptation aux changements technologiques et sociaux. J'ai été formé pour être professeur. Je n'avais jamais pensé devenir premier ministre.

Hier, c'était jour de congé au Portugal. J'ai passé la journée avec un collègue à revoir le manuel de macro-économie que j'avais écrit autrefois, et qui doit être réédité. Je n'ai jamais triché dans les vieux compromis avec les dirigeants de tel ou tel parti. Si je n'étais pas premier ministre, je ferais autre chose, je serais professeur. Je suis libre. Vous savez, lorsque le SD m'a

les communistes et les socialistes. Je crois à la politique des revenus, car il faut préparer le pays à l'Union économique et monétaire. Il ne faut pas s'attarder. Exemple : le Portugal a cinq ans pour harmoniser sa fiscalité avec celle de ses partenaires, eh bien j'ai décidé de le faire tout de suite.

Mais les Portugais vont payer plus d'impôts ?

Oui, mais l'inflation est aussi un impôt.

Une privatisation par mois

Socialement, le Portugal reste un pays à deux vitesses ?

C'est vrai. Mais nous devons faire une analyse dynamique. Nous devons comparer le Portugal d'aujourd'hui avec celui d'il y a cinq ou six ans. Il y a davantage de justice sociale. Prenez l'évolution des salaires réels, du montant des retraites, les progrès en matière de santé et d'éducation, etc. Mais les Portugais sont maintenant plus exigeants et je les comprends très bien. Ils sont moins pessimistes, moins misérabilistes. Ils ont une nouvelle mentalité. Ils commencent à penser qu'ils sont capables de vaincre dans une compétition. Ils ne réclament plus sans arrêt la protection du parapluie de l'Etat.

L'Espagne a beaucoup investi au Portugal ces dernières années. Cette « invasion » ne vous effraie pas ?

Dans un marché européen ouvert, il n'y a pas plus de raison de parler des Espagnols que des Français, des Anglais ou des Allemands, ou des Portugais qui ont investi en Espagne. Nous ne pouvons pas à la fois être dans la Communauté et imposer des limites à la participation des étrangers à notre économie. Felipe Gonzalez et moi-même avons détruit beaucoup de barrières dans nos relations, surtout psychologiques. De manière générale, les investissements étrangers présentent de nombreux avantages. Ils nous apportent de nouvelles technologies, des possibilités d'accéder à d'autres marchés. En sept ans, le montant des investissements étrangers a décuplé. Sur ce chapitre, je ne suis pas chauvin.

Dans quels secteurs allez-vous poursuivre les privatisations ?

Nous devons réduire le poids du secteur public dans la société portugaise. Il faut accélérer la compétitivité, rationaliser les entreprises et mettre un terme à l'interventionnisme des hommes politiques dans l'économie. Jusqu'à présent, le processus des privatisations a fonctionné raisonnablement bien. Nous allons continuer, si possible, au rythme d'une privatisation par mois. Nous voulons terminer la privatisation des banques et des assurances, et entretenir celle des transports routiers, de la sidérurgie, du pétrole et des chantiers navals.

C'est pour nous le seul moyen de concilier une baisse des prix et la protection de l'emploi. Nous venons de signer un accord salarial très important, car pour la première fois les partenaires sociaux ont accepté l'idée que l'inflation passera en dessous de 10 % et que les hausses de salaires seront contenues sous ce niveau. Les syndicats qui ont signé l'accord (INDL, l'UGT, équivalent de FO en France) se sont montrés très responsables et ils n'ont d'ailleurs été très attaqués par

les communistes et les socialistes. Je crois à la politique des revenus, car il faut préparer le pays à l'Union économique et monétaire. Il ne faut pas s'attarder. Exemple : le Portugal a cinq ans pour harmoniser sa fiscalité avec celle de ses partenaires, eh bien j'ai décidé de le faire tout de suite.

Mais les Portugais vont payer plus d'impôts ?

Oui, mais l'inflation est aussi un impôt.

Une privatisation par mois

Socialement, le Portugal reste un pays à deux vitesses ?

C'est vrai. Mais nous devons faire une analyse dynamique. Nous devons comparer le Portugal d'aujourd'hui avec celui d'il y a cinq ou six ans. Il y a davantage de justice sociale. Prenez l'évolution des salaires réels, du montant des retraites, les progrès en matière de santé et d'éducation, etc. Mais les Portugais sont maintenant plus exigeants et je les comprends très bien. Ils sont moins pessimistes, moins misérabilistes. Ils ont une nouvelle mentalité. Ils commencent à penser qu'ils sont capables de vaincre dans une compétition. Ils ne réclament plus sans arrêt la protection du parapluie de l'Etat.

L'Espagne a beaucoup investi au Portugal ces dernières années. Cette « invasion » ne vous effraie pas ?

Dans un marché européen ouvert, il n'y a pas plus de raison de parler des Espagnols que des Français, des Anglais ou des Allemands, ou des Portugais qui ont investi en Espagne. Nous ne pouvons pas à la fois être dans la Communauté et imposer des limites à la participation des étrangers à notre économie. Felipe Gonzalez et moi-même avons détruit beaucoup de barrières dans nos relations, surtout psychologiques. De manière générale, les investissements étrangers présentent de nombreux avantages. Ils nous apportent de nouvelles technologies, des possibilités d'accéder à d'autres marchés. En sept ans, le montant des investissements étrangers a décuplé. Sur ce chapitre, je ne suis pas chauvin.

Dans quels secteurs allez-vous poursuivre les privatisations ?

Nous devons réduire le poids du secteur public dans la société portugaise. Il faut accélérer la compétitivité, rationaliser les entreprises et mettre un terme à l'interventionnisme des hommes politiques dans l'économie. Jusqu'à présent, le processus des privatisations a fonctionné raisonnablement bien. Nous allons continuer, si possible, au rythme d'une privatisation par mois. Nous voulons terminer la privatisation des banques et des assurances, et entretenir celle des transports routiers, de la sidérurgie, du pétrole et des chantiers navals.

C'est pour nous le seul moyen de concilier une baisse des prix et la protection de l'emploi. Nous venons de signer un accord salarial très important, car pour la première fois les partenaires sociaux ont accepté l'idée que l'inflation passera en dessous de 10 % et que les hausses de salaires seront contenues sous ce niveau. Les syndicats qui ont signé l'accord (INDL, l'UGT, équivalent de FO en France) se sont montrés très responsables et ils n'ont d'ailleurs été très attaqués par

Allez-vous ouvrir davantage les privatisations aux capitaux étrangers ?

Nous sommes très flexibles. Cela dépend de la valeur stratégique des entreprises. Mais la tendance est d'augmenter la participation étrangère.

Vous avez tout de même eu de la chance. Vous avez profité de la baisse des prix du pétrole et de la baisse des prix du pétrole et maintenant de l'argent des privatisations.

Premièrement, l'argent des privatisations ne peut pas l'utiliser pour le budget de l'Etat. Il est affecté pour l'essentiel au remboursement de la dette. Ensuite, l'argent européen, je ne peux pas en faire n'importe quoi. Il ne peut pas servir à corriger d'éventuels erreurs du gouvernement. D'ailleurs, à ce sujet, j'accepte la surveillance exercée par les partenaires de la Communauté.

Le prix du pétrole ? Eh bien, il a connu des hauts et des bas. Quand il était haut, je n'ai pas hésité à augmenter le prix de l'énergie, même à la veille des élections. Mais ce qui a joué le plus en ma faveur, c'est la stabilité politique. Comparez avec la situation dans d'autres petits pays européens comme la Grèce. Le Portugal a réussi, comme l'Espagne, à faire face aux grands problèmes nés de l'adhésion à la Communauté. Avec toutes les échéances européennes s'ouvre maintenant une période très difficile pour le Portugal, dans un environnement international peu favorable.

Vous passez pour un dirigeant autoritaire, acceptant mal la contradiction. Vous avez même dit un jour, paraît-il, que vous ne vous trompez jamais...

Je n'ai jamais dit ça. L'opposition dit - ou plutôt disait - que j'étais autoritaire. Mais ce n'est pas l'avis des électeurs portugais qui m'ont fait confiance à trois reprises. Il y a là une confusion entre l'autoritarisme d'une part et, d'autre part, la conviction, la capacité de prendre des décisions. La Constitution portugaise donne de grands pouvoirs au premier ministre. Je n'hésite pas à les utiliser quand cela est nécessaire. J'ai changé, il est vrai, le style de gouvernement. Il y a plus d'action et moins de paroles. Il n'y a plus de ces discours avec beaucoup de fleurs, comme on dit au Portugal. J'essaie de tenir mes promesses. Je garde sur un carnet, dans mon bureau, la liste des promesses que j'ai faites au cours de mes campagnes électorales, et à mesure que je les tiens, je le marque sur ce carnet.

Propos recueillis par ALICE LUCÉE et JEAN-PIERRE LANGELLIER

AFRIQUE

« Ni blancs ni noirs »

Suite de la première page

Les tenants de l'apartheid en avaient décidé ainsi, sur de vagues bases historiques. Car les métis ne sont pas une ethnie vraiment définie. La plupart ont eu pour ancêtres les premiers Blancs arrivés dans cette région, les Khoïdanas (Hottentots) ou les Sams (Bushmen). D'autres sont les descendants d'esclaves malais, débarqués dans la péninsule, il y a trois cents ans, par la Compagnie hollandaise des Indes orientales.

Les lois raciales de l'apartheid, aujourd'hui abrogées, classaient les premiers comme « Griquas », les seconds comme « Malais du Cap ». D'autres sous-groupes de métis étaient constitués de personnes d'origine euro-africaine, mauritienne, malgache ou bien venant de Sainte-Hélène. « Les métis sont devenus un groupe identifiable quand ils ont adopté comme langue un créole hollandais, qui allait s'appeler l'afrikaans et que les Boers s'attribuèrent rapidement comme signe distinctif », expliquent les professeurs Ample Coetsee et Freddie Hendriks, respectivement responsables des départements d'Africains et de sociologie à l'université du Western Cape.

Quatre-vingt-dix pour cent des métis parlent l'afrikaans considérant que cette langue est la leur, et non pas celle de l'opresseur blanc. Mille deux cents étudiants sont inscrits, cette année, dans le département d'Africains dirigé par M. Coetsee, le plus important d'Afrique du Sud. « L'Africain deviendra un jour une langue régionale dans ce pays, alors que l'anglais, qui n'est pourtant la langue maternelle d'aucune communauté, deviendra la langue de com-

munication », prédit M. Coetsee. A 90 %, les métis sont chrétiens et membres de diverses Eglises et de nombreux temples. Parmi les 7 % de métis musulmans, la plupart sont descendants des Malais qui, « en dépit de l'esclavage et de l'isolement, ont perpétué leurs traditions et maintenu leur foi islamique », constate l'imam Hassan Solomon, l'un des chefs du Conseil juridique musulman.

« Nous sommes une minorité au sein d'une minorité, mais nous avons été très actifs, en 1983-1986, quand il s'est agi de s'opposer au système raciste mis en place par le régime Botha. Le Parlement métis, créé à cette époque, n'est pas représentatif de notre communauté », poursuit-il. Les métis musulmans sont « plus progressistes » et « en général assez proches des mouvements de libération », souligne le professeur Hendriks qui, a contrario, considère le reste de la communauté « très conservatrice » et « proche du Parti national » (NP) du président De Klerk.

Près de deux millions d'électeurs

Le NP et l'ANC, les deux poids lourds de la scène politique, rivalisent d'artifices pour séduire le million huit cent mille d'électeurs de la communauté métis, forte de trois millions deux cents mille membres.

L'enjeu est d'importance. Un sondage, publié en 1990 par Rapport, un hebdomadaire en afrikaans, révélait que 25 % des métis choisiraient de soutenir le NP, tandis que 29 %

soutiendraient l'ANC. Une tendance que confirme l'un des responsables de l'ANC au Cap, M. Willy Hofmeyr : « Les métis sont partagés et l'issue en faveur de l'un ou l'autre camp n'exclut pas 10 %, c'est une communauté-clé en termes de vote, qui doit retenir toute notre attention. »

Le président de l'ANC a dû user de toute son influence au sein de son état-major pour faire admettre

Il est métis, pasteur et très populaire jusque dans le nord du Namaqualand, région frontalière de la Namibie. Cet ancien président de l'Alliance mondiale des Eglises réformées est un tribun, qui n'hésite pas à citer la Bible pour justifier la politique de l'ANC, comme les pasteurs blancs s'y réfèrent pour expliquer le bien-fondé de l'apartheid. Animé d'une forte ambition politique, M. Boesak a préféré met-

tre un bâton aux critiques acerbes qu'il formulait à l'encontre de l'ANC, il y a un an, et aux réserves qu'il émettait quant à l'alliance avec le Parti communiste (SACP), véritable épouvantail pour tous les dévots sud-africains.

La nomination de M. Boesak est un bon coup politique. Mais toute médaille a son revers. Les détracteurs du pasteur ont beau jeu de

souligner les contradictions de l'ANC, mouvement « non racial » mais qui mise sur M. Boesak parce que ce dernier est métis et donc susceptible d'attirer les électeurs de sa communauté.

Cette tactique avait déjà été utilisée par le NP, devenu « multiracial » par souci de recruter parmi les sympathisants du Parti travailliste, au sein de la Chambre des députés. A la fin de la session parlementaire 1991, trente-cinq députés métis (sur quatre-vingt-cinq) avaient franchi le Rubicon et rejoint le NP.

« De Klerk sait parler aux métis »

A l'ouverture de la session 1992, une nouvelle défection, ajoutée au jeu subtil des alliances avec des députés indépendants, suffisait à renverser le pasteur Hendriks, chef de file des travaillistes et président de la Chambre des députés. M. De Klerk installait alors M. Jac Rabie, député NP, dans le fauteuil de M. Hendriks.

Par une curieuse ironie de l'histoire, les métis, qui ont souffert de l'apartheid comme les Indiens et les Noirs, se précipitent dans le giron du NP, promoteur du développement séparé. « C'est vrai que, dans le passé, nous étions opposés aux «nats» (surnom donné aux militants du NP). Mais ils appliquent maintenant la politique que nous avons toujours préconisée », explique M. Rabie. Les trente-cinq députés « déserteurs » n'ont pas, cependant, réussi à convaincre. Lors des législatives de 1989, seulement 17 % des métis avaient pris la peine d'aller voter pour des députés, considérés d'avance comme des « laquais de l'apartheid ».

La majorité des métis n'a pas oublié que le NP, au pouvoir depuis 1948, a effacé leurs noms des listes électorales communes, les a démantés de force de leurs anciens quar-

tiers - comme District six, au Cap - pour les réinstaller dans des townships où ils n'avaient pas choisi de vivre. Ce qui les guide vers le parti présidentiel relève plus d'un tropisme naturel pour les Blancs, dont ils se sentent finalement assez proches.

En revanche, ils ont peur des Noirs et de la violence qui ravage les ghettos. Ils craignent aussi un abaissement de leur niveau de vie, alors que leurs conditions d'existence sont supérieures à celles des Noirs. « Ici, la plupart des gens pensent qu'il vaut mieux vivre sous une domination blanche que sous une domination noire », déplore Shabida, une habitante de Mitchells-Plain.

Métis, musulmans, féministes et militantes de l'ANC, Shabida élève seule ses trois enfants, dont l'aîné s'appelle Yasser et le cadet Fidel. « De Klerk sait parler aux métis, il est séduisant », reconnaît-elle, regrettant aussi que l'ANC soit aussi « bureaucratique », ce qui nous empêche de répondre aux demandes d'une population confrontée à de sérieux problèmes matériels.

M. Rabie estime que le glissement vers le NP se traduit par « un vote massif de 70 % de la communauté en faveur de M. De Klerk. « Du diable blanc qui les a soumis, mais qu'ils connaissent, et du diable noir, qu'ils craignent, il n'est pas sûr qu'un moment crucial ils ne choisissent pas le premier », remarque, avec fatalisme, le professeur Hendriks.

RECTIFICATIF : une erreur s'est glissée à la fin de l'article intitulé « Mauritanie : la démocratie à l'épreuve des tensions raciales » (Le Monde du 6 mars). Il fallait lire, à propos du pouvoir en place à Nouakchott : « Aux mains - et non pas aux yeux - des Maures blancs... »



PANCHO

Grâce à un artifice de procédés, la Chine vient d'échapper à une condamnation de la Commission des droits de l'homme des Nations unies. L'empêchement de la situation des dissidents et des pratiques de répression politique reste très officiel au pays de M. Deng Xiaoping, pour ne pas parler de la recrudescence de pratiques telles que la vente de femmes esclaves. Ainsi, selon l'ancien directeur politique Henry Wu, devenu chercheur sur le « laogai », le goulag chinois, après y avoir passé lui-même dix-neuf ans - et qui a récemment effectué un pèlerinage dans plusieurs des douze camps dont il fut pensionnaire - plus de cinquante millions de personnes y ont été envoyées et douze à seize millions y seraient encore détenues. Parmi elles M. Wei Jingsheng, le plus ancien des dissidents chinois. Le héros du « mur de la démocratie » du premier « printemps de Pékin », en 1988, célébrera en effet, le 23 mars, le centenaire de sa naissance. Il devrait être libéré à l'occasion 1994.

« Je n'ai jamais dit ça. L'opposition dit - ou plutôt disait - que j'étais autoritaire. Mais ce n'est pas l'avis des électeurs portugais qui m'ont fait confiance à trois reprises. Il y a là une confusion entre l'autoritarisme d'une part et, d'autre part, la conviction, la capacité de prendre des décisions. La Constitution portugaise donne de grands pouvoirs au premier ministre. Je n'hésite pas à les utiliser quand cela est nécessaire. J'ai changé, il est vrai, le style de gouvernement. Il y a plus d'action et moins de paroles. Il n'y a plus de ces discours avec beaucoup de fleurs, comme on dit au Portugal. J'essaie de tenir mes promesses. Je garde sur un carnet, dans mon bureau, la liste des promesses que j'ai faites au cours de mes campagnes électorales, et à mesure que je les tiens, je le marque sur ce carnet. »

Propos recueillis par ALICE LUCÉE et JEAN-PIERRE LANGELLIER

Un « communisme féodal »

Et pourtant, ce « pas trop » est déjà beaucoup, puisqu'« ils m'ont tué le cœur et un bras, ma mère a été tuée, mon frère a été tué par la police et mon père battu par les gardes rouges... » Aujourd'hui, les corps sont d'autant plus fréquents que le lavage de cerveau est inefficace. Prisonniers comme gardiens ne croient plus à la pensée Mao Zedong, et le seul moyen de contrôle, c'est d'empêcher la torture et les coups. Quant à l'expatriation du travail plus dur que, depuis 1983, les camps doivent subvenir à leurs propres besoins, y compris pour le salaire des gardiens.

M. Wu est modérément optimiste. « Le communisme chinois est différent de celui de l'URSS, il est profondément ancré dans la culture chinoise. De plus, les Chinois sont réalistes et le mouvement démocratique du printemps de Pékin lui paraît une sorte d'accélérateur de l'histoire. Le PCC est un immense bâtiment et je ne

peux pas le faire tomber d'un coup. »

« Je n'aime pas beaucoup ce mot, car on lui donne une signification différente dans chaque pays. La Communauté est un modèle régional, ouvert, et dont nous ne connaissons pas pour le moment l'architecture politique finale. Parler

de fédération ou de confédération n'aurait qu'à empoisonner nos discussions. On ne doit pas introduire dans nos débats des modèles déjà existants. Les nouveaux plans doivent être préparés par tout le monde. Nous ne voulons pas que deux ou trois pays fassent leur cuisine de leur côté et la donnent à manger aux autres. Le Portugal veut que tout le monde participe à la préparation des solutions.

Quelle est votre position quant à l'élargissement de la Communauté ?

Premier principe, la Communauté doit rester ouverte. Ce n'est pas un club fermé. Mais - second principe - nous devons d'abord achever le processus de ratification de Maastricht, résoudre le problème du «paquet Delors I» - et l'espérer bien - celui de la politique agricole commune. Sur le problème des adhésions, une réflexion stratégique est menée à Lisbonne. C'est la première fois que la Communauté réfléchit en profondeur à cette question. Plusieurs pays sont déjà candidats, mais nous devons d'abord élaborer la stratégie avant d'examiner les cas concrets.

« Je suis un social-démocrate moderne »

Que pensez-vous de la situation actuelle en Yougoslavie ?

S'agissant du cessez-le-feu, le rôle fondamental doit revenir aux Nations unies, car elles seules ont les moyens d'y envoyer des soldats. La Communauté, elle, doit se concentrer sur la conférence de la paix que préside lord Carrington pour parvenir à une solution politique. Actuellement, il est fondamental de maintenir l'unité de la Bosnie-Herzégovine, car la réside le plus grand danger d'affrontement.

Les représentants des trois communautés - Croates, Musulmans et Serbes - ont discuté de tout cela à Lisbonne avec la présidence et ont promis de maintenir l'unité. D'où l'urgence d'y envoyer les «casques bleus», car cela peut accélérer les négociations politiques.

A vos yeux, la Yougoslavie est-elle morte ?

« Oui, je le pense. D'ailleurs, c'était une création artificielle de la communauté, qui ignorait la réalité des peuples. Il y a au sud de la Macédoine. Pour les Grecs, c'est une question de politique intérieure, très passionnée.

On dit que vous êtes un disciple de M. Thatcher ?

Ce qui est vrai, c'est que j'ai étudié en Angleterre mais je me considère comme un social-démocrate pragmatique et moderne. Je crois à certaines valeurs, la solidarité, la justice sociale, l'égalité des chances pour tous. Mais je crois en même temps à la capacité d'adaptation aux changements technologiques et sociaux. J'ai été formé pour être professeur. Je n'avais jamais pensé devenir premier ministre.

Hier, c'était jour de congé au Portugal. J'ai passé la journée avec un collègue à revoir le manuel de macro-économie que j'avais écrit autrefois, et qui doit être réédité. Je n'ai jamais triché dans les vieux compromis avec les dirigeants de tel ou tel parti. Si je n'étais pas premier ministre, je ferais autre chose, je serais professeur. Je suis libre. Vous savez, lorsque le SD m'a

les communistes et les socialistes. Je crois à la politique des revenus, car il faut préparer le pays à l'Union économique et monétaire. Il ne faut pas s'attarder. Exemple : le Portugal a cinq ans pour harmoniser sa fiscalité avec celle de ses partenaires, eh bien j'ai décidé de le faire tout de suite.

Mais les Portugais vont payer plus d'impôts ?

Oui, mais l'inflation est aussi un impôt.

Une privatisation par mois

Socialement, le Portugal reste un pays à deux vitesses ?

C'est vrai. Mais nous devons faire une analyse dynamique. Nous devons comparer le Portugal d'aujourd'hui avec celui d'il y a cinq ou six ans. Il y a davantage de justice sociale. Prenez l'évolution des salaires réels, du montant des retraites, les progrès en matière de santé et d'éducation, etc. Mais les Portugais sont maintenant plus exigeants et je les comprends très bien. Ils sont moins pessimistes, moins misérabilistes. Ils ont une nouvelle mentalité. Ils commencent à penser qu'ils sont capables de vaincre dans une compétition. Ils ne réclament plus sans arrêt la protection du parapluie de l'Etat.

L'Espagne a beaucoup investi au Portugal ces dernières années. Cette « invasion » ne vous effraie pas ?

Dans un marché européen ouvert, il n'y a pas plus de raison de parler des Espagnols que des Français, des Anglais ou des Allemands, ou des Portugais qui ont investi en Espagne. Nous ne pouvons pas à la fois être dans la Communauté et imposer des limites à la participation des étrangers à notre économie. Felipe Gonzalez et moi-même avons détruit beaucoup de barrières dans nos relations, surtout psychologiques. De manière générale, les investissements étrangers présentent de nombreux avantages. Ils nous apportent de nouvelles technologies, des possibilités d'accéder à d'autres marchés. En sept ans, le montant des investissements étrangers a décuplé. Sur ce chapitre, je ne suis pas chauvin.

Dans quels secteurs allez-vous poursuivre les privatisations ?

Nous devons réduire le poids du secteur public dans la société portugaise. Il faut accélérer la compétitivité, rationaliser les entreprises et mettre un terme à l'interventionnisme des hommes politiques dans l'économie. Jusqu'à présent, le processus des privatisations a fonctionné raisonnablement bien. Nous allons continuer, si possible, au rythme d'une privatisation par mois. Nous voulons terminer la privatisation des banques et des assurances, et entretenir celle des transports routiers, de la sidérurgie, du pétrole et des chantiers navals.

C'est pour nous le seul moyen de concilier une baisse des prix et la protection de l'emploi. Nous venons de signer un accord salarial très important, car pour la première fois les partenaires sociaux ont accepté l'idée que l'inflation passera en dessous de 10 % et que les hausses de salaires seront contenues sous ce niveau. Les syndicats qui ont signé l'accord (INDL, l'UGT, équivalent de FO en France) se sont montrés très responsables et ils n'ont d'ailleurs été très attaqués par

Allez-vous ouvrir davantage les privatisations aux capitaux étrangers ?

Nous sommes très flexibles. Cela dépend de la valeur stratégique des entreprises. Mais la tendance est d'augmenter la participation étrangère.

Vous avez tout de même eu de la chance. Vous avez profité de la baisse des prix du pétrole et de la baisse des prix du pétrole et maintenant de l'argent des privatisations.

Premièrement, l'argent des

ASIE

CHINE : les violations des droits de l'homme

Précurseur du mouvement démocratique de la place Tiananmen
le dissident Wei Jingsheng est emprisonné depuis treize ans

PÉKIN

de notre correspondant

L'accusé, « se parant d'une réputation un peu de légende, pour commettre des excès sans frein. Alors qu'il était bachelier, il a fait imprimer à son propre compte des recueils de prose, parlant sans discernement, mettant sans dessus des doctrines hérétiques, dans le seul but que les libraires des marchés réimpriment ses ouvrages et en fassent commerce et qu'il en retire gain et profit ». Par cette déclaration du président du Consolat, commence le récit d'un étonnant procès littéraire, c'est-à-dire politique, intenté en 1971 à un lettré coupable d'avoir parlé contre le Trône.

On croirait lire les accusations du régime communiste à l'encontre de Wei Jingsheng, près de trois siècles plus tard. Presque tout y est. Le coupable est présenté comme un déclassé car le pouvoir ne veut pas donner l'impression de s'attaquer à un intellectuel reconnu. Pour répandre son venin, il n'est pas passé par les canaux officiels (la bureaucratie est sauve), il lui manque « le discernement » (l'art de parler faux). Il suit ses impulsions (il refuse l'idéologie dominante). L'insinuation d'un mobile financier dénie toute sincérité à l'accusé, assimilé à la classe marchande, méprisée.

Il ne faut pas pousser le parallèle trop loin. Dai Mingzhi, dont un sinologue révèle l'histoire (1), fut exécuté. Wei Jingsheng a « seulement » été condamné à quinze ans de prison. Le lettré s'était attiré les foudres impériales en élevant la voix contre la dynastie mandchoue, au nom de l'héritage chinois. Wei Jingsheng a été accusé de trahison

pour avoir fourni des « secrets militaires » qui n'étaient pas à des journalistes étrangers.

Il n'empêche. S'il est malaisé, en Chine, de distinguer le pouvoir communiste de son prédecesseur autocratique en matière d'arbitraire, le plus frappant reste la permanence d'un réflexe collectif : l'oubli frappant le condamné.

le début d'une agitation qui allait tourner à la catastrophe avec Tiananmen.

Wei Jingsheng s'exprima librement pendant moins de six mois à l'époque d'une première contestation pro-démocratique à Pékin, onze ans avant Tiananmen. Les agitateurs apposèrent leurs affiches sur un mur de briques surnommé

le début d'une agitation qui allait tourner à la catastrophe avec Tiananmen.

la « révolution culturelle » en 1966, il fit partie d'un groupe anarchisant, le « Comité d'action unit des gardes rouges de la capitale », qui mit à sac un service de fichiers de la police politique en dénonçant l'aile la plus radicale du régime menée par M. Mao. L'affaire lui valut d'être emprisonné trois mois, puis envoyé à la campagne. Il y découvrit l'aspect le moins reluisant de la République populaire, la misère paysanne. Revenu à Pékin, ses études compromises, il trouva un emploi d'électricien au zoo, ce qui en faisait un de ces innombrables membres de la « génération perdue » des enfants de Mao.

Et quelle formation ! Lancé dans la « révolution culturelle » en 1966, il fit partie d'un groupe anarchisant, le « Comité d'action unit des gardes rouges de la capitale », qui mit à sac un service de fichiers de la police politique en dénonçant l'aile la plus radicale du régime menée par M. Mao. L'affaire lui valut d'être emprisonné trois mois, puis envoyé à la campagne. Il y découvrit l'aspect le moins reluisant de la République populaire, la misère paysanne. Revenu à Pékin, ses études compromises, il trouva un emploi d'électricien au zoo, ce qui en faisait un de ces innombrables membres de la « génération perdue » des enfants de Mao.

Des écrits

« Contre-révolutionnaires »

La revue non officielle que Wei Jingsheng éditait, *Explorations*, publia trois livraisons et un numéro spécial. Pour avoir qualifié, dans ce dernier, M. Deng de « despote », il fut arrêté le 29 mars 1979. Dix mois plus tard, il comparait devant un tribunal.

Wei n'avait fait que confirmer à quelques journalistes étrangers, dont nous-même, les noms des principaux commandants des unités lancées en février 1979 contre le Vietnam ainsi que leurs effectifs.

Assurant sa propre défense lors de son procès - « public », mais auquel aucun journaliste étranger ne put assister - il fit valoir que ces informations ne relevaient pas du « secret d'Etat » mais de la rumeur publique.

La principale raison de sa longue détention réside dans ses écrits « contre-révolutionnaires », l'équivalent du délit d'opinion en Chine. Un autre dissident, M. Wang Xizhe, récidiviste dans la contestation (3), sera condamné, l'année suivante à Canton, à quatorze ans de prison pour ses seules idées : « contre-révolutionnaires ».

Des rumeurs alarmistes ont couru sur Wei depuis son incarcération. Envoyé dans la province du Qinghai, version chinoise du goulag sibérien, puis ramené à Pékin, il aurait perdu ses dents ; ou ses cheveux ; ou la raison. Ou tout à la fois. Son amie, une Tibétaine, a quitté la Chine.

Cependant, si l'édition asiatique du *Wall Street Journal* publie chaque année, à la même date, des extraits de *La cinquième modernisation*, et si les manifestants de Tiananmen n'ont rien écrit de plus percutant que ce pamphlet, c'est qu'il avait tout dit en réclamant des élections libres.

FRANCIS DERON

(1) Pierre-Henri Durand, *Lettrés et pouvoirs*. Un procès littéraire dans la Chine impériale. Editions de l'Ecole des Hautes études en sciences sociales, Paris 1992, 200F.

(2) Les principaux écrits de Wei Jingsheng se trouvent dans *Un bol de nid d'hirondelles* de *Le monde* du 28 février. M. Finlay a mis en avant les menaces de suicide formulées par le jeune fils, pour affirmer : « Il existe un risque réel et substantiel pour la vie de la mère, par auto-destruction, qui ne peut être évité que par l'arrêt de la grossesse ».

(3) Co-auteur de *Chinois*, il nous avertit, manifeste anti-maoïste de 1974.

Femmes à l'encan

Fléau traditionnel un temps envoyé par le régime maoïste, la traite des femmes a repris de plus belle depuis quelques années. Des statistiques au niveau provincial, en l'occurrence proviennent de la province du Henan, entre Pékin et Shanghai, indiquent l'ampleur d'un phénomène encore accentué par le déséquilibre démographique entre hommes et femmes. En raison de la pratique de ne débarrasser des bébés filles, de plus en plus d'hommes ne trouvent plus de femmes à marier et doivent avoir recours à des trafiquants.

Ainsi, selon la *Journal des*

Rarissimes sont les intellectuels chinois qui se sont intéressés à cet homme encore jeune - il avait vingt-neuf ans lors de son arrestation - vedette du premier véritable procès politique intenté par les communistes à un opposant.

Le « Mur de la démocratie »

Quand, en 1989, quelques intellectuels en « vie », dont l'astrophysicien Fang Lizhi, adressèrent à M. Deng Xiaoping une pétition pour demander sa libération, ce fut

« Mur de la démocratie ». Aucun d'entre eux n'osaient attaquer de front le régime. Tout se disait par allusions, Mao Zedong n'était qu'égratigné.

Vint Wei Jingsheng. Il se distinguait par une assurance inhabituelle. Il était l'auteur d'un texte affiché sur « le mur », qui rompait avec le style ampoulé de ses camarades : « La cinquième modernisation » (2). Il y traitait Marx et Mao de « charlatans ». Il défendait l'idée que « quatre modernisations » économiques prônées par le régime « resteraient lettre morte si l'on fai-

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : la campagne présidentielle

M. Kerrey justifie son retrait par un manque de soutien financier

WASHINGTON

correspondance

En confirmant, jeudi 5 mars, sa décision de se retirer de la course à l'investiture du Parti démocrate, le sénateur Bob Kerrey a fait preuve d'humilité. Il a souligné qu'il portait seul la responsabilité d'un échec qui n'a surpris ses amis. Au départ, en effet, il apparaissait comme le candidat idéal : après une « belle guerre » (membre d'un commando de la marine, il avait été partiellement amputé d'une jambe au Vietnam et décoré), il s'était lancé avec succès dans les affaires, avant de se faire une réputation d'administrateur, d'abord comme gouverneur puis comme sénateur du Nebraska.

A quarante-huit ans il pouvait se sentir voué à un plus haut destin. Malheureusement, il n'arrive jamais à définir clairement son message, où il évoquait à la fois son passé militaire, la nécessité de créer un service national de santé et de réduire de moitié le nombre des membres du cabinet.

M. Kerrey n'a surtout estimé qu'il avait manqué d'argent. Ses fonds

électoraux, nettement inférieurs à ceux de ses principaux concurrents, furent vite épuisés. Ses mauvaises performances dans les primaires découragèrent les donateurs. Ainsi en Californie, là où M. Bill Clinton recevait entre 400 000 et 500 000 dollars en un soir, M. Kerrey n'en touchait que 300 000. A New York, les bailleurs de fonds démocrates lui préférèrent M. Clinton, qui leur apparaissait comme un « gagnant ». De son côté, M. Paul Tsongas, qui veut défendre les intérêts du business, reçoit maintenant 100 000 dollars par jour.

Les contributions financières aux candidats démocrates ne sont pas à la hauteur de celles données au président Bush. Ainsi, à San Francisco, celui-ci a réuni deux millions de dollars dans un dîner et un déjeuner où le couvert était à mille dollars. Quant à son rival ultra-conservateur Pat Buchanan, il a en quelques semaines dépensé 1 700 000 dollars en spots publicitaires.

HENRI PIERRE

ÉTATS-UNIS : la Chambre des représentants a adopté son propre projet de loi de finances. - La Chambre des représentants, à majorité démocrate, a approuvé, jeudi 5 mars, son propre projet de loi de finances pour 1992, qui double les réductions des dépenses militaires proposées par le président George Bush et affecte les économies ainsi réalisées (9 milliards de dollars) à des programmes sociaux, des créations d'emplois et à l'enseignement. Les représentants se sont prononcés en faveur du texte par 215 voix contre 201. Ils avaient rejeté la veille à une forte majorité le projet de budget du président Bush. - (AFP, AP)

COLOMBIE : un motas cinquante personnes assassinées pour « trafic de cadavres ». - Le chef des vigiles de l'Université de Barranquilla, où la police a découvert le 1^{er} mars les corps de onze indigents, tués par balles et à coups de gourdin, a avoué, jeudi 5 mars, avoir tué « une cinquantaine de personnes ». Il a affirmé avoir agi sur ordre du recteur de l'établissement, qui s'en est défendu. La découverte de ces corps a permis la mise au jour d'un présumé trafic de cadavres de personnes sans domicile fixe, qui seraient utilisés lors des travaux pratiques par les étudiants de la faculté de médecine. La police a arrêté quatorze autres vigiles. - (AFP, AP)

A TRAVERS LE MONDE

ALBANIE

Le pouvoir et l'opposition tentent d'enrayer la montée de la violence

Alors que des émeutes de la fin se sont poursuivies, jeudi 5 mars, pour le cinquième jour à Librazhd (est de Tirana), le Parti socialiste au pouvoir et l'opposition se sont réunis à Tiana pour chercher une solution à la montée de la violence, qui a fait officiellement cinq morts, eut trente blessés et plus de 3 millions de dollars de dégâts en une dizaine de jours dans tout le pays. L'Albanie « sombre dans le chaos » en raison de l'« incapacité » de l'Etat à faire face à une situation économique catastrophique, avait déclaré la veille à la télévision le ministre de l'ordre public, M. Fadil Cana, selon une agence yougoslave. Pour M. Cana, les attaques et pillages de dépôts et magasins sont spontanées, la population ne voyant aucune perspective. A l'approche des législatives du 22 mars, M. Sali Berisha, le leader de l'opposition, avait accusé le gouvernement de favoriser la pénurie. - (AFP, Reuter.)

IRLANDE

La Cour suprême a privilégié le droit à la vie de la mère

Le président de la Cour suprême irlandaise, M. Thomas Finlay, a expliqué, jeudi 5 mars, pourquoi le plus haut tribunal du pays avait cessé, le semaine dernière, un jugement interdisant à une adolescente de quatorze ans, victime

d'un viol, d'aller se faire avorter en Grande-Bretagne, conformément à la Constitution qui prohibe l'avortement et protège « le droit à la vie de l'enfant à naître » (*Le Monde* du 28 février). M. Finlay a mis en avant les menaces de suicide formulées par la jeune fille, pour affirmer : « Il existe un risque réel et substantiel pour la vie de la mère, par auto-destruction, qui ne peut être évité que par l'arrêt de la grossesse ».

TUNISIE

Le gouvernement « déplore les allégations » d'Amnesty International

Le gouvernement « déplore », jeudi 5 mars, « les allégations et les allégations non fondées » contenues dans la récente rapport d'Amnesty International, faisant état de violations des droits de l'homme (*Le Monde* du 5 mars). Rappelant que la Tunisie est, ce jour, la seule pays arabe à avoir autorisé Amnesty International à créer une section sur son territoire, un communiqué gouvernemental proteste en posant ces questions : « A qui fera-t-on croire que, dans la Tunisie du changement, de la démocratie et des droits de l'homme, on encourage la pratique de la torture ? A qui fera-t-on croire qu'il y aurait, dans cette Tunisie de la liberté et de l'ouverture, huit mille prisonniers d'opinion ? » - (Corresp.)

SRI-LANKA : l'armée annonce avoir tué une centaine de guérilleros tamouls. - Les troupes régulières, engagées depuis la fin février dans une offensive contre des bases des Tigres de libération de l'Elam tamoul (LTTE), dans le nord du pays, ont infligé un sérieux revers à la guérilla, qui a perdu une centaine d'hommes, a annoncé, jeudi 5 mars, un porte-parole militaire. « L'opération est un succès total, nous n'avons eu que deux morts », a-t-il affirmé. - (AFP.)

Selon un ancien prisonnier politique

De douze à seize millions de personnes restent détenues dans le « laogai » le goulag chinois

Armé d'un stylo et d'une caméra vidéo, posant parfois à l'homme d'affaires, ce Chinois émigré aux Etats-Unis - où il se consacre à l'étude du laogai à l'université de Stanford, en Californie - se sent investi d'une mission : révéler les conditions de « rééducation par le travail » en Chine (1). C'est à ce titre qu'il se trouve à Paris, après avoir témoigné devant la Commission des droits de l'homme des Nations unies à Genève. Au cours de cette enquête, il a été frappé par les mauvais traitements infligés aux détenus : « De mon temps, a-t-il indiqué au *Monde*, le lavage de cerveau était très important et très efficace. Il n'y avait pas trop de tortures physiques, et les policiers a'en déchargeaient généralement sur d'autres détenus ».

Un « communisme féodal »

Et pourtant, ce « pas trop » est déjà beaucoup, puisqu'il n'ont cessé le dos et un bras ; me mère s'est suicidé, mon frère a été tué par la police et mon père battu par les gardes rouges ». « Aujourd'hui, les coups sont d'autant plus fréquents que le lavage de cerveau est inefficace. Prisonniers comme gardiens ne croient plus à la pensée Mao Zedong, et le seul moyen de contrôle, c'est désormais la torture et les coups ». Quant à l'exploitation du travail des prisonniers, elle est d'autant plus dure que, depuis 1983, les camps doivent subvenir à leurs propres besoins, y compris pour la salaire des gardiens.

M. Wu est modérément optimiste : « Le communisme chinois est différent de celui de l'URSS, il est profondément enraciné dans la féodalité ». De plus, les Chinois « sont réalistes » et le mouvement démocratique du printemps de Pékin lui paraît une sorte d'accident de l'histoire. « Le PCC est un immense bâtiment et je ne

pense pas qu'on pourra le détruire comme le mur de Berlin. Mais, si on l'observe soigneusement, sur 300 piliers qui le soutiennent, 250 au moins sont endommagés, et la structure peut s'effondrer un jour, sans prévenir ».

Voyageant avec M. Wu, l'activiste de Hongkong Lau San-ching - ancien trotskiste qui se dit « encore marxiste » - vient de passer dix ans dans les prisons chinoises, dont il est sorti en décembre dernier. Arrêté alors qu'il venait soutenir à Canton les activités du premier mouvement démocratique, il n'a pas été maltraité, contrairement à ses camarades d'infortune, victimes de mauvais traitements systématiques avant leur procès pour les faits avoués. Il attribue cette faveur aux protestations internationales contre sa détention. Mais pas aux autorités de Hongkong, ni de Londres, qui n'ont, dit-il, absolument rien fait pour le sortir de là.

Ces dix ans n'ont pas entamé le militantisme de cet enseignant fluide. Au contraire, puisqu'il entend naître pour la démocratie et l'indépendance de la colonie britannique, et y rester une fois qu'elle sera retombée entre les mains de Pékin, en 1997.

M. Lau n'a toutefois aucune illusion sur le régime de M. Deng Xiaoping : « Les communistes chinois gouvernent de façon totalitaire. Le laogai n'est qu'un des moyens qu'ils emploient. S'ils n'utilisent pas la force, ils ne pourraient pas exister. Ce ne sont pas de vrais marxistes et le PCC ne peut pas être un parti démocratique ». Mais, ajoute-t-il avec espoir : « Dans l'avenir, en Chine la socialisme devrait se bâtir sur une base démocratique ».

PATRICE DE BEER

(1) M. Wu a écrit deux livres, *Laogai, the Chinese Gulag*, qui sera publié en mars aux Westview Press, et une autobiographie dans les camps.

Allez-vous ouvrir devant les privatisations aux capitaux étrangers ?

Nous sommes en train de perdre la chance de la réforme économique. Vous avez tout de même le bus des prix du pétrole maintenant de l'argent des pétroliers.

Premièrement, il y a des variations de la part des investisseurs étrangers. Il y a des investisseurs étrangers qui ne veulent pas investir dans la Chine. Ils ne veulent pas investir dans la Chine. Ils ne veulent pas investir dans la Chine.

Vous avez tout de même la chance de la réforme économique. Vous avez tout de même la chance de la réforme économique. Vous avez tout de même la chance de la réforme économique.

Le PCC est un immense bâtiment et je ne pense pas qu'on pourra le détruire comme le mur de Berlin. Mais, si on l'observe soigneusement, sur 300 piliers qui le soutiennent, 250 au moins sont endommagés, et la structure peut s'effondrer un jour, sans prévenir.

Voyageant avec M. Wu, l'activiste de Hongkong Lau San-ching - ancien trotskiste qui se dit « encore marxiste » - vient de passer dix ans dans les prisons chinoises, dont il est sorti en décembre dernier. Arrêté alors qu'il venait soutenir à Canton les activités du premier mouvement démocratique, il n'a pas été maltraité, contrairement à ses camarades d'infortune, victimes de mauvais traitements systématiques avant leur procès pour les faits avoués. Il attribue cette faveur aux protestations internationales contre sa détention. Mais pas aux autorités de Hongkong, ni de Londres, qui n'ont, dit-il, absolument rien fait pour le sortir de là.

Ces dix ans n'ont pas entamé le militantisme de cet enseignant fluide. Au contraire, puisqu'il entend naître pour la démocratie et l'indépendance de la colonie britannique, et y rester une fois qu'elle sera retombée entre les mains de Pékin, en 1997.

M. Lau n'a toutefois aucune illusion sur le régime de M. Deng Xiaoping : « Les communistes chinois gouvernent de façon totalitaire. Le laogai n'est qu'un des moyens qu'ils emploient. S'ils n'utilisent pas la force, ils ne pourraient pas exister. Ce ne sont pas de vrais marxistes et le PCC ne peut pas être un parti démocratique ». Mais, ajoute-t-il avec espoir : « Dans l'avenir, en Chine la socialisme devrait se bâtir sur une base démocratique ».

PATRICE DE BEER

(1) M. Wu a écrit deux livres, *Laogai, the Chinese Gulag*, qui sera publié en mars aux Westview Press, et une autobiographie dans les camps.

POLITIQUE



PERSONNALITÉS EN CAMPAGNE

cantonales et régionales

L'aventure olympique de Michel Barnier

Le président (RPR) du conseil général de la Savoie entend faire fructifier le précieux capital que lui a apporté l'organisation des Jeux d'Albertville

BOURG-SAINT-MAURICE
de notre envoyée spéciale

Dans une rue de Bourg-Saint-Maurice, ce jour-là, on flâne en famille devant les vitrines post-olympiques. Madame tire subitement sur la manche de monsieur, en lui désignant des yeux la haute silhouette qui leur tourne le dos. « Pas vu qui c'est ? », chuchote-t-elle. « Mais enfin, tu ne le reconnais pas ! c'est Michel Barnier ! » Il vient de les apercevoir à son tour. A leur allure bottée de neuf et émitouflée, il a deviné des touristes.

Un franc sourire leur suffit, ces deux-là ne votent visiblement pas dans le canton de Bourg-Saint-Maurice. Car le coprésident du Comité d'organisation des Jeux olympiques (COJO) est à cet instant un candidat au renouvellement de son fauteuil de conseiller général. La poignée de main chaleureuse, l'attention soutenue, les quelques mots amicaux échangés sur le trottoir, il les garde pour ceux qui, le 22 mars, vont le juger dans les urnes.

Pour la grande majorité d'entre eux, la fête olympique est un souvenir, doux et beau, mais un souvenir. Ils sont venus le lui dire dans le bureau de la mairie de Bourg-Saint-Maurice, où le député (RPR), président du conseil général de la Savoie, assure ce matin-là sa permanence. Ils lui ont parlé des pigeons qui salissent les façades fraîchement repeintes d'ore dans la grand-rue, de l'indemnisation tardive des dégâts de la scierie, du 30 mètres carrés dans lequel ils sont à l'étroit avec femme et enfants...

Ramené sans délai et sans ménagement au cœur du quotidien de ses électeurs, M. Barnier a pris des notes, écouté, entendu. Après chaque audience, il a dicté au magnétophone une première réponse que sa secrétaire se chargera de transmettre dans les trois jours. Puis, dans le courant du mois, la mémoire de l'ordinateur veillera à ce qu'une deuxième lettre informe les solliciteurs des démarches entreprises par leur élu pour satisfaire leur requête.

L'entreprise Barnier est performante. Il la gère de main de maître depuis qu'en 1973 ces Savoyards lui ont accordé leur confiance en l'élevant à la présidence du conseil général. Depuis qu'il a été élu, il lui a renouvelé régulièrement depuis et presque sans partage : plus de 81 % des voix en mars 1988 dans le canton de Bourg-Saint-Maurice, 64 % en juin 1988 dès le premier tour dans sa circonscription. Le 22 mars, la question n'est donc pas de savoir si M. Barnier sera ou non réélu, mais quel score il obtiendra.

Dans l'ombre
de Jean-Claude Killy

Lorsque, en octobre 1986 à Lausanne, le Comité international olympique avait retenu la candidature d'Albertville, qu'il défendait avec ardeur depuis cinq ans aux côtés de Jean-Claude Killy, on s'était exclamé au siège du RPR : « Maintenant, il est élu pour cinquante ans... » Pour l'époque, le pronostic était hasar-

deux. Plus que quiconque, M. Barnier savait qu'au-delà du succès du dossier présenté par Albertville c'est celui des Jeux et de l'après-Jeux qu'il lui fallait assurer. Que le déficit s'avère trop important, que les épreuves se passent mal, que l'organisation connaisse des déboires, que les communes suffoquent sous les investissements et c'est à lui, et à lui seul, que l'on viendrait présenter l'addition.

Hasard opportun : M. Barnier commence sa campagne électorale alors que la haute Tarentaise est encore tout empreinte de la magie des Jeux et des échos flatteurs lus, vus ou entendus dans les médias nationaux et internationaux. Ceux dont les comptes d'exploitation glissent, à l'issue de ce mois de février, vers un dangereux déséquilibre ne se privent certes pas de pointer contre le président du conseil général. Mais, dans la beauté ambiante, exprimer des critiques trop sévères relève presque du crime de lèse-patriotisme savoyard.

M. Barnier en joue savamment, qui se garde bien d'établir une frontière trop hermétique entre son rôle prestigieux de président du COJO et celui, plus modeste, de candidat aux élections cantonales. C'est bien l'organisation des Jeux qui remet amicalement, ce samedi-là, des pins olympiques aux employés de la subdivision de l'équipement, largement mis à contribution pendant les mois et les semaines passés. Mais c'est le candidat qui leur promet de ne pas « s'endormir sur [ses] lauriers » et qui s'engage à prendre à bras-le-corps la question lancinante du contournement routier de Bourg-Saint-Maurice

et de Séez. Quant à l'homme politique qui regarde en toute sérénité plus loin que cette échéance électorale, il est désormais indissociable de cette aventure olympique à laquelle il a consacré dix ans de sa vie. Il n'est « plus le même » et le revendique hautement. On ne travaille pas aux côtés d'un homme d'affaires aussi confirmé et rigoureux que Jean-Claude Killy sans en tirer des leçons.

Négocier les droits de retransmission des images télévisées avec les plus grandes chaînes internationales, convaincre des parains, diriger une entreprise aussi lourde que le COJO, n'est pas en effet le pain quotidien d'un élu, fut-il chef d'un exécutif local. Lui qui, en dépit de son diplôme de l'École supérieure de commerce de Paris, n'a connu de la vie « civile » que les cabinets ministériels a appris, entre autres, à « être parfaitement à l'heure à tous les rendez-vous, à préparer ce qu'on doit dire, à ne pas faire perdre du temps à ses interlocuteurs ». A accepter aussi, et apparemment de bon cœur, de rester parfois dans l'ombre de Killy.

Cette « discipline professionnelle », il entend l'appliquer désormais à sa carrière politique. Localement d'abord, pour « valoriser la Savoie et la montagne avec des méthodes qui sortent de l'ordinaire ». Nationalement surtout, avec le souci de faire fructifier en parlant gestionnaire un précieux capital. Celui, par exemple, qui consiste à « prendre de la distance à l'égard de l'électoratisme et à ne pas craindre une impopularité passagère ». Comme l'organisation des Jeux l'y a contraint lorsqu'il a

fallu décider des communes qui seraient ou non olympiques. Celui, encore, qui a appris à cet élu RPR à travailler en parfaite harmonie avec trois gouvernements de gauche successifs.

« Soutenir les bonnes idées, d'où qu'elles viennent, et dire ce que l'on croit » : ce « parler-vrai » façon Barnier est-il aujourd'hui compatible avec l'acceptation disciplinée des règles et des hiérarchies bien établies au sein de son propre camp ? A cette évocation, la prudence de l'homme politique revient au galop. Il est et restera « loyal », martèle-t-il, à l'égard de son parti et de son chef, M. Jacques Chirac. L'épisode du printemps des renouveaux de l'opposition, en 1989, lui a appris que, là aussi, l'amateurisme conduisait tout droit à l'échec.

Cette profession de foi faite, M. Barnier n'a toutefois pas la pudeur démodée de cacher ses ambitions. Loyal, d'accord, mais « libre ». Oui, il veut participer à la rénovation de la vie politique, « avec audace ». Oui, « il faut que les choses bougent dans ce pays ». Du lendemain des élections régionales, il attend une « rupture », une « vraie crise ». Du type de celles qui pourraient bien sonner l'heure d'une nouvelle façon de faire de la politique. « Nous sommes un certain nombre à disposer aujourd'hui de ce crédit », constate M. Barnier, et il fonde bien utiliser notre image et notre savoir-faire. Le RPR doit-il frissonner à l'idée que M. Barnier est maintenant « élu pour cinquante ans... » ?

PASCALE ROBERT-DIARD



PESIN

M. Goguillot-Gaucher candidat du « droit du sang » dans le Doubs

BESANCON

de notre correspondant

Dans le Doubs, M. Roland Goguillot occupe la deuxième place sur la liste du Front national aux élections régionales. M. Goguillot est un des principaux animateurs de la presse léniniste sous le pseudonyme de Roland Gaucher, qu'il utilise depuis de nombreuses années (1). Membre du bureau politique du parti d'extrême droite, il est directeur de la publication et directeur de la rédaction de *National-Hebdo*, organe qui soutient, depuis sa création en 1984, M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national.

Ce parachutage, comme celui de M. Jean-Marie Brissaud, secrétaire général du groupe technique des députés européens à Strasbourg, tète de liste en Haute-Saône, ne dissimule pas, assure M. Goguillot-Gaucher, des « intentions disciplinaires » dans une région où le Front national est agité de soubresauts. Cette place « en second » se veut, seulement, une réponse « aux aspirations de la province agacée par le parisianisme ».

Pourtant, il s'agit d'une « franc-comtois à 50 % en raison du droit du sang », grâce à d'anciens attaches locales, avec une famille originaire de Flangebouche. Il s'agit d'un petit village du Haut-Doubs, proche de Mâche, la localité où exerce M. André Jacquot, chef de file du parti dans le département. C'est donc au « droit du sol » qu'il doit d'avoir été élu, en 1989, conseiller du dix-neuvième arrondissement de Paris, ville où il est né, en 1920, car sa famille y avait émigré, via Belfort, au début du siècle. Auparavant, cet ancien collaborateur de Minute et de l'Auto-Journal s'était présenté à plusieurs élections. Aux législatives de 1981 dans la Somme où il avait obtenu 0,9 % des voix et aux régionales de 1986 où il avait été élu en Picardie. Il avait d'ailleurs quitté l'assemblée régionale, l'année suivante, après avoir hérité d'un siège européen laissé vacant.

En choisissant de renouer avec les institutions régionales, cette fois à la pointe orientale de l'Hexagone, M. Goguillot-Gaucher n'a peut-être pas suffisamment tenu compte de la présence, à Besançon, du Musée de la Résistance et de la déportation, ainsi que de la pugnacité d'un ancien député socialiste, M. Joseph Pinard, spécialiste de la presse. M. Pinard a exhumé des archives de musée, un certain nombre de documents mettant en lumière le

passé collaborationniste du directeur de *National-Hebdo*.

Il fut plutôt gauchiste dans sa jeunesse. Membre du bureau politique des lycéens antifascistes en 1937, puis militant de la Fédération des étudiants révolutionnaires (FER), M. Goguillot-Gaucher débuta en 1942, aux Jeunesses nationales populaires, émanation du Rassemblement national populaire (RNP) de Marcel Déat. Il situe cette adhésion « dans la logique de son engagement à gauche quelques années plus tôt », ainsi qu'il l'explique, lui-même, dans un entretien publié, en 1982, par *Lecture et tradition*, qui se définit comme un « bulletin littéraire contre-révolutionnaire ». Dans cette brochure (2) éditée à Chirène-Montreuil (Vienne) par un centre de diffusion des productions d'extrême droite, M. Goguillot-Gaucher précise : « J'ai été arrêté en novembre 1945 à la suite d'une imprudence personnelle et incriminée juste après l'exécution de Pierre Laval, puis jugé en 1946 par une cour de justice dont le commissaire s'appelait Vielland. (...) J'ai écoupé de cinq ans de travaux forcés pour des articles publiés dans le *National populaire* dans la dernière période de 1944, articles que je me suis refusé à détruire. De Fresnes, j'ai été transféré à Epinal dans un camp puis libéré conditionnellement fin août 1948. Ma peine avait été ramenée à cinq ans de prison par mesure de grâce. Je fus amnistié par la suite... »

Antisémitisme
« complet et résolu »

Dans l'organe du RNP, le *National populaire*, celui qui signait alors Roland Goguillot s'en prenait notamment aux intellectuels « silencieux devant les massacres [préparés par les bombardements anglais] alors qu'ils s'empresaient, avant cette guerre, d'atteindre l'opinion à peine écorchée dans la peau d'un petit juif » et il fustigeait le gouvernement de Vichy qui ne se décidait pas à « dresser des listes d'otages et des poteaux d'exécution » (22 avril 1944). Lorsqu'il s'y résolut, l'auteur regretta que le régime s'en tint à « un dérisoire simulacre de représailles en prenant pour cible des juifs au lieu de faire mouche sur des personnalités connues pour leurs attaches gaullistes » (13 mai 1944).

Le *National populaire* existait, au reste, pour diffuser les idées du RNP et de son « chef ». Il le faisait avec un énergique entousiasme appelant à s'engager dans la LVF.

la Légion des volontaires français contre le bolchévisme, qui combattaient aux côtés de l'armée allemande, revendiquant un antisémitisme « complet et résolu ». On y lit, par exemple, dans le compte rendu signé « RG » d'une conférence de Louis Thomas : « La législation anti-juive pêche par de grands défauts. Elle n'est pas suffisante, elle n'est pas appliquée. » Après avoir brocardé Vichy « infesté par les théories antichrétiennes de Maurras » qu'encourageait l'influence religieuse des catholiques de la zone sud, l'auteur poursuit : « Pourtant, une solution s'impose d'urgence car l'élément juif est un élément essentiellement corrompu. (...) L'otageur propose qu'ils soient tous déportés dans une même contrée, par exemple en Guyane. (...) Ainsi, ils cesseraient définitivement de nuire aux peuples qui les ont imprudemment accueillis... »

M. Goguillot était aussi, à cette époque, l'un des orateurs du RNP dans la campagne de propagande menée dans la région parisienne sur le thème « Vers le socialisme », l'un des points du programme développé par ce parti figure, expressément, la « collaboration franco-allemande » et « l'épuration, la protection de la race, la régénération physique et morale de la population ».

En 1946, il refusait, ainsi qu'il l'a indiqué, de désavouer ses prises de position. Qu'en est-il aujourd'hui ? « Je ne peux pas répondre en quelques mots à cette question », nous a-t-il répondu. « Je prépare un livre sur la gauche et la collaboration et je ferai dans ce livre la part de ce que je maintiens et de ce que j'on peu juger ou critiquer... »

L'ouvrage ne devant pas paraître avant l'année prochaine, les électeurs franc-comtois devront, pour l'instant, s'en tenir à des spéculations sur l'évolution idéologique du candidat léniniste. Ils se contenteront d'un autre jugement porté en 1990 par M. Goguillot-Gaucher qui écrivait dans *National Hebdo*, l'organe qu'il dirige : « Découragé [archevêque de Lyon] est le prototype de cet épiscopat qui veut à tout prix trouver des accommodements avec l'internationalisme juive, comme l'a révélé l'affaire du carnal d'Auschwitz... »

CLAUDE FABERT

(1) Ce pseudonyme serait emprunté à François Gaucher, un responsable de la Milice venu du courant socialiste.

(2) N° 93 de janvier-février 1982.

En Lorraine

M. Giscard d'Estaing souhaite une « campagne propre et honnête »

NANCY

de notre correspondant

La Lorraine a accueilli, jeudi 5 mars, la seule tournée électorale hors de la région Auvergne de M. Valéry Giscard d'Estaing, qui est allé à Nancy, Pont-à-Mousson et Metz soutenir les listes d'union UDF-RPR. « J'entends rester en Auvergne parce que les élections qui s'annoncent doivent conserver leur caractère régional, mais je suis venu en Lorraine parce que j'y trouve une région, sensiblement identique à la mienne, avec la même crise de l'industrie, les mêmes problèmes agricoles », a indiqué l'ancien président de la République.

M. Giscard d'Estaing a précisé, à son arrivée à Nancy, qu'il veut encourager les Lorrains à « retrouver une injonction claire et solidaire », faisant implicitement référence à la situation créée en 1988 par l'accès au gouvernement du président de la région, M. Jean-Marie Raush, élu sous l'étiquette UDF-CDS.

Le président de l'UDF a été accueilli à Nancy par les chefs de file des listes UDF-RPR en Lorraine, MM. Gérard Longuet (UDF-RPR, Meuse), André Rossinot (UDF-Rad, Meurthe-et-Moselle), Christian Poncelet (RPR, Vosges) et Julien Schvartz (RPR, Moselle). Il devait ensuite animer à Metz, devant quelque mille cinq cents auditeurs, un meeting introduit par le fantasiste Jean Amadou. Au cours de cette réunion, qui a permis aux personnalités de l'opposition lorraine de répéter tout le mal qu'elles pensent de la « trahison » de M. Raush, M. Giscard d'Estaing s'est abstenu d'allusions directes à la situation locale. Tout au plus s'est-il prononcé pour « une campagne propre, honnête, loin des excès qui déshonorent la vie politique », ajoutant, sous des applaudissements nourris : « Il faut rendre à la Lorraine sa réputation de dignité et de fierté ».

Le président de l'UDF n'a pas quitté la Lorraine sans avoir, comme à l'accoutumée, entonné la *Marseillaise*, une occasion pour lui de s'insurger contre la proposition de modifier les paroles de l'hymne national, « répétées en toutes circonstances depuis deux siècles ». « Si quelqu'un a un assez grand talent pour ajouter un couplet d'espoir, alors qu'il se mette au travail », a conclu l'ancien chef de l'Etat.

BERNARD MAILLARD

La fin du voyage de M^{me} Cresson dans le Nord

Les petits « cadeaux »

LILLE

de notre envoyé spécial

Il est des traditions que M^{me} Edith Cresson ne peut que respecter. Ainsi de celle qui veut qu'un chef de gouvernement, à la veille d'une échéance électorale importante, apporte le soutien du pouvoir à ses amis. Ce n'est donc pas l'effet du hasard si, pendant les deux jours de son voyage dans le Nord-Pas-de-Calais, M. Michel Delebarre, tête de liste du PS, ne l'a pas quittée d'un semelle.

Il était là, mercredi 4 mars, quand le premier ministre est venu apporter aux habitants du bassin minier ce qu'ils attendaient depuis longtemps (le *Monde* des 4 et 5 mars). Il était là, le lendemain, quand M^{me} Cresson s'est fait présenter par M. Pierre Mauroy le gigantesque chantier « Eurallille » que la métropole du Nord bâtit autour de la future gare d'arrivée du TGV. Il était toujours là quand, guidée par le maire de Lille, elle a visité les locaux de la Direction régionale des affaires sociales et ceux de l'Office public d'HLM de la Communauté urbaine implantés en plein cœur d'un quartier défavorisé de la ville. Il était encore là quand le premier ministre a annoncé une série de mesures pour la partie industrielle de l'agglomération lilloise, frappée par la crise du textile, et l'extension du périmètre d'action de la filiale de Charbonnages de France chargée de la réindustrialisation au littoral, au Cambrésis et à l'est du département, ainsi que le déblocage de 15 millions de francs pour aider au reclassement des transitaires en douanes de la région, victimes de la suppression des frontières. Quel qu'en soit le résultat, le Nord-Pas-de-Calais aura bien profité de la campagne régionale.

THIERRY BRÉHIER

EN BREF

LOIRET : le PC demande que M. Malaguti soit déclaré inéligible. — M. Max Nublat, maire communiste de Montargis (Loiret) et tête de liste de son parti pour les élections régionales, a demandé au gouvernement, jeudi 5 mars, au cours d'une conférence de presse, d'agir « immédiatement » pour que M. Paul Malaguti, chef de file du Front national dans le département, qui fut sous l'Occupation membre des Groupes d'action pour la justice sociale du Parti populaire français (le *Monde* daté 1^{er} 2 mars), « soit déclaré inéligible et ne puisse siéger dans aucune assemblée ». M. Nublat a ajouté : « Ce serait une injure à notre pays, aux Résistants, aux fusillés, aux massacrés, aux déportés » que M. Malaguti puisse être « candidat à une élection dans le département des champs de Beauce-la-Rolande et Pithiviers, du maquis de Lorris, et dans le département de Jean Zay... » (Corresp.)

CHER : les Jeunes Agriculteurs présentent des candidats aux cantonales. — Le Centre départemental des jeunes agriculteurs (CDJA) du Cher a décidé de prendre part aux prochaines cantonales. Initiative unique en France, cette démarche, selon M. Pierre-Etienne Gangneux, son président, qui sera candidat dans le quatrième canton de Bourges, dont le sortant est M. Jean-François Deniau (UDF), président du conseil général, « s'inscrit dans la continuité de la mobilisation née il y a six mois », qui avait trouvé son point d'orgue en octobre 1991 lors de la manifestation des agriculteurs à Bourges. Estimant les élus locaux « peu au fait de la situation des jeunes agriculteurs », les quinze candidats du CDJA — sur les dix-huit cantons renouvelables — veulent marquer leur volonté de « prendre en main » les affaires du monde rural. — (Corresp.)

SOCIÉTÉ

Biologie moléculaire et enquête judiciaire

L'auteur présumé d'un viol meurtrier est confondu par ses « empreintes génétiques »

Le meurtre d'une jeune femme, dont le corps avait été découvert le 22 août 1991 en Seine-et-Marne, vient d'être élucidé grâce à la méthode des « empreintes génétiques ». L'un des suspects, qui n'était pas le véritable auteur du crime, est passé aux aveux après une expertise de biologie moléculaire réalisée par le Laboratoire inter-régional de police scientifique de Lille. Il avait été inculpé de « viol et d'homicide volontaire » et écroué, le 29 janvier 1991, par M^{me} Dominique Laurens, juge d'instruction à Meaux.

Sans la biologie moléculaire, l'homme ne serait vraisemblablement jamais passé aux aveux. Rien ne le distinguait des deux autres suspects interpellés après la découverte du corps de Valérie, vingt et un ans, dans un champ de Mareuil-le-Meux. Tous trois étaient alibis cohérents. Tous trois avaient été relâchés après leur audition par les enquêteurs du SRPJ de Versailles. Mais l'autopsie indiqua que la jeune femme avait été violée avant d'être poignardée, étranglée et d'avoir le crâne fracturé.

C'est pourquoi le magistrat instructeur décida d'ordonner une expertise génétique au laboratoire de Lille : la nouvelle méthode d'identification devait permettre de comparer les échantillons de sperme prélevés sur la victime aux

prises de sang effectuées, avec leur accord, sur les trois suspects. Chaque individu – sauf les vrais jumeaux – porte en effet dans ses cellules un code génétique unique au monde, et ses molécules d'ADN (1) l'identifient aussi sûrement que ses empreintes digitales.

Les deux premiers suspects furent innocents par les nouvelles analyses. Mais celles-ci furent fatales au troisième, un mécanicien de vingt-quatre ans : son « code à barres » génétique, similaire à celui qui était utilisé dans le commerce, correspondait à celui de l'auteur du viol. Statistiquement, il y avait une chance sur deux millions pour qu'un autre individu ait le même. Piégé par son code génétique, joint au dossier d'une instruction toujours en cours et qui devait le conduire avec ses associés, le mécanicien reconnut aussitôt les faits.

Un cas d'école

Aux yeux des spécialistes de la police judiciaire, cette affaire constitue un cas d'école pour l'utilisation en France de la technique des « empreintes génétiques ». Les dossiers criminels traités jusqu'à présent avaient été d'erreurs de prélevement ou de conservation, ou du procès de Simone Weber, les analyses réalisées sur un cadavre n'avaient pas été concluantes, car les tissus organiques étaient trop dégradés. Dans l'affaire Luc Tangorre, accusé du viol de deux

jeunes femmes, et récemment condamné, l'expertise génétique n'avait pas davantage été possible à cause des mauvaises conditions de préservation des échantillons de sperme prélevés sur les deux victimes.

A terme, estime cependant M. Olivier Foll, sous-directeur de la police scientifique et technique, « appuyer des vœux circonstanciés par une démonstration scientifique permettra d'éviter toute erreur judiciaire ». Mise au point en 1985 par le Britannique Alec Jeffreys (université de Leicester), l'identification génétique convainc de plus en plus de magistrats : en une année, ils ont confié cent vingt affaires, des viols et des affaires de meurtres, pour l'essentiel, aux deux laboratoires équipés en biologie moléculaire (Lille et Lyon) de la Direction centrale de la police judiciaire.

« Cette idée d'appliquer le découpage de l'ADN aux enquêtes judiciaires est tout simplement géniale », commente M^{me} Marie-Hélène Sberpion, pharmacienne et titulaire d'un DEA d'immunologie, fonctionnaire à la police scientifique et technique (2). « Géniale » au point de lui apparaître aussi fiable que la méthode d'identification par les empreintes digitales imposée, en son temps, à la préfecture de police de Paris, par Alphonse Bertillon.

ERICH INCIVAN

(1) L'acide désoxyribonucléique (ADN) se trouve au niveau cellulaire, notamment dans le sperme ou le sang comme dans le bulbe des cheveux.

(2) Jusqu'alors contestables, les deux cas de deux cent cinquante ingénieurs et techniciens de la police scientifique viennent d'être publiés à la fonction publique. Leur statut a été publié au Journal officiel du 20 février.

Avec le décret supprimant les quotas de femmes La police se féminise malgré elle

Contrainte et forcée, la police se plie finalement à la volonté de la Cour européenne de justice de La Haye qui, par un arrêt du 30 juin 1988, avait condamné la France en lui imposant de supprimer les quotas d'emploi des femmes dans les corps actifs. Il aura fallu attendre trois années pour que soient publiés, au Journal officiel du 4 mars, des décrets par lesquels l'administration française met finalement en musique ses obligations européennes.

Apparemment, ces nouveaux textes marquent la fin de décennies de discrimination. Avec eux disparaissent les quotas qui limitaient l'accès des femmes aux postes ouverts par les concours de recrutement de la police nationale : celles-ci ne pouvaient prétendre qu'à 25 % des postes de commissaires, et 10 % des postes de gardiens de la paix. Dans la pratique, la condamnation européenne avait conduit le ministère de l'Intérieur à modifier – depuis 1990 et sans toucher aux textes réglementaires – les conditions du recrutement.

Le ministère s'était hâté de prendre les devants en imposant, dès mars 1990, une sorte de sélection par la toise : la taille minimale des femmes se présentait aux concours de la police nationale avait été portée de 1,63 mètre à 1,66 mètre. Et haussant de trois centimètres la toise réglementaire, on devait, selon les statistiques de la place Beauvau, fermer les portes de la police à 70 % des femmes. Les arrière-pensées sélectives du ministère de l'Intérieur étaient si transparentes que la secrétaire d'Etat aux droits de la femme de

l'époque, M^{me} Michèle André, avait protesté contre cet « acte parfait de misogynie ».

Longtemps cantonnées dans des postes administratifs ou de protection des enfants, les femmes avaient dû patienter jusqu'en 1972 avant de pouvoir devenir inspecteurs ou commissaires, et jusqu'en 1979 avant qu'apparaissent le premier concours mixte de gardiens de la paix.

« Un métier d'hommes »

A une époque où les affiches de recrutement vantaient encore « La police, un métier d'hommes », le nombre des policières augmenta de 800 % entre 1981 et 1984. Même si elles ne représentent encore qu'une faible proportion des effectifs dans les services actifs (5,87 %, soit 6 591 femmes sur 112 167 policiers), une telle progression inquiète leurs collègues masculins. Ceux-ci avancent deux types d'arguments pour critiquer une féminisation jugée excessive : les aptitudes nécessaires à ce métier « de rue », et la tendance des femmes à occuper des postes de commandement.

Plus d'un policier regarde aujourd'hui avec un brin d'effroi ce qui se passe en Allemagne : les femmes y sont majoritaires dans la police en tenue de certains Länder et peuvent exercer tous les métiers policiers. Or, les décrets récemment publiés réservaient que les policières françaises pourrissent à l'aveoir, participer à « routes les missions », y compris celles relevant du maintien de l'ordre, sous la seule réserve des exceptions liées à la maternité.

E. In.

EN BREF

Le capitaine Barril entendoit une affaire d'écoutes téléphoniques. Le capitaine Paul Barril, directeur de la société de sécurité SECRETS, a été entendu jeudi 5 mars par la police. L'ancien chef du GIGN est soupçonné d'avoir commandité le placement d'écoutes téléphoniques illégales au domicile du journaliste Pierre Péan. Ces écoutes avaient été réalisées par le « plombier » Philippe Mourleau, ordonné le 6 octobre 1991 alors qu'il récupérait les cassettes de magnétophones branchés sur les lignes téléphoniques de deux journalistes de Libération. M. Mourleau, qui a été remis en liberté le 24 février, n'a fourni aucune explication sur ses commanditaires.

Deux policiers de la FPIP révoqués. Deux policiers appartenant à la Fédération professionnelle indépendante de la police (FFIP) – prole de l'extrême droite, MM. Alain Benoit et Michel Tridon, ont été révoqués mercredi 4 mars par le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand. Deux autres policiers, membres du même syndicat, MM. Patrick Hallier et Patrick Destreine, ont été suspendus pour deux ans. Les quatre hommes faisaient partie de la quinzaine de membres de la FPIP interpellés en juin 1990 à Paris sur les lieux d'une manifestation interdite. L'ex-secrétaire général de la FPIP, Philippe Bitaub, avait été révoqué pour les mêmes raisons le mois dernier.

RELIGIONS

Les conférences de carême 1992

Jean-Miguel Garrigues prédicateur à Notre-Dame

C'est à un transfiguré de l'ordre des dominicains, illustré il y a cent cinquante ans par Lacordaire à la chaire de Notre-Dame, que le cardinal Lustiger a confié le soin – et pour trois ans – de prêcher les six conférences dominicales de carême, traditionnellement suivies dans la cathédrale parisienne par un nombreux public et retransmis en léger différé par France-Culture (1). Le Père Jean-Michel Garrigues, quarante-sept ans, dont la « première » aura lieu, dimanche 8 mars à Notre-Dame, est représentatif de cette génération de jeunes « fondateurs », qui, avec des convictions spirituelles fortes, bousculent les frontières au sein de l'Eglise. Son choix par l'archevêque de Paris est symbolique.

Avec trois autres frères prêcheurs (dont deux dominicains), il quitte à la fin des années 70 la compagnie de saint Dominique pour fonder une « fraternité monastique », non pas attachée, comme le veut la tradition contemplative, à un ordre, mais à un diocèse. L'évêque d'Alençon-Provence lui confie en 1977 la paroisse Saint-Jacques de Malte. En 1982, il s'implante dans la paroisse Saint-Nizier de Lyon. Une autre fraternité monastique naît en ville, sous son impulsion, en Allemagne, à Stuttgart.

Au nombre d'une quinzaine, ces « moines-curaux » font le travail du prêtre de paroisse (animation liturgique, catéchèse, etc.), mais chantent, au cours d'offices ouverts aux

paroissiens, laudes ou complies comme au couvent. Ils se réservent des temps de prière, de cellule et d'étude, comme dans toute vie monastique.

L'intuition de Jean-Miguel Garrigues est née de la désertification spirituelle des grandes villes : « Dans un monde non-païen, dit-il, il faut créer des pôles de rassemblement sacramentel, d'animation spirituelle, d'apostolat missionnaire (2) ». Au demeurant, par cette « mixité » paroisse-monastère, il renoue avec une tradition des premiers siècles de l'Eglise quand, à la suite de saint Basile et saint Augustin, s'est développée un monachisme à la fois épiscopal (diocésain) et urbain.

Proche du Renouveau charismatique, il prêche des sessions à Paray-le-Monial, à Marseille, à Toulouse. Et s'il connaît à peine le cardinal Lustiger, il fréquente depuis longtemps ses amis, philosophes et théologues, de la revue Communium (Jean-Luc Marion, Rémi Brague, etc.). L'un de ses premiers livres, publié en 1982 aux éditions Criteion (Dieu sans idée du mal), vient d'être réédité, mais c'est son approche du « mystère d'Israël », dans l'ouvrage *Israël de Dieu* (1987), qui le fait remarquer par l'archevêque de Paris.

Egalement lié à la revue *Communium*, il milite pour un modèle de société libérale dans l'Eglise, la société libre et le communisme. Il est, en revanche, très hostile à toute forme de « libéralisme doctrinal ». Il dit au Monde : « Seule, une Eglise forte de ses certitudes peut tirer son épingle du jeu dans la société libre et pluraliste d'aujourd'hui. Sinon elle se dissout ».

Ce souci doctrinal et d'intelligence théologique de la foi et du monde l'a conduit à retenir, pour ses six conférences de Carême, le thème des Alliances de Dieu avec les hommes à travers l'histoire. Pour une fois, le prédicateur de Notre-Dame travaillera presque sans filet, sans texte rédigé et publié à l'avance.

HENRI TINCO

(1) Les conférences de carême auront lieu chaque dimanche jusqu'au 12 avril inclus à 16 h 45 à la cathédrale Notre-Dame. Elles seront retransmises à 17 h 45 par France-Culture et seront publiées à l'occasion des éditions Desclée.

(2) In les Communautés nouvelles, interventions des fondateurs, par Frédéric Lenoir, Fayard, 1989.

Après les violences d'Epinau-sur-Seine

M. Bonnemaison repart en mission

A soixante-deux ans, le visage marqué par les nuits passées à arpenter les trottoirs de sa ville, sa haute silhouette enveloppée dans un complet fatigué, Gilbert Bonnemaison rassemble à un boxeur groggy. Mais à sa garde est un peu trop basse et ses coups moins appuyés, il se relève pour un énième round et fait face encore une fois.

Le knock-down a été sévère. Après un quart de siècle de mandat municipal et dix ans de combat pour la prévention, voilà qu'Epinau flambe. D'abord, un jeune tué d'un coup de couteau, puis des groupes de casseurs qui brûlent des voitures et, dans la nuit du 4 au 5 mars, la foule au collège Robaspienne ainsi qu'au chantier d'une maison de jeunes en cours de travaux. « J'ai eu le coup de barre, avoue-t-il, et j'ai perdu de vue mon rôle de vice-président du Conseil national des villes. M^{me} Crasson ne l'a pas accepté et m'a, en outre, chargé d'une nouvelle mission. Je continue donc ».

M. le maire court au plus pressé. Il devait rencontrer, vendredi 6 mars, les jeunes d'Epinau. Le terrain du foot qu'ils réclament, il l'auroit et la maison des jeunes sera achevée comme prévu. Recherchant inlassablement le dialogue, il se même recroiser dans « correspondants » chargés d'organiser les rencontres entre les jeunes, les policiers et les commerçants. « Ils se disent leurs quatre vérités mais, au moins, ils se parlent », assure-t-il. Ensuite, il s'apprête à faire entrer certains au conseil municipal des jeunes d'Epinau. Bref, il ne rance à rien, bien au contraire. « Mais attention, pré-

vient-il, si je suis l'homme de la prévention, je ne suis pas celui de la complaisance à l'égard des délinquants ».

Cela veut-il dire que la politique menée depuis 1982 a trouvé ses limites et qu'après la carotte, voilà le temps du bâton revenu ? Gilbert Bonnemaison esquive à riposte. Il reconnaît que, durant les premières années, les institutions de prévention misent en place – le Conseil national et ses antennes, les conseils départementaux et communaux – ont mangé leur pain blanc. L'anthousiasme des militants a l'intérêt de la prasse pour ses innovations les soutenaient. L'Etat n'a pas lésiné – 400 millions de francs – les collectivités locales non plus qui ont apporté quatre fois autant.

Résultat : les augures prédisaient que le nombre des actes de délinquance atteindrait cinq millions d'ici 1985. Or, selon M. Bonnemaison, rapporteur du budget de l'Administration pénitentiaire à l'Assemblée nationale, il n'a pas dépassé 3,8 millions l'an dernier. Les Etats-Unis et le Grand-Bretagne, qui avaient misé sur le tout carcéral, en reviennent, explique-t-il. Car leur politique s'est soldée par un monstrueux échec.

La vice-présidence du Conseil national des villes reprend donc l'offensive. Selon lui, l'effort initial a été enlisé. Une part des fonds de la prévention ont été détournés au profit de la construction de nouvelles prisons. « Je suis d'accord avec le rapport de Pierre Carde, maître de Chanteloup, dit-il. Ce n'est pas en entassant les jeunes dans de nouvelles maisons de redrassement, en reconstituant les Bat d'Al ou les

chantiers de jeunesse, comme Robert Pandroux en a lancé l'idée, qu'on résoudra la problème. Ce ne seraient que des écoles de violence ».

« La prévention est économique »

Entre l'incarcération et la mise en liberté sous contrôle judiciaire, M. Bonnemaison a fait son choix depuis longtemps. Et il s'en explique. « La prison coûte 360 F par jour. Le contrôle, 5 F par jour ; s'il fallait doubler le nombre des emprisonnés, cela coûterait 6 milliards de francs. Si au contraire on multiplie par dix le nombre des magistrats chargés du contrôle, qui sont trop peu nombreux et débordés, le coût ne dépasserait pas 1 milliard par an. La prévention est économique ».

En attendant, le vice-président du Conseil national des villes va reprendre son bâton de pèlerin, les élections passées, pour visiter les présidents des conseils généraux. Caux-ci vont être émis dans les conseils départementaux de prévention : une réforme que M. Bonnemaison réclame depuis dix ans. Il espère les convaincre, quelle que soit leur appartenance politique, de relancer la combat pour la prévention. L'apparition du racisme, la montée du chômage, la nouvelle mentalité des jeunes qui ne craignent plus ni les policiers ni les magistrats, rendent la tâche plus difficile qu'il y a dix ans. M. le maire d'Epinau remet les gents. Une question pourtant la taraude : « Après ce qui est arrivé à Epinau, suis-je encore crédible ? »

MARC AMBROISE-RENDU

SPORTS

RUFGBY : l'équipe de France modifiée pour rencontrer l'Ecosse. – La sévère défaite enregistrée au Parc des princes contre les Anglais (31-13) et les expulsions de Vincent Moscato et Grégoire Lascubé ont contraint le sélectionneur Pierre Berbizier à modifier l'équipe de France qui disputera, samedi 7 mars en Ecosse, son troisième match du Tournoi des cinq nations. Cette équipe aura une première ligne inédite avec la première sélection du talonneur du Racing Jean-Pierre Genet et le rappel comme pilier de Louis Armary et Philippe Gallat. L'autre grande modification concerne les lignes arrières où Franck Mesnel (46 sélections) cède sa place de trois-quarts centre à Philippe Saint-André. Ce dernier sera remplacé à l'aile par Jean-Baptiste Lafond qui laisse son poste d'arrière à Jean-Luc Sadourny. L'équipe de France aura la composition suivante : Sadourny – Lafond, Sella (cap), Saint-André, Vias – Penaud (0), Galhité (m) – Cabannes, Van Heerden, Tordo – Romain, Cécillon – Gallat, Genet, Armary.

FOOTBALL : l'US Orléans en liquidation judiciaire. – Le tribunal de grande instance d'Orléans a prononcé, jeudi 5 mars, la liquidation judiciaire de l'US Orléans football qui jouait en deuxième division. Le tribunal qui avait accepté un premier plan de redressement le 1^{er} mars 1990, a estimé que les éléments du deuxième plan présenté par le club du Loiret étaient insuffisants. L'US Orléans avait un budget de 11,2 millions de francs pour la saison 1991-1992, dont 4 millions de subvention municipale, mais son passif (essentiellement des retards de paiement de TVA et des charges dues à l'URSSAF) était évalué à 7 millions. Promu en deuxième division en 1978, le club avait connu son heure de gloire en 1980 en disputant la finale de la coupe de France contre Monaco. La section professionnelle, composée de seize salariés, ne terminera pas l'actuel championnat. – (Corresp.)

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Sécurité routière : plaques réfléchissantes obligatoires à partir du 1^{er} janvier 1993. – Un arrêté du ministère de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace, paru le jeudi 5 mars au Journal officiel, prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 1993, tous les véhicules mis pour la première fois en circulation, devront utiliser des plaques d'immatriculation réfléchissantes à

caractères noirs sur fond orange à l'arrière, sur fond blanc à l'avant. Les véhicules immatriculés avant cette date pourront continuer à utiliser les plaques déjà installées. Cette mesure est liée à l'harmonisation des réglementations européennes en matière de sécurité routière. Actuellement, moins de 10 % du parc français est équipé de plaques réfléchissantes.

LE LIVRE DU JOUR MARABOUT

100 grandes épopées politiques

Le prophète de la France

56F

CULTURE

THÉÂTRE

La planète Deschamps

Créé à Nîmes, « les Pieds dans l'eau », grand spectacle loufoque, sera à Paris en avril

NÎMES

de notre envoyée spéciale

Il n'y a pas d'eau, dans le spectacle de Jérôme Deschamps et de Macha Mekieff, les *Pieds dans l'eau*, si ce n'est quelques bouffées de pluie fine. L'action se passe sur un toit-terrasse, peut-être bien une cour, mais qui donnerait sur le ciel. Un endroit, avec des murettes, des cages où logent les habitants de la planète Deschamps. Semblable à un monde, on ne peut rien affirmer. Tout est moitié-ci, moitié-là. Les gens se parlent à demi-mot, l'espace se distend, se disloque, s'effondre, s'adapte aux besoins du gag. Les gags s'articulent avec les paroles, selon une mécanique de précision parfaite.

« Tout est écrit dans les moindres détails. Si l'on s'en éloigne tout soit peu, le spectacle ne peut pas avancer. Mais si on l'isole le texte, on se

demanderait de quoi il s'agit », reconnaît Jérôme Deschamps. Il possède l'art de déchirer le langage, de le découper en lambeaux avec lesquels il recompose une sorte d'affolante polyphonie, trouée de silences dubitatifs : avant de comprendre ce qui leur arrive, les habitants de la planète Deschamps ont besoin d'un temps d'adaptation. Puis d'un autre avant de réagir.

Il ne s'agit pas comme chez Laurel et Hardy d'un comique à retardement, mais d'une arytmie qui dérange la réalité, sans toutefois l'annuler. Les personnages ne sont plus comme au temps des *Blouses* des cloportes surgis d'on ne sait quel sous-sol. Ils sont définis : bricoleur, ivrogne, midinette rêvant de show-biz... Les acteurs leurrent leur propre vérité, les font vrais, proches. Aussi familiers que des télespectateurs éduqués par Dechavanne (par exemple). La

parole est faible, mais il y a la mimique. Dès qu'un regard se porte sur eux, ils bougent. Sinon, ils se replient dans leur vide intérieur.

Ils ne cessent de s'affronter à propos d'on ne sait quoi, s'envoient des bouts de phrases menaçantes avec insultes en suspension, comme si leur vocabulaire était impuissant à traduire leur colère. Comme s'ils n'en savaient plus la cause. Ils s'affaillent, miment les ennemis qui gèchent l'existence, s'étreignent en balbutiant qu'ils sont bien, le répètent encore et encore, puis se lancent dans des occupations fébriles autant qu'absurdes, pour eux d'une importance capitale : déménager à grand bruit des paniers de bouteilles, pédaler énérgiquement sur une machine invisible qui les broie et dégage de la fumée blanche...

Inquietant et irrésistible

Dans ce spectacle - créé le 2 mars à Nîmes, qui commence et se termine par un chœur d'abolements parmi lesquels se fait entendre un unique « miaou » - l'existence, comme une émission de télévision, est entrecoupée d'intermèdes musicaux auxquels les personnages s'adonnent avec une merveilleuse ferveur. Depuis toujours, Jérôme Deschamps est fasciné par l'enthousiasme des artistes amateurs, par leur extase lorsqu'ils se réinventent virtuellement en trébuchant sur un clavier, lorsqu'ils se voient Madonna en jouant les majorettes... Les acteurs jouent le jeu, s'y investissent de façon troublante. C'est impressionnant, inquietant, irrésistible. On n'est pas explosé ou de façon continue, selon les caractères. Mais ne pas rire, c'est impossible.

COLETTE GODARD

Les acteurs sont Jean-Marc Bihoué, Laurent Cravotta, Philippe Duquenne, Yolande Moreau, Françoise Morel, Olivier Saladin. On les verra à Paris, puisque, à partir du 7 avril et pour deux mois, le Planète Deschamps investit la Grande Halle de La Villette avec reprise de *Lapin Chasseur* et des *Frères Zénith*, avec les *Pieds dans l'eau*, plus une exposition « Le Grand ordinaire et le Petit ménage », et quelques concerts.

Les projets d'un maire

La création à Nîmes du nouveau spectacle Deschamps-Mekieff a inscrit dans la politique culturelle de la ville, dont le maire, Jean Bousquet, a décidé qu'elle serait éblouissante. Il y est né, puis en est parti, est devenu homme d'affaires dans le mode, est revenu, s'est trouvé désemparé du vide artistique. C'était en 1983.

Elu, il s'est d'abord occupé de la restauration d'un patrimoine architectural important : la chapelle et le cloître des jésuites, le jardin des fontaines, l'ancien couvent des Ursulines... Des lieux nouveaux sont équipés - les Costières, l'Eden, et une salle polyvalente de 300 places. Et bien entendu il y a les arènes. Elles attirent un million de spectateurs pendant la semaine de la Fête. Un dispositif qui permet d'y donner des représentations en toutes saisons y a été aménagé. La ville également est en réfection. La ville attend son université qui, installée au centre-ville, sera « éblouissante et ouverte ».

Le patrimoine n'est pas l'unique préoccupation de M. Bousquet, plutôt tourné vers les arts contemporains. Les artistes

sont nombreux à passer par Nîmes, à y rester pour le plaisir. Le maire compte sur le charme de sa ville pour les retenir. Il leur demande de diriger des stages d'architecture, de peinture, de musique... Il a également constitué une association DMT (danse-musique-théâtre), dirigée par Marie Collin, responsable du théâtre au Festival d'automne, et Bernard Souroque, directeur du Festival Fête de musique de rue. L'association - chargée d'accueillir et de coproduire des spectacles dans tous les lieux disponibles - a un an. Après des débuts normalement difficiles, elle est parvenue à proposer des programmes haut de gamme, et les spectateurs viennent.

Des accords ont été conclus avec les villes voisines, notamment Montpellier, Arles, Avignon, pour des coproductions et des abonnements groupés. Les *Pieds dans l'eau* remplissent pendant trois soirs le théâtre de Nîmes - 980 places - et auront pu continuer, mais la Crise, à Marseille, étendait le précédent spectacle des Deschamps, les *Frères Zénith*.

C. G.

Le Polonais des jacobins

En ce temps-là, les nobles s'essayaient à faire du théâtre

PARADES

de Jean Potocki
ou Théâtre en actes

En 1790, l'un des « spectateurs » les plus assidus du Club des jacobins était un riche aristocrate polonais, Jean Potocki, jeune (vingt-huit ans) et tiré à quatre épingles. Pas besoin d'interprète pour suivre les débats : Potocki était d'une maison, à Varsovie, où n'était d'usage que la langue française, y compris chez les domestiques. Potocki a écrit toute son œuvre en français, y compris l'énorme et mondialiste célèbre roman *Manuscrit trouvé à Saragosse* (une magnifique édition en a paru tout récemment chez Corti).

Potocki rentre à Varsovie, et sur la lancée de la Révolution française, il fonde, chez lui, une maison d'édition, un journal et une prétendue « salle de lecture » qui n'est qu'un lieu d'agitation. Membre de l'Assemblée nationale, la Grande Diète, Potocki va être l'un des auteurs immédiats de la Constitution du 3 mai 1791 - véritable tremblement de terre qui remplace la monarchie élective par une monarchie héréditaire.

Décision progressiste, malgré « nos » apparences. Car, surtout depuis qu'elle avait été partagée, en 1772, entre la Prusse, l'Autriche et la Russie, la malheureuse Pologne voyait son trône disputé et pris d'assaut par des personnages d'exception. Le « monarche électif » n'était qu'une monarchie de marionnettes. Héréditaire, elle devenait polonaise, pour commencer.

Jeux de mots, jeux de scène

La part ultraractionnaire de la noblesse chargea aussitôt l'un de ses membres les plus résolu, cousin de Potocki, Stanislas-Félix Potocki, d'envahir la Pologne à la tête d'une armée russe. Ce qui fut fait fin mai 1792. La Constitution, votée trois semaines plus tôt, fut abolie. Définitivement découragé, Jean Potocki décida de choisir l'écriture. Il se retire d'abord chez sa belle-maman, la très influente et très fortunée (et très conservatrice) maréchale Lubomirska. Et là, dans le château de Lancut, où séjourneront notamment de nombreux émigrés de chez nous, Potocki va écrire les *Parades*, que présente aujourd'hui à Paris la Compagnie Kergourlay (1).

Les « Parades », cela se faisait beaucoup au dix-huitième siècle. Il y avait, dans les châteaux, des salles de théâtre, parfois très bien équipées. Les gens de la haute, mêlés ou pas à des acteurs professionnels, y jouaient des pièces courtes, enlevées, drôles, satiriques. Beaumarchais n'a pas commencé autrement. Potocki reprend la formule. Il écrit ces petites esquisses, comme ses autres œuvres, directement en français. Jeux de mots, termes déformés (« perdu en l'iphi-génie » pour « en effigie »), jeux de scène de pure clownerie : un équivalent serait, si l'on veut, des saynètes de Laurel et Hardy qui diraient des textes de Raymond Devos - mais ces fantaisies courtes gardent, en même temps, beaucoup d'allure.

Lorsque vous assistez, comblé, à ces scènes amusantes, il vous faut songer à certains échos de la chose. Des notations amères, blâmes, sur les événements du pays, sur le fait d'avoir déserté le combat. Sur la comédie du pouvoir, sur celle aussi des assemblées, que Potocki relate

par la comédie pure et simple. Et aussi - Potocki le laisse parfois entendre - sur le dérisoire des applaudissements, ceux d'un club révolutionnaire comme ceux du salon d'un château. Bref, les *Parades* de Jean Potocki sont une chose fort émouvante, et les jeunes acteurs, anciens pas trop anciens du Conservatoire, François Kergourlay, Philippe Demarle, et leurs parents et camarades, Guillaume Kergourlay, Marianne Merlo, Olivier Peigné, savent à merveille jouer ce théâtre d'exil, ce théâtre de mélancolie et d'insolence, avec une finesse de touche, une pointe de cœur, une élégance de style, très belles.

MICHEL CURNOT

(1) Les *Parades* sont éditées chez Actes-Sud. Ses *Voyages*, chez Fayard. Ses écrits politiques chez Champion. Tous ces livres sont passionnants.

► Théâtre en actes, 112, rue D'Arquembourg. Ou lundi au samedi à 21 heures, jusqu'au 14 mars. Tél. : 42-46-84-47.

ACTUELLEMENT

OURS D'OR / GRAND PRIX

FESTIVAL DU FILM DE BERLIN 1992

« DANS LE QUOTIDIEN TERRIFIANT DE LOS ANGELES... LE FILM LE PLUS PERSONNEL DE LAWRENCE KASDAN »

« CONSTAMMENT SURPRENANT, DÉCONCERTANT, AUDACIEUX, ORIGINAL, UNE AUTHENTIQUE ŒUVRE D'AUTEUR »

(M. Pascal - LE POINT)



DANNY GLOVER KEVIN KLINE STEVE MARTIN MARY MCCORMACK MARY-LOUISE PARKER ALFRE WOODARD

UN FILM DE LAWRENCE KASDAN

GRAND CANYON

AV. CURE DE LA VILLE

Georges Rouault en enfer

Suite de la première page

Il montre la déchéance humaine, l'impitoyablement. Il est féroce, éreinté, franchement méchant. Il fouette, griffe, balafre, fait couler l'aquarelle et la gouache, et l'encre noire sur les peaux ou les robes rougeâtres.

Il écorche un peu comme Rembrandt parfois, s'acharne sur la chair lisse, translucide, phosphorescente, diabolique des prostituées aux bouches carnassières, jouant admirablement de la contradiction attraction-répulsion, mêlant sensualité et hargne.

De la Noce à Nini Pette en l'air, un vrai jeu de massacre, au couple des *Poulet*, qu'il emprunte à Léon Bloy, Rouault peint sombre la noirceur, les vices, la bestialité, la bêtise, l'abrutissement par l'alcool. A l'horizon de son réquisitoire contre l'humanité déchue, il y a Goya et Daumier, bien sûr, et Forain que l'artiste connaissait dès son enfance à travers les estampes collectionnées par son grand-père ; probablement Ensor, pour les visages avinés, grimaçants, mais sans l'esprit de la farce, et du carnaval. Et Cézanne, de plus, en plus vénéré par la jeune génération.

On ne perçoit pas grand-chose d'autre, en ces années, qu'une haine de l'humanité érigée en moteur de l'œuvre. Et s'il n'y avait, pour nous éclairer, des textes et des amitiés remarquables, comme celles de Léon Bloy (qui reproche d'ailleurs la peinture de Rouault) et de Jacques Maritain, on ne tiendrait certainement pas le peintre en odeur de sainteté. Il a beau écrire que, « au fond des yeux de la créature la plus hostile, ingrate ou impure, Jésus demeure », on ne voit pas bien où, en regard des odalisques, des géshas et des olympias qu'il campe devant le miroir, souvent les

bras levés, balançant courbes et contre-courbes dans la lumière bleu oxydée de la chambre, un bleu comme on en voit aussi du côté de la *Céline* de Picasso. Sans doute Rouault, plus mal que bien dans sa peau, vit-il à plein la contradiction entre l'impé-

ratif artistique et sa quête spirituelle. Rouault se pose toujours en solitaire, en incompris. Il est cependant moins isolé qu'on ne l'a dit. Dans sa recherche, il n'est pas insensible à l'air du temps. Et, s'il continue de tourner autour d'un très petit nombre de sujets, qui n'ont rien de très personnel d'ailleurs, il y revient autrement, se rapprochant, en toute connaissance de cause, des solutions constructives des fauves et des premiers cubistes, en particulier de Derain, comme on le voit dans plusieurs nus. Rouault, vers 1910, entre-

prend, en effet, de canaliser sa sauvagerie en essayant de glisser ses formes dans le moule du primitivisme. Plusieurs primitivismes : l'art nègre, bientôt mêlé d'art médiéval, se souvenant de l'apprenti verrier qu'il a été, travaillant en artisan dans l'épaisseur des pâtes, cloisonnant à grands traits noirs, à la façon des émaux et des vitraux, mais loin des fâcheurs décoratives des lesquelles nombre de peintres issus de l'école de Pont-Aven tendaient à noyer la peinture religieuse.

Les paysages très sombres peints à plusieurs reprises sont plutôt décourageants. Mais les poétiques en pâte vernissée aux couleurs incertaines, qui font penser à Gauguin, sont très belles, pour la rondeur des corps épousant le galbe des panses. Une idée que l'on retrouve dans une composition décorative, qui marie les nus sautés aux collines diapées. Pour Rouault, qui pratique l'art du feu au sens propre et figuré, et à divers degrés de chaleur, l'apaisement est encore loin en 1920, date à laquelle l'exposition s'achève, non sans flottement, comme elle avait commencé d'ailleurs. Au-delà de 1912 très peu d'œuvres sont présentes. Rien que des essais autour d'Ubu, pour Volard, en gros traits comme Rouault en met autour de la *Sainte Face*, comme il y en aura dans le *Miserere*.

Elle était compliquée à mettre sur pied, cette exposition, avec une chronologie mal assurée, difficile à préciser, et nombre d'œuvres inachevées, ou reprises. Rouault, cet éternel insatisfait, toujours prompt à faire son autocritique, s'était réservé le droit de reprendre ses peintures et de les garder aussi longtemps qu'il les jugeait non terminées. Ce qui d'ailleurs l'amena, en 1948, après son procès avec les héritiers de Volard, son marchand, à détruire 315 œuvres qu'il savait ne pouvoir finir avant sa mort.

GENEVIEVE BREERETTE

► Rouault, première période 1903-1920. Musée national d'art moderne, Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 5^e étage. Jusqu'au 4 mai. Catalogue comportant notamment des lettres inédites de Gustave Moreau. L'exposition sera ensuite présentée au Musée d'art et d'histoire de Fribourg (du 12 juin au 30 août).



Georges Rouault : « Fata Morgana », gouache et encre de Chine (vers 1917).

Visite de nos spécialistes

CHRISTIE'S



Une statue en bronze représentant Dioné Vitorieuse (détail), fin du XIX^e siècle, signée Corrier Belleuse. Vendue FF 132.000 par Christie's à Londres le 20 février 1992.

Afin de préparer nos prochaines ventes, nos spécialistes se tiendront à votre disposition à Paris pour conseils et estimations gracieuses.

Dessins Anciens

François Borne, 12-14 mars, 30 mars-1 avril

Sculpture du XIX^e Siècle

Francesca Guglielmino, 18-19 mars

Pour information et rendez-vous, veuillez contacter :

Christie's

6, rue Paul-Baudry, 75008 Paris

Tél. : (1) 42 56 17 66 Fax : (1) 42 56 26 01

Aix-en-Provence, tél. : 42 96 43 94 Bordeaux, tél. : 56 81 65 47

Lyon, tél. : 78 43 72 44 Monaco, tél. : 93 25 19 33

BILLET

Le temps d'une valse

Dans son acide revue de détail de la France, fin février, le *Sunday Times*, peu suspect de francophilie, a oublié une particularité bien française : le renouvellement tous les trois ans des PDG des entreprises nationalisées. Ainsi, en 1992, surtout en juin et juillet, une quarantaine de PDG, arrivés au terme de leur mandat de trois ans, verront leur avenir suspendu à la volonté de l'Etat. Un fait du prince sans doute bien anachronique vu de l'étranger, à l'heure de l'internationalisation croissante des stratégies industrielles, qui ne peuvent être soumises aux aléas du court terme, et du désengagement de l'Etat dans la vie économique.

Le ministre de l'Industrie, M. Dominique Strauss-Kahn, est conscient de ce risque. Jeudi 5 mars, il a souhaité que le mandat des PDG des entreprises nationalisées - « trop court » - soit « plus proche de celui des administrateurs des entreprises privées » en passant à cinq ans. Une réforme dans ce sens a déjà été suggérée par la groupe d'études et de mobilisation de M. Didier Pinesau-Valencienne, PDG de Schneider. Le gouvernement franchira-t-il la paille avant l'échafaud ? Pour l'heure, ces présidents en survis - qui pour la plupart n'ont pas atteint, comme M. Raymond Levy (Renault), la limite d'âge fixée à soixante-cinq ans par la loi de 1984 - sont condamnés à attendre le verdict d'un pouvoir politique qui sortira pour le moins affaibli des élections régionales.

Parmi eux, une dizaine, comme MM. Pierre Delaporte (EDF), François Heilbronner (GAN), Jean Gandola (Pechiney), Jean-René Fourtou (Rhône-Poulenc), ont été nommés lors de la cohabitation. Certes, il y a peu de chances pour que la valse des présidents prenne l'allure d'un règlement de comptes politique. La compétence, la réussite, la dimension internationale comptant plus aujourd'hui que la couleur politique.

Mais on peut s'interroger sur les critères du gouvernement, si soucieux dans son discours du respect de l'autonomie de gestion des entreprises nationalisées, pour reconduire ou rayer des PDG. Prendra-t-il en compte la nécessité d'assurer un minimum de stabilité à la tête de groupes industriels qui ont besoin de la durée pour être crédibles aux yeux de leurs partenaires étrangers ?

Evitera-t-il les « parachutages » intempestifs de personnalités extérieures à l'entreprise ? La tentation existe ici et là. Les intéressés ne s'y trompent pas : certains, sûrs de leurs bilans, comptent dans une totale discrétion ; d'autres, craignant d'être moins en cour, déploient un zèle de dernière heure à rendre jaloux leurs concurrents. Tout en recherchant quelques garanties en cas d'alternance politique. A ce petit jeu, il n'est pas sûr que l'efficacité économique y gagne.

MICHEL NOBLECOURT

Le débat sur la télévision haute définition

Le gouvernement va charger un groupe « ad hoc » de définir les conditions d'emploi de la norme D2 Mac

Les professionnels ont accueilli avec prudence, jeudi 5 mars, le communiqué de l'hôtel Matignon réaffirmant la volonté du gouvernement « de développer la nouvelle télévision à travers le format 16/9 D2 Mac ». Une réserve qu'un « groupe ad hoc », selon l'expression du ministre de la communication, M. Georges Kiejman, sera chargé de lever d'ici au 15 avril en s'efforçant de concilier les positions des industriels et de Canal Plus.

Des sept ministres réunis mercredi 4 mars autour du premier ministre, M. Edith Cresson, les professionnels attendaient une décision. Ils ont eu droit à une... position de principe. Si le communiqué sibyllin publié mercredi soir par l'hôtel Matignon réaffirme l'engagement de la France en faveur de la nouvelle norme de télévision D2 Mac, le texte se garde bien de préciser dans quelles conditions celle-ci sera utilisée sur le satellite Télécom 2A qui doit entrer en fonction le 16 avril

prochain (le Monde du 6 mars). « C'est une bonne nouvelle politique. Nous espérons qu'elle deviendra, le 16 avril, une bonne nouvelle opérationnelle en se traduisant concrètement dans les faits », dit-on, prudent, au siège de Thomson Consumer Electronics (TCE). « Nous avons remporté une bataille, mais certainement pas la guerre », ajoute-t-on, guerrier, chez Philips, dopé sans doute par le passage, mardi dernier à Paris, du PDG de la multinationale néerlandaise, M. Jan Timmer, venu plaider en personne auprès du premier ministre la cause du D2 Mac.

Bien des ambiguïtés restent à lever. A commencer par celle de la position gouvernementale que la publication, presque en continu, du communiqué de Matignon a autant obscurci que clarifié. Le ministre qui croyait avoir définitivement tranché avec ses collègues en faveur du D2 Mac, avoue ne pas se retrouver complètement dans les subtilités du texte. Le responsable reconnaît les divergences de vue entre le premier ministre (plutôt favorable au D2 Mac) et son principal conseiller, M. Abel Farnoux (plus proche des thèses de Canal Plus en faveur de la

norme SECAM actuelle). Le refus des conseillers de Matignon de commenter la décision contribue encore un peu plus à entretenir le flou.

Un point de départ...

Avec une franchise inhabituelle sur un dossier aussi sensible, le ministre de la communication, M. Georges Kiejman, qualifie crûment la prise de position du gouvernement de « point de départ » et annonce la création d'un « groupe ad hoc » chargé d'en mettre en œuvre les modalités. Il lance « un appel au rassemblement de toutes les énergies pour élaborer des programmes en 16/9 D2 Mac, avec le souci que ce rassemblement soit le plus européen possible ». Façon de reconnaître qu'après des années de travail et de semaines de débat, le dossier est loin d'être bouclé. Façon, aussi, de jeter un pont en direction de Canal Plus et de son PDG, M. André Rousselet, plus hostile que jamais à la généralisation immédiate de la nouvelle norme.

Dans un entretien accordé à la *Tribune de l'Expansion*, le patron de la chaîne cryptée se fait intransi-

geant : « Nous monterons à bord du satellite, mais avec toute la bonne volonté qui nous habite, pour laisser place à une seule chaîne spéciale en D2 Mac 16/9 au côté de sept chaînes en SECAM 4/3. Nous ne voulons pas naufrager l'audiovisuel ni nos intérêts en nous soumettant à des diktats imbéciles ». Sûr de son fait, assuré de sa puissance financière - rare dans l'audiovisuel - fort de ses stocks de programmes (de films, notamment, sans qui rien ne peut se faire), le président de Canal Plus fait patiemment monter les enchères.

« Qu'il refuse de monter sur le satellite et celui-ci a toutes les chances de tourner à vide, constate, désempé un professionnel. Rousselet le sait ». Appels du pied et signes d'ouverture se multiplient donc. Longtemps intransigeants, certains parmi les fervents partisans du D2 Mac au gouvernement admettent aujourd'hui que toutes les chaînes du satellite Télécom 2A ne seront pas en D2 Mac. « Dans le fond », conclut un conseiller du gouvernement, le communiqué de Matignon n'est qu'une sorte de message codé à l'adresse du président de Canal Plus. *Négociations*.

PIERRE-ANGEL GAY

Avec 43,7 % du PIB

Les prélèvements obligatoires ont légèrement baissé en 1991

Les prélèvements obligatoires ont légèrement baissé en 1991. Les impôts - qu'ils soient prélevés par l'Etat ou par les collectivités locales - et les cotisations sociales ont représenté l'année dernière 43,7 % de la production nationale, laquelle, exprimée en termes de PIB (produit intérieur brut) a atteint quelque 6 415 milliards de francs. En 1990, le poids des prélèvements obligatoires avait atteint 43,8 % du PIB.

Si les impôts et les cotisations sociales pèsent sensiblement moins lourd qu'en 1984 et 1985, années durant lesquelles ils avaient atteint 44,6 % puis encore 44,5 % du PIB, l'allègement est maintenant extrêmement lent alors même que la France reste l'un des pays industrialisés les plus imposés. Surtout, la baisse enregistrée l'année dernière s'explique beaucoup plus par de très mauvaises rentrées fiscales que par un allègement des taux d'imposition : du fait de la stagnation économique, de la faible progression des dépenses de consommation des ménages, des résultats médiocres des sociétés, l'Etat a encaissé infirmement moins d'impôts qu'il ne l'espérait. La perte est maintenant estimée à quelque 80 milliards de francs.

Contrairement aux années précédentes, la baisse des prélèvements obligatoires est donc beaucoup plus subie que voulue. Elle a d'ailleurs profité aux sociétés et autres agents économiques, dont les prélèvements sont revenus de 25,6 % en 1990 à 25,1 % en 1991, mais pas du tout aux ménages dont les prélèvements ont au contraire augmenté, passant de 18,2 % à 18,6 % de la production nationale. Alors même que les sociétés payaient moins d'impôts parce que leurs résultats se sont dégradés, les ménages en payaient davantage sur des revenus gagnés en 1990, qui ont encore une bonne année en matière d'augmentation du pouvoir d'achat. Ainsi, en 1991, l'impôt sur le revenu a-t-il dépassé de 10 milliards de francs les chiffres retenus dans le budget voté par le Parlement fin 1990 et de 15 % le montant atteint en 1990. On retrouve là l'inconvénient du décalage entre le moment où le revenu est encaissé et celui où l'impôt est payé alors qu'on est parfois devenu plus pauvre.

Moralité : la baisse des prélèvements obligatoires est la contrepartie d'un allègement important du déficit budgétaire, qui passe de 1,2 % à quelque 2 % de la production nationale. Un déficit que l'Etat va devoir financer par des emprunts supplémentaires. Puis payer. Comment ? Par les impôts.

ALAIN VERNHOLES

La France veut expliquer à ses partenaires sa position sur le GATT

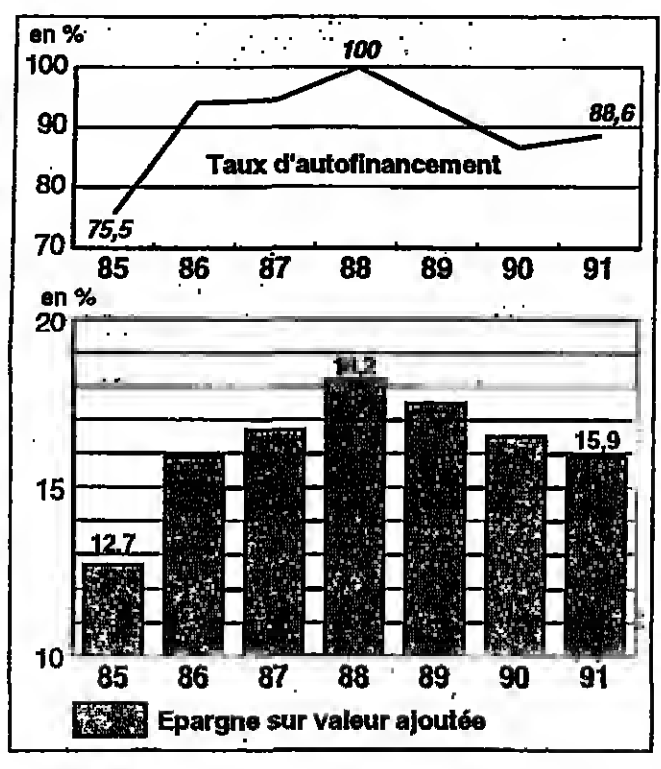
La France s'apprete à envoyer vingt-cinq parlementaires de diverses tendances politiques (PS, UDC, RPR) dans une quinzaine de pays pour expliquer sa position et celle de la CEE sur les difficultés négociations commerciales en cours au sein du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), a-t-on appris jeudi 5 mars.

Ces missions, qui débiteront fin mars, auront pour destination l'Inde, le Pakistan, l'Indonésie, Hongkong, le Brésil, l'Uruguay, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Maroc, le Sénégal, la Suisse, la Suède, la Finlande, la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie.

Par ailleurs, M. Raymond Lacombe, président de la FNEEA, s'est déclaré jeudi « étonné » de voir la Commission européenne prendre des libertés par rapport au mandat qui lui a été donné par les Douze. Les Etats-Unis veulent que la CEE réduise ses capacités exportatrices et ouvre son marché intérieur aux produits américains. « C'est un comble... alors que les Etats-Unis sont une forteresse », a déclaré M. Lacombe.

Investissements : demande et profits insuffisants

Après avoir été à l'origine de la forte activité des années 1987 à 1989, l'investissement des entreprises aura par la suite - en chutant brutalement - mis fin à la croissance. Rares sont retournement aura été aussi soudain : en 1989 comme en 1988, les dépenses d'investissement productif des entreprises avaient progressé de 10 % en volume. En 1990, la progression avait encore été de 4,8 %. En 1991, les investissements ont reculé de 3 % en valeur réelle. Ce retournement s'explique par la détérioration de l'environnement international, qui fait chuter la demande intérieure dans presque tous les pays industrialisés. Mais l'autre moteur de l'investissement - le profit - connaît lui aussi des défaillances. La graphique montre qu'après s'être beaucoup amélioré depuis 1985 le taux d'épargne des sociétés (par rapport à la valeur ajoutée), qui représente la part des profits conservés dans l'entreprise, s'est détérioré en 1990 et 1991, du fait de la fiscalité liée à la production et aussi de la lourdeur des taux d'intérêt.



Dans un environnement économique plus favorable

Les professionnels de l'immobilier reprennent prudemment espoir aux Etats-Unis

Les chaînes de magasins américains annoncent pour le mois de février une augmentation de 10 % à 20 % de leurs ventes par rapport aux chiffres de l'année précédente, perturbés, il est vrai, par la guerre du Golfe. Les magasins Wal-Mart et The Gap, connus pour avoir échappé à la récession, affichent même un accroissement de 34 % et 23 % respectivement de leur chiffre d'affaires le mois dernier. La veille, les professionnels de la construction annonçaient une progression de 12,9 % des ventes de maisons en janvier. Mais le nord-est des Etats-Unis, là où a débuté la crise immobilière, reste en retrait.

CONCORD (NEW-HAMPSHIRE) de notre envoyé spécial

« Les temps ont bien changé », reconnaît M. Ashton Welch, président exécutif de la New Hampshire Association of Realtors, le syndicat regroupant les principaux agents immobiliers de cet Etat de Nouvelle-Angleterre. « J'avais acheté ma maison en 1985. L'année suivante, lorsque le marché était au plus haut, j'ai décidé de le revendre. J'avais à peine installé le panneau de vente comportant le numéro de téléphone qu'en deux heures, je recevais deux offres d'achat. Je les ai mises en concurrence. Et j'ai empoché 27 000 dollars de plus en deux heures ! Aujourd'hui, la situation est tout à fait différente. Les vendeurs ont un mal fou à trouver un acquéreur et une maison reste en moyenne 160 jours sur le marché, quelquefois deux ans. Pendant ce temps, les gens sont pris à la gorge. Mais je reste optimiste. La confiance semble revenir et les mesures fiscales annoncées par M. Bush auront un effet favorable. Mais il faudra attendre. Plus longtemps qu'ailleurs, car nous avons été les plus touchés ».

Des six Etats de Nouvelle-Angleterre (1), le New-Hampshire, longtemps synonyme de croissance d'emplois bien rémunérés, a, depuis 1989, versé dans la sinistrose. Le plus fort pourcentage d'emplois perdus, le plus grand nombre de faillites personnelles, le plus important accroissement de ménages dépendant uniquement du welfare, l'aide sociale que distribue Washington et

que Concord, la capitale de l'Etat, essaye d'améliorer, tel était ces derniers temps le lot de cette région. Mais le New-Hampshire se reprend maintenant à espérer en notant avec satisfaction l'amélioration constatée dans le secteur de l'immobilier, la source de tous ses maux. Ceux de milliers de particuliers et de l'ensemble des banques locales, dont les principales enseignes ont mordu la poussière.

Léger redressement

Certes, l'augmentation de 12,9 % des ventes de maisons particulières que la profession vient d'annoncer pour janvier est une statistique nationale. Elle fait la part belle au Midwest alors que le nord-est du pays continue à pâtir d'un marché stagnant. Pourtant, les commentaires des professionnels locaux sont empreints d'un optimisme prudent. « Je n'espérais pas de reprise rapide », indique M. Welch. « Mais un léger redressement, continu, devrait intervenir d'ici à l'été prochain, assure-t-il. La baisse des taux d'intérêt (ils sont tombés à leur plus bas niveau depuis dix-huit ans) y est pour beaucoup, mais les 5 000 dollars Bush (28 400 francs) sont aussi à prendre en compte. » Ce chèque fiscal de 5 000 dollars est l'une des mesures les moins contestées par l'opposition démocrate, une disposition que le président Bush a glissée dans son message sur l'état de l'Union, le 28 janvier, et confirmée le lendemain dans son projet de

budget 1993, actuellement très chahuté par le Congrès. Il s'agit d'un crédit d'impôt dont vont bénéficier les particuliers ayant décidé d'acheter leur première maison, un rêve déjà concrétisé par 64 % des Américains. Pour beaucoup, l'économie n'est pas mince. Dans certaines régions où le prix moyen d'une maison se situe autour de 80 000 dollars, ce crédit d'impôt peut représenter jusqu'à 60 % du premier acompte.

D'après la National Association of Home Builders, qui a su mener à bien un intense lobbying pour appuyer cette disposition auprès de l'administration, ces 5 000 dollars d'économie permettront sans doute de construire 200 000 nouvelles maisons dès la première année de leur application. Et de créer des centaines de milliers d'emplois puisque, si l'on en croit la National Association of Realtors, une maison vendue équivaut à trois emplois créés. Une aubaine pour une profession qui a perdu près de 850 000 emplois depuis octobre 1989. Et qui a vu l'année dernière la construction de maisons et d'appartements tomber à son plus bas niveau depuis 1946.

SERGE MARTI

(1) Les autres Etats sont le Connecticut, le Massachusetts, le Maine, Rhode-Island et le Vermont.

► Le Monde publiera dans son édition du mardi 10 mars un supplément spécial de quatre pages « Immobilier sans frontières », consacré au marché international de l'immobilier.

British Telecom annonce des milliers de suppressions d'emplois

La compagnie britannique de télécommunications British Telecom a annoncé, vendredi 6 mars, qu'elle s'apprete à supprimer jusqu'à 25 000 emplois au cours de l'année financière à venir. La compagnie, qui employait au 31 décembre 1991 226 900 salariés dans le monde, s'est engagée, il y a deux ans, dans un vaste programme de modernisation destiné à accroître sa compétitivité en réduisant ses coûts de fonctionnement.

Plus de 18 000 postes ont déjà été supprimés en 1991. Le nombre de suppressions d'emplois ainsi annoncé pour 1992 est supérieur aux prévisions initiales de la compagnie, qui invoque désormais la gravité de la récession.

Le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'ENVIRONNEMENT

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 160 F pour l'abonnement annuel (60 F d'acompte), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Le Monde DOSSIERS mars 1992

SPÉCIAL AGRICULTURE

► Premier dossier : **Les agriculteurs en France**

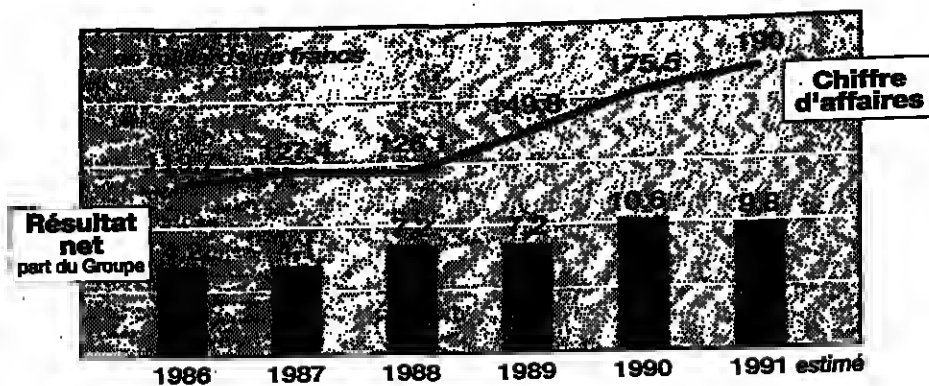
► Deuxième dossier : **Trente ans de PAC**

► Troisième dossier : **Agriculture et tiers-monde**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 17 F

ELF AQUITAINE est un groupe industriel à la dimension et aux ambitions mondiales.

Première entreprise industrielle française, première capitalisation boursière à Paris, un des dix premiers pétroliers mondiaux, ELF AQUITAINE est aussi, pour ses actionnaires, un titre dont les performances dépassent celles du marché, un dividende en progression.



MISE EN VENTE DE 2,3 % DU CAPITAL D'ELF AQUITAINE SOUSCRIVEZ A L'OFFRE PUBLIQUE DE VENTE

du 10 MARS au 12 MARS inclus ■

Offre Publique de Vente de 3.380.000 actions jouissance 1^{er} janvier 1991.
Ces actions pourront être achetées à votre banque,
votre société de bourse, à La Poste, aux Caisses d'Épargne ou au Trésor Public.

Le prix de vente sera net de tous frais pour les acquéreurs et communiqué le 10 mars par voie de presse.
Toute personne physique ou morale aura la faculté d'émettre un ordre d'achat.
L'offre et la vente initiales des actions n'ont pas été et ne seront pas enregistrées dans le cadre de l'U.S. Securities Act of 1933. Sous réserve de certaines exceptions, ces actions ne peuvent être offertes ni vendues aux Etats-Unis d'Amérique, ni aux ressortissants américains.

Conformément à l'article 17 du règlement 89-03 de la COB un communiqué, soumis à l'appréciation de la COB, a été publié en date du 05.03.1992 dans la presse. Un document de référence a été enregistré auprès de la COB le 16 avril 1991 sous le n° R 91-003; une note d'opération a reçu en date du 10 juin un visa de la COB. Des exemplaires sont disponibles auprès de la Société.

Pour toute information sur la Société

N° VERT: 05.05.11.11

MINITEL: 36 16 CLIFF

elf aquitaine

LA PASSION A TOUJOURS RAISON

TRANSPORTS

PARIS 500 000

M. Chirac annonce en faveur de la v

De nombreux commentateurs pré-voient une victoire de M. Chirac aux élections présidentielles de 1995. Cette hypothèse est d'autant plus plausible que le candidat de l'Union pour la majorité présidentielle (UMP) dispose d'un fort soutien populaire. M. Chirac, ancien maire de Paris, est considéré comme le favori de l'électorat français.



De nombreux commentateurs pré-voient une victoire de M. Chirac aux élections présidentielles de 1995. Cette hypothèse est d'autant plus plausible que le candidat de l'Union pour la majorité présidentielle (UMP) dispose d'un fort soutien populaire.

De nombreux commentateurs pré-voient une victoire de M. Chirac aux élections présidentielles de 1995. Cette hypothèse est d'autant plus plausible que le candidat de l'Union pour la majorité présidentielle (UMP) dispose d'un fort soutien populaire.

De nombreux commentateurs pré-voient une victoire de M. Chirac aux élections présidentielles de 1995. Cette hypothèse est d'autant plus plausible que le candidat de l'Union pour la majorité présidentielle (UMP) dispose d'un fort soutien populaire.

SERVICES

En fusionnant avec

Galileo e vont constituer le de réservation int

Les systèmes informatisés de réservation Galileo et Apollo ont annoncé le 5 mars leur fusion pour constituer la nouvelle société Galileo International. Cette opération vise à créer une plateforme de réservation mondiale et à renforcer la position de la compagnie aérienne italienne.

La fusion a été facilitée par un accord de coopération entre les deux sociétés. Galileo est la propriété de la société Cova créée par United Airlines avec la participation de British Airways, Alitalia, KLM et Swissair. Quant à Galileo, elle appartient notamment à British Airways, Alitalia, KLM et Swissair.

Le nouvel ensemble permettra de réserver des places d'avion, des chambres d'hôtel et des voitures de location dans l'ensemble du monde grâce à la présence de 25 000 agences de voyage. Ce qu'aucun système de réservation n'était en mesure de proposer jusqu'à présent. Galileo International concurrencera donc son Sabre, filiale de la compagnie américaine Airlines, dont l'implantation n'est pas parfaite en Europe et dans le Pacifique, et le système Amadeus, créé par Air France, Lufthansa et Iberia, toujours mal implanté en Amérique. Sabre et Amadeus ont annoncé le 15 octobre 1991, dans leur tentative d'association (le Monde du 17 octobre 1991).

مكتبة من الكتب

ÉCONOMIE

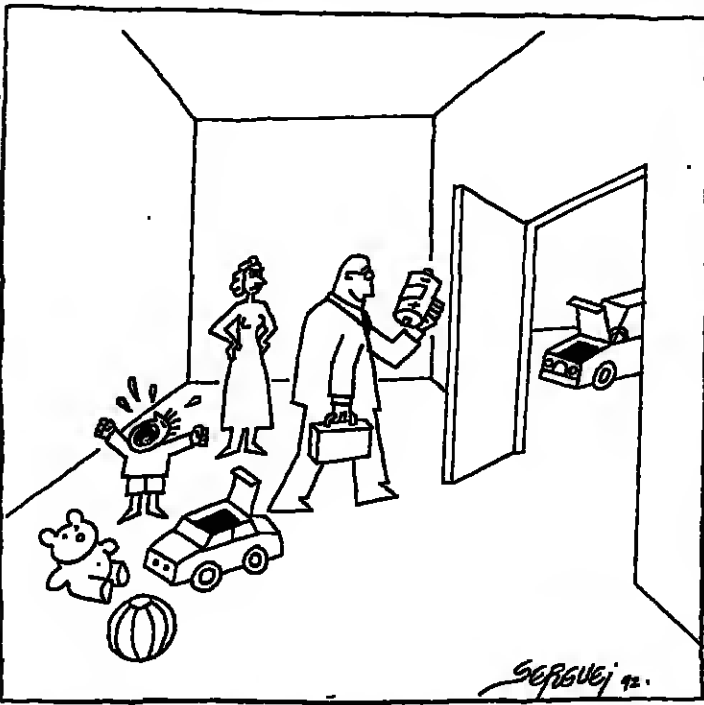
TRANSPORTS

Pour encourager son utilisation dans Paris

M. Chirac annonce des mesures en faveur de la voiture électrique

Des places de stationnement gratuites en surface et dans les parkings souterrains (à commencer par celui de l'Hôtel de ville), avec des prises de courant pour recharger les batteries : telles sont les premières mesures annoncées par le maire de Paris, jeudi 5 mars, au cours d'une réunion électorale consacrée à l'environnement.

Un dirigeant de Peugeot a estimé que le marché en France atteindrait 200 000 véhicules par an au cours de la seconde moitié de la décennie, sous réserve d'incitations financières. Or, elles existent : le ministre de l'Industrie avait annoncé, en avril 1991, le concours d'un fonds de soutien disposé à allouer 15 000 francs par véhicule



Des services municipaux seront aussi dotés de quelques véhicules électriques : quatre à la direction des parcs et jardins, deux utilitaires, et quatre mini-cars mis à la disposition des transports de personnel ou de personnes âgées. A terme, les services d'entretien, de nettoyage et de surveillance seraient ainsi équipés.

Paris vient donc, après d'autres, à la voiture électrique. Montpellier en a acquis cinq il y a un an. Neuf grandes villes françaises ont adhéré, après Paris, en 1990, à l'Association européenne des villes intéressées par l'utilisation des véhicules électriques (CITELEC).

Pour timides qu'elles soient, les mesures annoncées par le maire de la capitale révèlent un nouvel état d'esprit. En France, Renault et PSA possèdent leurs études, comme Audi, Fiat, Ford, Nissan ou Volkswagen ailleurs. Aux États-Unis, Chrysler et Westinghouse ont annoncé, au début de la semaine, un accord de partena-

aux mille premiers acheteurs. Il est vrai que les voitures électriques sont actuellement mises en vente à des prix élevés : 130 000 francs au minimum pour les plus petites dont 40 000 francs environ pour les batteries.

C'est d'ailleurs ce dernier point qui demeure le véritable frein au développement de la voiture électrique. Le seuil d'autonomie de 100 kilomètres est atteint en l'état actuel de la technologie. Mais c'est encore insuffisant. Les véhicules de la Poste ou de ramassage des ordures, notamment, pourraient jouer un rôle leader d'usage en ce domaine. Mais, soumis à des arrêts fréquents, ils épuisent leurs batteries et ne sont donc pas encore opérationnels. La mise au point d'accumulateurs de grande capacité dans un volume et un poids réduits conditionne en partie la réconciliation de la voiture avec la ville.

CHARLES VIAL

FINANCES

Malgré des comptes bénéficiaires

Boscher, la fin programmée d'une société de Bourse

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société de Bourse Boscher, filiale à 53 % de la Banque nationale de Paris (BNP), devrait être convoquée le 17 mars afin de statuer sur la liquidation amiable de la société et sur la nomination d'un liquidateur. Originalité : non seulement cette société de Bourse n'est pas en situation de faillite, mais elle présente des comptes bénéficiaires.

« Avec mon originalité, je pensais avoir un rôle à jouer, mais je suis obligé de céder mon affaire. Et croyez-moi, c'est dur de se vendre contraint et forcé. » Nous sommes au mois d'octobre 1990, et M. Alain Boscher vient de reconnaître l'échec de sa stratégie d'indépendance. Echaudé et agacé par les affaires Girardet et Tuffier (le Monde du 19 juillet 1990), le Trésor vient de demander à la Banque nationale de Paris de prendre le contrôle de l'une des dernières sociétés de Bourse indépendantes de la place. Pour un franc symbolique, la BNP devient, devant la famille Boscher et le personnel qui n'en détient plus que

38 %, l'actionnaire de référence avec 53 % du capital, sans l'augmenter ni le recomposer. A l'origine de cette reprise, un « accident » sur le titre Michelin qui occasionna à l'échange des pertes « importantes mais inférieures à ses fonds propres ».

Manque de fonds propres

A cette date, la banque ainsi qu'un syndicat de douze institutionnels se portent garants et montent le plan de « sauvetage » à l'amiable, dont le but premier était le redéploiement de l'activité. La BNP comme alors M. Pierre Ballez président du conseil d'administration de la société de Bourse. Cet ancien collaborateur de la division financière de la banque, président de l'Association des sociétés et fonds français d'investissements (ASFFI), réalise un audit au cours des quatre mois qui suivent sa nomination. L'étude révèle que les pertes sont équivalentes au montant déclaré et la situation saine. La consigne alors était claire : « Continuez l'exploitation et cherchez un repreneur. » Mais, éperdu, la BNP n'a pas d'acheteur. Et les quatre qui se sont manifestés au cours des quinze derniers mois n'ont pas fait l'unanimité : ils furent même dissuadés promptement de s'intéresser à l'ex-charge.

Après une réduction des effectifs de près de la moitié et une compression radicale des frais généraux, la société de Bourse était pourtant en voie de redressement. Pour l'exercice qui vient de s'achever, le chiffre d'affaires avoisine 112 millions de francs pour un résultat net consolidé de 10 millions de francs. Ce qui, somme toute, n'est pas un piètre résultat compte tenu de la situation actuelle des autres sociétés, dont pas moins d'une dizaine de sièges - sur les quarante-cinq que compte la place - sont déjà en sommeil. L'assemblée générale ordinaire du 22 octobre 1991 a ainsi voté la continuation de l'activité. Précédant la publication des résultats, cette décision ne manquait pas d'être interprétée comme un signe d'encouragement.

Le manque de fonds propres reste cependant le handicap majeur de la charge et l'a considérablement fragilisée depuis l'« accident » de 1990. M. Alain Boscher ne dissimule pas au début des années 80 : « Nous exerçons un métier à haut risque, il faut savoir l'assumer, et le meilleur moyen est encore d'accumuler des fonds propres pour y faire face. » Cela étant, chez Boscher, on ne comprend toujours pas ce qui a pu pousser la BNP à refuser de rester l'actionnaire de référence...

Comment interpréter ce « lâchage » ? La reprise s'est faite contrainte et forcée. De plus, la banque parisienne, aux dires de ses responsables, n'est que peu sensible à l'élargissement du nombre de sociétés de Bourse placées sous son contrôle. Ne vient-elle pas de fusionner ses autres sociétés de Bourse Saintin-Roulet et Du Bouzet ? En outre, elle s'est abstenue de transmettre ses ordres par le biais de sa filiale devenue encombrante, ce qui ne l'empêchait pas de lui faire des avances de trésorerie fort chères (12 % de rémunération).

L'éventualité d'un déstachement du syndicat de garantie, en cas de mauvaises opérations financières de l'ex-charge, suffit-elle à justifier la décision de la BNP de ne pas avoir à assumer seule les risques ? La place craint sans doute que, fort d'un nouvel actionnaire, M. Alain Boscher ne reprenne son rôle de franc-tireur en retrouvant la direction de ce qui reste son ex-société de Bourse ? Mais, soutenu par les autres actionnaires minoritaires, il n'a peut-être pas dit son dernier mot. Pour qu'une décision définitive soit adoptée au cours de l'assemblée générale extraordinaire, les deux tiers des voix doivent être réunis.

FRANÇOIS BOSTNAVARON

Controverse sur les comptes rémunérés

Les banques dénoncent la « concurrence déloyale » de la Poste

Les indiscretions sur le prochain lancement par la Poste d'un ersatz de compte rémunéré (le Monde du 6 mars) ont fait l'effet d'une bombe dans le petit monde bancaire. Une nouvelle fois, les banquiers repartent en guerre contre « une concurrence déloyale », et le ministère de l'Économie et des finances, qui doit encore donner son aval, cherche une échappatoire.

Pourtant, des comptes rémunérés sur le modèle de Liberté de la Poste, il en existe des dizaines et depuis plusieurs années. Cortal, du groupe Paribas, a montré la voie il y a trois ans et a été suivi par plusieurs établissements - d'Américan Express à la Caixa Bank en passant par la Citibank, les AGF et Carrefour. Les banques le reconnaissent, ce ne sont pas les comptes qui gênent, mais la Poste

et ses 17 000 guichets. Tant que ces produits restent circonscrits à des établissements spécialisés avec des droits d'entrée importants, il n'y a pas de concurrence. Mais, cette fois, la menace est plus sérieuse.

Une bataille commerciale à outrance dans un secteur déjà en surcapacité, c'est ce que Bercy veut éviter à tout prix. Surtout si elle débouche à terme sur la fameuse tarification des chèques. Il va falloir que le gouvernement clarifie enfin sa doctrine sur les activités bancaires de la Poste. Soit on encourage cette concurrence, pour le plus grand bien du consommateur et le malheur de banques plus fragiles qu'on ne le croit, soit la Poste en reste à une mission de service public. Maintenant, il faut choisir.

E. L.

Bataille boursière

Le tribunal de Nîmes suspend un tiers des droits de vote Perrier de Exor et ses alliés

Le tribunal de commerce de Nîmes a décidé vendredi 6 mars de suspendre pour deux ans le tiers des droits de vote attachés aux actions Perrier (35,5 % du capital) détenues par Exor et par deux filiales de la Société générale, Omnicor et Geneval.

Cette décision a été prise pour « non-respect de la réglementation des déclarations de franchissement de seuil ». Le tribunal considère que Exor et les filiales de la Société

général n'ont pas déclaré le franchissement de concert du seuil de 33,3 % dans le capital de Perrier au mois de mai 1990.

Nestlé et le groupe Suez, qui ont lancé une OPA sur Perrier, tout comme Exor, avaient demandé la suspension pour cinq ans des 35,5 % de Perrier détenus par Exor et ses alliés. La décision du tribunal de Nîmes rend la bataille boursière pour Perrier (le Monde du 6 mars) beaucoup plus ouverte.

EN BREF

Delta Airlines commande neuf Airbus A-310. - La compagnie américaine Delta Airlines a commandé neuf bi-réacteurs long-courriers Airbus A-310 (180 places) équipés de réacteurs Pratt et Whitney pour assurer des liaisons transatlantiques. Le montant de la commande est évalué à 3,5 milliards de francs. Les appareils seront livrés à partir du début de 1993. Cette commande est pour Airbus la première d'importance depuis le début de l'année. Delta, qui a repris vingt et un A-310 de Pan Am, est la compagnie qui exploite le plus grand nombre de A-310 dans le monde. Il faut noter le chassé-croisé qui amène un transporteur américain à acquérir l'avion européen alors qu'Air France a opté pour le concurrent de celui-ci, le Boeing 767.

Dépenses de santé : 6,6 % d'augmentation en 1991. - En un an, les dépenses de santé ont augmenté de 6,6 %, selon la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM), et ont représenté 354,1 milliards de francs, contre 331,6 milliards en 1990. Cette hausse est inférieure à celle des années précédentes puisqu'elle avait été de 7,1 % en 1990 et de 10,3 % en 1989. Les dépenses d'hospitalisation se sont accrues de 5,2 % et celles de médecine de ville de 8,5 %. Les honoraires médicaux ont progressé de 7,3 % et les remboursements d'ordonnances de 9,8 %.

Guillaume Durand quitte La Cinq pour TF1. - Guillaume Durand, animateur vedette de La Cinq, rejoindra TF1 au mois de septembre. Depuis le dépôt de bilan de La Cinq au mois de décembre, les rumeurs sur le départ de la star du petit écran allaient bon train. Entre les offres d'Antenne 2 et celles de M. Silvio Berlusconi pour le garder sur La Cinq, Guillaume Durand a décidé : il ira sur la Une. Selon M. Etienne Mougeotte, vice-PDG de TF1, ce choix est « affectif. C'est moi qui lui ai fait faire ses débuts à Europe 1 dans les années 80 ». M. Mougeotte, qui n'est pas mécontent de mettre un handicap à la tentative de redressement de La Cinq par M. Silvio Berlusconi, assure que Guillaume Durand ne présentera pas le journal. Il animera plusieurs émissions, dont une de début de soirée, dès l'automne prochain.

La Midland Bank lance une OPA sur sa filiale française

La banque commerciale britannique Midland Bank a annoncé jeudi 5 mars qu'elle allait déposer une offre de rachat sur les 28,8 % de sa filiale française Midland Bank SA qu'elle ne détient pas. La cotation des titres a été suspendue à la Bourse de Paris et l'offre sera faite à 110 F par action pour un dernier cours de 70 F. Midland Bank souhaite ainsi « consolider » sa position dans la banque d'affaires en France.

L'établissement britannique a annoncé le mois dernier un triplement inattendu (dû à une réduction drastique des coûts et des effectifs) de son bénéfice imposable annuel, à 360 millions de francs en 1991 contre 110 millions en 1990.

INDUSTRIE

La restructuration dans l'électronique

M. Strauss-Kahn juge la création de Thomson-CEA-Industries « compliquée » à mettre en œuvre

Si le ministre de l'Industrie, M. Dominique Strauss-Kahn, « croit » toujours que la création de Thomson-CEA-Industries « sera menée à son terme », il a aussi confirmé, jeudi 5 mars devant le Club de la presse informatique, qu'il ne savait pas quand, ce projet étant « compliqué à mettre en œuvre ». Il a affirmé néanmoins « qu'il n'y avait pas de problème spécifique qui n'aurait pas été vu » dès l'origine.

Officiellement, le mariage effectif de Thomson Consumer Electronics (TCE, groupe Thomson) et de la filiale industrielle du Commissariat à l'énergie atomique (CEA-Industries), annoncé le 18 décembre 1991, est toujours prévu pour juin. Officieusement, on indique auprès du gouvernement que les discussions sur sa concrétisation, placées sous la direction du Trésor, butent sur la question de l'évaluation des groupes cocorotés, à commencer par Thomson.

SERVICES

En fusionnant avant la fin de l'année

Galileo et Apollo vont constituer le premier système de réservation informatisé mondial

Les systèmes informatisés de réservation Galileo et Apollo ont annoncé le 5 mars leur fusion avant la fin de l'année. Le capital de la nouvelle société Galileo International sera réparti pour moitié auprès de compagnies aériennes américaines et pour moitié auprès de compagnies européennes.

La fusion a été facilitée par un actionnariat commun des deux sociétés. Apollo est la propriété de la société Covia créée par United Airlines avec la participation de British Airways, Alitalia, KLM et Swissair. Quant à Galileo, elle appartient notamment à British Airways, Alitalia, KLM et Swissair.

Le nouvel ensemble permettra de réserver des places d'avion, des chambres d'hôtel et des voitures de location dans l'ensemble du monde grâce à sa présence dans 25 000 agences de voyages, ce qu'aucun système de réservation n'était en mesure de proposer jusqu'à présent. Galileo International distance donc son concurrent le plus dangereux, Sabre, filiale de la compagnie American Airlines, dont l'implantation n'est pas parfaite en Europe et dans le Pacifique, et le système Amadeus, créé par Air France, Lufthansa et Iberia, toujours mal implanté en Amérique et en Asie. Sabre et Amadeus ont échoué, le 15 octobre 1991, dans leur tentative d'association (le Monde du 17 octobre 1991).

Cette course à la taille est essentielle pour les systèmes de réservation informatique. Les investissements s'y chiffrent en milliards de dollars et ne peuvent être supportés que par plusieurs partenaires solides. D'autre part, la faveur des agents de voyages ira demain aux systèmes les plus performants qui leur permettront de consulter dans les meilleurs délais le plus grand nombre de bases de données et de réserver des places, des lits ou des prestations touristiques sur toute la planète.

COMMUNICATION

M. Richard Branson négocie la vente de Virgin Music Group

Virgin Music Group, la dernière maison de disques indépendante, fondée en 1973 par M. Richard Branson, est sur le point de changer de propriétaire. Un porte-parole du groupe a reconnu, jeudi 5 mars à Londres, que « les négociations devaient aboutir dans les tout prochains jours ». Quel que soit le nom du nouveau propriétaire - il semble que Thorn-EMI (Grande-Bretagne) devance légèrement Bertelsmann (Allemagne) dans la dernière ligne droite, - la vente de Virgin Music Group, estimée entre 5 et 6 milliards de francs, sera l'une des grandes étapes de la restructuration de l'édition musicale au plan mondial.

Seule une demi-douzaine de groupes internationaux d'édition musicale se partagent aujourd'hui l'édition musicale. Le plus important d'entre eux est l'américain Time Warner, qui, avec ses labels Atlantic,

Elektra, Sire et quelques autres, occupe une place de numéro un incontesté. Vient ensuite deux groupes japonais et trois européens : Sony et Matsushita, qui possèdent respectivement CBS (devenu Sony Music) et MCA, puis Polygram filiale de Philips, qui vient d'annoncer une hausse de 24,8 % de son bénéfice (1,3 milliard de francs), Thorn-EMI et Bertelsmann. Rachez Virgin (6 % de parts de marché) représente pour eux deux-là, le moyen de rejoindre le groupe de tête du classement.

Sortir de l'édition musicale n'implique pas que M. Richard Branson quitte le secteur de la distribution de disques (Virgin Retail Group, 1,7 milliard de francs de chiffre d'affaires), où il entend se renforcer, ni celui du transport aérien (2,8 milliards de francs de chiffre d'affaires).

Les éditeurs de presse font campagne à Bruxelles

M. Jacques Delors a déclaré aux représentants de la Confédération des associations d'éditeurs de journaux (CAEJ) que la Commission européenne « ferait tout » pour aider la presse, mais il n'excluait pas la possibilité de la publicité pour le tabac. Les griefs ne manquaient pas au menu de cette réunion : outre la publicité, il y avait l'harmonisation des taux de TVA, l'adoption d'une directive sur les concentrations d'entreprises et la limitation des importations de papier. Les éditeurs estiment que les quotas d'importations de papier canadien à droit de douane zéro avantage les fournisseurs scandinaves qui, n'étant pas pénalisés par des quotas, en profitent pour augmenter leurs prix.

INDICATEURS

ALLEMAGNE

Chômage : diminution en février dans les deux parties du pays. - Le taux de chômage a diminué en février en Allemagne, aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est, selon les statistiques gouvernementales publiées jeudi 5 mars. L'amélioration de la situation de l'emploi dans l'ex-RDA est la première enregistrée depuis la réunification : le taux de chômage y est passé de 18,5 % de la population active en janvier à 15,9 % en février. Selon les responsables du département statistique, cette évolution favorable est principalement imputable à la mise en œuvre de plans en faveur de l'emploi, ainsi qu'au climat clément de ces dernières semaines. Mais le résultat de février n'augure pas d'une amélioration durable sur le front du chômage. Dans la partie occidentale du pays, le taux de chômage a été ramené de 6,3 % de la population active en janvier à 6,1 % en février, le nombre de sans emploi atteignant 1,86 million. Cependant, seulement 6 000 créations d'emplois ont été enregistrées en février, contre 18 000 en décembre.

VIE DES ENTREPRISES

Pour faire face à un déficit sans précédent

Le groupe SAS cède les hôtels Intercontinental

STOCKHOLM

de notre correspondante

Après avoir été une « success story » dans les années 80, la compagnie aérienne scandinave SAS - propriété des États suédois, danois et norvégien - affiche pour 1991 les plus mauvais résultats de son histoire avec un déficit, avant impôts, de 1 milliard 223 millions de couronnes (à peu près le même montant en francs), soit 451 millions de plus qu'en 1990. Le marché reste déprimé, la clientèle « affaires », sur laquelle la compagnie avait tout misé, boude ; le nombre total de passagers est tombé de 15 millions en 1990 à 13,9 millions en 1991. SAS a aussi misé sur de mauvais chevaux en prenant des participations dans des compagnies étrangères en mauvaise santé comme

l'américain Continental Airlines (16,8 %), en redressement judiciaire, et le chilien Lan Chile (35 %).

Pour couronner le tout, l'achat en 1989 de 40 % des parts de la chaîne d'hôtels intercontinental pour 500 millions de dollars a largement contribué à déstabiliser les finances de la compagnie, qui a dû revendre ses actions au holding japonais Seibu, propriétaire des 60 % restants, en perdant entre 1,5 et 2 milliards de couronnes dans l'affaire. « Résultats en moins, le déclin est évident », a-t-il été écrit dans le rapport annuel de SAS. M. Jan Carlzon, ex-président de la compagnie, a été remplacé par M. Mats Wilander, ancien joueur de tennis, qui a promis de redresser la situation.

Le tableau est sombre pour SAS, qui s'était fixé pour objectif

d'être l'un des cinq gros porteurs européens à la fin des années 90. Pour l'instant, M. Carlzon est optimiste : restructuré, dégraissé - avec un plan social qui touche jusqu'à présent 3 500 personnes - plus efficace, SAS devrait se ressaisir et montrer un résultat positif en 1992.

La coopération avec Swissair et Austrian Airlines va s'approfondir (les trois compagnies desservent actuellement deux cent soixante-dix destinations). SAS s'attend à diversifier ses tarifs européens pour attirer la clientèle touristique, jusqu'ici défavorisée par la compagnie. Durement critiqué en Scandinavie, M. Carlzon n'a, pour sa part, aucune intention de démissionner de ses fonctions.

FRANÇOISE NIETO

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CRISE

□ Macy's va fermer 57 magasins. Macy's, placé à la fin janvier sous la protection de la loi sur les faillites (le Monde du 29 janvier) a annoncé, jeudi 5 mars, la fermeture de 57 magasins sur 250, dont 5 grands magasins sous l'enseigne I. Magnin et 52 autres spécialisés dans le vêtement (Fantasies by Morgan Taylor). Ces fermetures sont prises dans le cadre du plan de restructuration du groupe.

RÉSULTATS

□ La Lyonnaise de banque (groupe GAN-CIC) : hausse de 22,6 %. - Selon son président, M. Henri Moulard, la progression des résultats de la Lyonnaise de banque est la conséquence des efforts de gestion (baisse de plus de 38 millions des frais généraux) et de 115 millions de francs d'investissements informatiques engagés dans le cadre du plan de relance. Après dotations aux amortissements et provisions, le résultat d'exploitation ressort en hausse de 117,6 %, à 166,7 millions de francs. Le produit net bancaire est resté stable à 2,62 milliards de francs mais est en augmentation de 7,6 % par rapport à 1990. Le résultat net est en hausse de 23,6 %, à 115 millions de francs. Le solde net des provisions a légèrement reculé à 370 millions de francs contre 397 millions en 1990. Le capital de la Lyonnaise a été porté à 620 millions de francs contre 560 millions. Pour 1992, M. Moulard ne s'attend pas à une croissance significative du produit net bancaire mais entend poursuivre la compression des frais généraux.

□ Orsac (Lafarge-Cnpp) : pertes aggravées en 1991. - La société Orsac, filiale du groupe cimentier Lafarge-Cnpp spécialisée dans la biochimie et les semences, a annoncé jeudi 5 mars une aggravation de ses pertes nettes (part du groupe) à 211 millions de francs contre 129 millions en 1990. « Une désengagement du secteur

semences de grandes cultures est désormais fait, mais pas sans douleur. Le coût de sortie explique à lui seul nos pertes en 1991 », a déclaré M. Michel Rose, président-directeur général d'Orsac. Sans lui, Orsac aurait affiché un résultat courant positif de 26 millions. Le chiffre d'affaires du groupe est resté pratiquement stable à 1,95 milliard de francs en 1991.

□ SEB : hausse de 34 % de résultat net. - Le groupe SEB, spécialiste du petit électroménager avec les marques SEB, Tefal, Calor et Rowenta, a dégagé en 1991 un bénéfice net (part du groupe) de 312 millions de francs, en hausse de 34 % sur celui de l'exercice précédent (233 millions de francs). La progression du bénéfice, dont le rythme est comparable aux + 36 % de 1990, a été réalisée alors que les ventes consolidées ont augmenté de 8 % (à 3,075 milliards de francs). Le résultat opérationnel progresse de 23 % (à 962 millions de francs). En dépit du rachat récent de la société allemande Rowenta, les frais financiers n'augmentent pratiquement pas (+ 1 %, à 234 millions de francs).

CESSIONS

□ Unilever renonce à ses élevages de saumons au Chili. - Unilever, onomero mondial de l'élevage de saumons, a annoncé qu'il allait vendre les élevages qu'il détenait au Chili pour se concentrer sur sa production plus traditionnelle (savons, détergents, parfums, margarine et huiles comestibles...). Les élevages d'Unilever, créés en 1987 au Chili, produisaient 5 000 tonnes par an. Le secteur souffre d'une crise de surproduction qui obère sa rentabilité.

□ Allied-Lyons vend ses latérites britanniques dans le cadre et le vin. - Le groupe britannique d'alimentation et de boissons Allied-Lyons a conclu, le 2 mars, la vente de ses intérêts britanniques dans le cidre, le poiré et le vin pour 140 millions de livres (1,4 milliard de francs) à des investisseurs regroupés autour

des dirigeants de ces activités. La cession, en discussion depuis novembre 1991, porte sur les sociétés Vines Products and Whiteways (VPW), Showers et Warninks. Le repreneur est un groupe dirigé par M. John Wilkinson, directeur général de Showers et VPW, et soutenu par la société de capital-risque Candover Partners. Cette vente confirme la concentration d'Allied-Lyons sur ses marques internationales à forte valeur ajoutée. Récemment, le groupe a déjà vendu ses intérêts de production d'eau-de-vie en Espagne en échange d'une participation accrue dans son distributeur Domecq.

JUSTICE

□ Midi-Céréales : le PDG inculpé et écroué. - M. Roger Barde, PDG de Midi-Céréales (ex-meire de Pezans dans l'Aude), l'un des cinq premiers opérateurs du négoce de céréales qui a déposé son bilan lundi 2 mars, a été inculpé jeudi à Carcassonne, pour « abus de confiance », « faux en écritures privées et commerciales et banqueroute ». Midi-Céréales (27 salariés) affiche un passif de 154 millions au 30 juin 1991 pour un chiffre d'affaires de 713 millions de francs. L'entreprise a une double activité de collecte des récoltes de céréales et oléagineux auprès des stockeurs (coopératives et négociants) du Sud-Ouest et de vente d'engrais et produits vétérinaires. Son champ d'action dans le négoce s'étend au Gers, à la Haute-Garonne, l'Ariège, l'Aude, le Tarn-et-Garonne et le Lot-et-Garonne. Ses difficultés pourraient porter atteinte à une quarantaine d'organismes stockeurs dont les créances s'élevaient à 40 millions de francs, ainsi qu'à des transporteurs privés.

□ Mianita accepte de verser 127,5 millions de dollars à Honeywell. - Le groupe japonais Mianita Camera a annoncé, mercredi 4 mars, qu'il verserait à la société américaine Honeywell 127,5 millions de dollars (719 millions de francs) pour avoir piraté sa technologie brevetée d'appareils autofocus. L'accord entre les deux firmes fait suite à une décision d'un tribunal en février condamnant Mianita à payer 6 millions de dollars. Mianita a augmenté ce montant pour y inclure les droits d'utilisation du brevet à l'avenir. Suite à cette décision, Honeywell Inc. a annoncé qu'elle poursuivait en justice six autres fabricants d'appareils photographiques pour violation de copyrights. Il s'agit de Canon, Nikon, Kodak, Pentax, Olympus et Ricoh. La firme a affirmé qu'en tout, 14 fabricants utilisaient irrégulièrement sa technologie photographique.

NOMINATION

□ Nissan : M. Kume va quitter le poste de président. - M. Yutaka Kume, président de Nissan Motor depuis sept ans, devrait être remplacé en juin par son adjoint M. Yoshifumi Tsuji, actuel vice-président. Agé de soixante-dix ans, M. Kume occupera le poste moins opérationnel de président du conseil d'administration. Ce changement intervient alors que Nissan, tout comme les autres constructeurs japonais, rencontre des difficultés sur son marché intérieur, où ses immatriculations ont baissé en 1991 de 5,4 % (contre -4,6 % pour l'ensemble des constructeurs japonais). M. Kume est aussi président de la puissante Association japonaise des constructeurs automobiles (JAMA) et, à ce titre, principal interlocuteur de ses concurrents américains et européens.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 5 mars

Alourdissement

Une nette dégradation de la tendance a été constatée, jeudi 5 mars, à la Bourse de Paris dans un marché plus actif, en raison notamment d'importants échanges sur Eir-Aquitaine. En retrait de 0,49 % au début des transactions, les valeurs françaises abandonnaient en moyenne 0,67 % en fin de matinée. Passée la mi-journée, la tendance continuait de s'alourdir et, peu avant 14 heures, l'indice CAC 40 s'inscrivait au repli de 0,80 % sous son précédent niveau pour finalement s'établir en clôture en retrait de 0,76 %.

Selon les professionnels, le repli du marché est, effectivement, dû en grande partie aux attaques subies par Eir-Aquitaine depuis deux jours après l'annonce de la privatisation partielle de ce groupe pétrolier, prévue initialement pour novembre 1991 mais qui avait dû être repoussée en raison de la mauvaise conjoncture boursière. Selon des experts boursiers, le prix d'offre pour Eir, qui sera connu lundi 9 mars, pourrait comprimer entre 350 et 400 francs. En début de semaine, ce titre valait 385 francs environ. Au terme des échanges, le titre Eir cotait 370 francs, soit une perte de 1,3 % dans un marché de 261 000 titres.

Canal Plus a perdu 4,8 % alors que Matignon a donné raison à Thomson plutôt qu'à Canal Plus sur le conflit concernant la nouvelle norme de télévision. Rapi également de Carrefour (2,8 %), de Matra (2,8 %) et de l'UAP (2,3 %).

NEW-YORK, 5 mars

Poursuite de la baisse

Wall Street a accueilli ses portes fermées le mouvement de recul s'étant amplifié en début d'après-midi en raison de la remontée des taux d'intérêt. L'indice Dow Jones a clôturé à 3 241,50, en baisse de 27,06 points, soit un recul de 0,83 %. Quelque 207 millions d'actions ont été échangées. Le nombre des titres en baisse a dépassé celui des valeurs en hausse : 1 261 contre 474 ; 478 titres sont restés inchangés.

L'annonce du recul des demandes d'allocations chômage pour la semaine terminée le 22 février a encouragé une nouvelle hausse des taux d'intérêt à long terme américains, selon des analystes. Dominant, les investisseurs attendent la publication vendredi 6 mars des chiffres du chômage américain pour février. Les experts tablent en général sur un taux de chômage inchangé à 7,1 % et sur 20 000 créations d'emplois.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trois ans, principale référence, a grimpé à 7,94 % jeudi en contrepoint de 7,91 % mercredi soir. Il s'éloignait 1,97 % de la mi-séance.

VALEURS	Cours de 4 mars	Cours de 5 mars
Alcoa	72,39	70,12
AT&T	37,58	37,12
Boeing	47,14	46,68
Chemical Bank	22,78	22,12
Du Pont de Nemours	44,68	44,38
General Electric	55,44	55,08
IBM	98,78	98,32
Intel	37,78	37,32
Johnson & Johnson	57,38	57,02
McDonald	62,12	61,76
Merck	71,78	71,42
Microsoft	68,78	68,42
Schering-Plough	58,34	57,98
Texas Instruments	57,12	56,76
United Tech.	101,78	101,42
Yale	24,34	24,08
Xerox Corp.	78,58	78,22

LONDRES, 5 mars

Morosité

Les valeurs ont poursuivi leur recul jeudi 5 mars au Stock Exchange, déprimées par des incertitudes politiques et économiques. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 20,7 points, soit 0,8 %, à 2 538,3. Le volume des échanges s'est élevé à 603,1 millions de titres contre 505,4 millions la veille.

Un sondage donnant une avance de cinq points aux travaillistes dans les intentions de vote portant sur certaines propositions de loi, ainsi qu'une étude de l'organisme patronal Institute of Directors (IOD) soulignant la nouvelle baisse de la confiance des patrons ont pesé sur le marché. La tendance a été aussi affectée par la faiblesse de la livre, qui rend difficile une baisse des taux d'intérêt avant les élections.

TOKYO, 6 mars

Légère reprise

Repris à la hausse vendredi 6 mars à la Bourse de Tokyo. Au terme des échanges, l'indice Nikkei a clôturé en progression de 128,57 points, soit un gain de 0,6 %, à 20 992,99. Le volume de transactions s'est élevé à environ 28 millions de titres.

L'absence d'éléments sur lesquels anticiper a paralysé les investisseurs qui par ailleurs n'ont guère prêté attention à l'enquête de conjoncture trimestrielle de la Banque du Japon. Toutefois, selon les intervenants, quelques achats programmatiques et individuels ont soutenu le marché.

VALEURS	Cours de 5 mars	Cours de 6 mars
Alcoa	650	663
Boeing	1 090	1 110
Chemical Bank	1 340	1 320
Du Pont de Nemours	2 120	2 140
General Electric	1 480	1 470
IBM	1 320	1 310
Intel	800	810
Johnson & Johnson	4 010	4 000
McDonald	1 370	1 360

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcoa	4375	4350	Inter. Computer	180	180
Amtrak Assoc.	250	250	L.P.B.M.	68	68
B.A.C.	83	83	Local invest.	208	208
Banq. Vieux	798	798	Locatim	76 50	76 50
Bolton (Ly.)	368	368	Macro Comm.	173 20	173 10
Bolton (Ly.)	210	210	Maxi	167 10	167 10
CAL-de-Fr. (C.C.I.)	911	913	Publ. Fapoch	392 00	399
Canal	358	358	Racal	513	513
Canal	827	830	Rhone-Alp. (Ly.)	328	328
C.E.P.E.	180	180	Selco Invest (Ly.)	98	98
C.F.P.I.	259	259	Serbo	320	320
C.N.I.M.	1035	1006	Sopra	348	348
Compteur	280	280	TFI	376 10	388
Confiance	1040	1040	Thermador H. (Ly.)	367	367
Cowles	208	208	Unilog	228	228
Dagblin	305	305	Viel et Co	100	100
Dalmeida	1035	1035	Y. St-Laurent Group	880	880
Danachy Worms Co.	340	306 90			
Doverley	985	980			
Dreier	222	222			
Edison	125	125			
Edison	190	190			
Europ. Propag.	241	241			
Finco	705	705			
G.F.F. (group. Ind.)	116	116			
G.I.M.	360	360			
Géograph	670	670			
Géol	190	190			
L.C.C.	100	100			
Mariva	100	100			
Monch. Houtier	1207	1204			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 5 mars 1992

Nombre de contrats estimés : 114 098

COURS	Mars 92	Sept. 92	Sept. 92
Dernier	107,56	108,98	109,42
Précédent	107,84	109,28	109,54

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
110	0,38	1,25

CAC 40 A TERME

(MATIF)

COURS	Mars	Avril	Mai
Dernier	1 988	2 004	2 030
Précédent	2 002,50	2 022	2 030

CHANGES

Dollar : 5,67 F

Le dollar s'inscrit en légère baisse vendredi 6 mars, particulièrement contre le yen, le ministre des finances japonais ayant déclaré qu'un cours de 125 yens pour un dollar était souhaitable. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 5,67 francs contre 5,685 francs jeudi à la cotation officielle.

FRANCOFORT	5 mars	6 mars
Dollar (en DM)	1,6734	1,6695

TOKYO	5 mars	6 mars
Dollar (en yen)	132	131,63

MARCHÉ MONÉTAIRE	(effets privés)
Paris (6 mois)	9 13/16 - 15/16
New-York (5 ans)	3 1/2

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

Valeurs françaises : 113,60
Valeurs étrangères : 104,90
(SBF, base 100 : 31-12-81)
Indice général CAC : 536,50
Indice CAC 40 : 31-12-87
Indice CAC 40 : 1988 1973

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Indice Dow Jones : 3 241,50

LONDRES (indice Financial Times)

Indice Financial Times : 2 538,3

100 valeurs : 2 538,40

30 valeurs : 1 990,60

Mines d'or : 126

Fonds d'Etat : 87,42

FRANCOFORT

Dax : 1 798,05

Nikkei Dow Jones : 20 993

Indice général : 1 524

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
	5,6725	5,6750	5,7530	5,7585

\$ E-U	5,6725	5,6750	5,7530	5,7585
Yen (100)	131,80	131,85	131,85	131,85
DM	6,5520	6,5540	6,5540	6,5540
DM	6,5520	6,5540	6,5540	6,5540
DM	6,5520	6,5540	6,5540	6,5540
DM	6,5520	6,5540	6,5540	6,5540
DM	6,5520	6,5540	6,5540	6,5540
DM	6,5520	6,5540	6,5540	6,5540
DM	6,5520	6,5540	6,5540	6,5540
DM	6,5520	6,5540	6,5540	6,5540

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
4 1/4	4 3/8	4 1/4	4 3/8	4 7/16	4 9/16

\$ E-U	4 1/4	4 3/8	4 1/4	4 3/8	4 1/4	4 3/8
Yen (100)	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16
DM	9 15/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16
DM	9 15/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16
DM	9 15/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16
DM	9 15/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16
DM	9 15/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16
DM	9 15/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16
DM	9 15/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16
DM	9 15/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16

Ces cours indiqués, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde-RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Vendredi 6 mars : Jacques Raymond, PDG de Voile et Voyages.

Lundi 9 mars : Michel Charbonnier, délégué au comité central d'entreprise de Bull.

« Le Monde L'économie » du 10 mars publie une enquête sur les relations industrielles des ans après.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

RÉSULTATS DE L'EXERCICE 1991

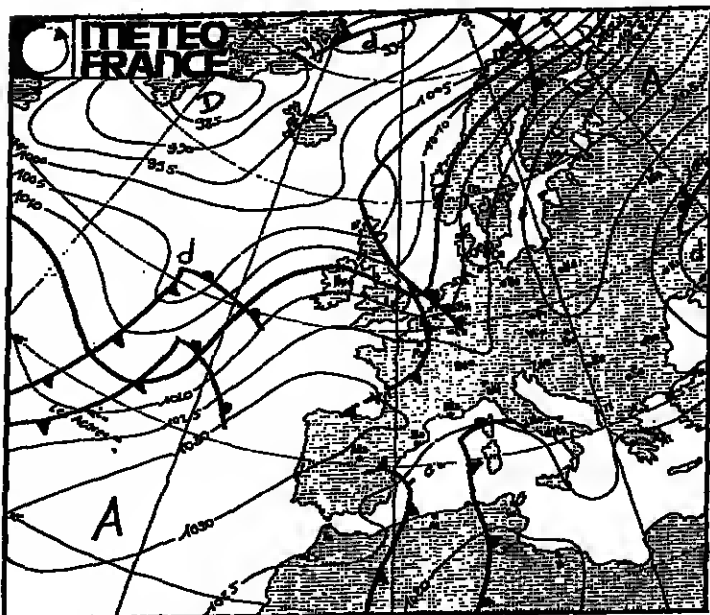
Poursuite de la croissance dans un environnement difficile

Sema Group a réalisé pour l'exercice 1991 un chiffre d'affaires consolidé de 412,5 millions de livres, en progression de 10 % (375 millions de livres en 1990) et un résultat après impôts, en augmentation de 2,5 % (10,6 millions de livres en 1991 contre 10,4 millions de livres en 1990). Le résultat par action après impôts et intérêts minoritaires s'élève à 11 pence (10,5 pence en 1990). Le Conseil d'Administration a décidé de proposer la mise en paiement d'un dividende de 2,6 pence (1991 : 2,5 pence).

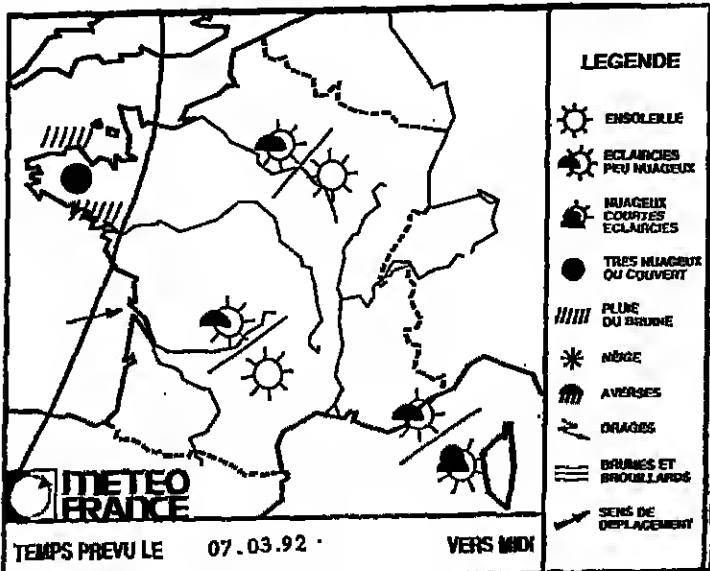
Ces résultats témoignent du dynamisme de Sema Group, qui s'est trouvé confronté aux conditions de marché les plus défavorables que l'industrie du logiciel ait jamais connues.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6 MARS 1992 À 0 HEURE TU



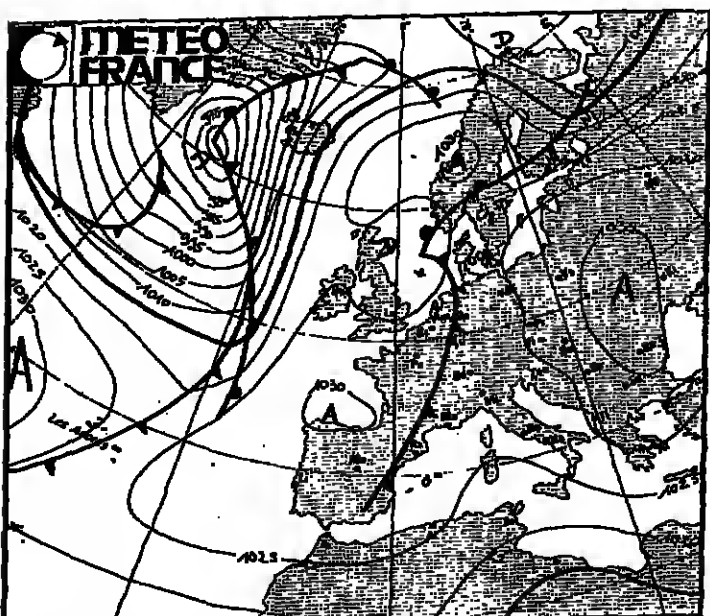
PRÉVISIONS POUR LE 7 MARS 1992



Samedi : nuages par l'ouest, soleil à l'est. La nuit, les bruyards seront nombreux sur l'ensemble du pays et pourront persister jusqu'en fin de matinée. Sur la Bretagne, le ciel sera très nuageux avec l'arrivée de pluie par l'ouest. Sur le Sud-Est et la Corse, le temps sera très nuageux. Sur le reste du pays, le soleil sera gêné par la dissipation des bruyards. L'après-midi, il pleuvra de la Bretagne à la Normandie jusqu'à la Vendée. Les nuages envahiront le ciel des Charentes au Nord-Pas-de-Calais avec de la pluie en soirée. À l'est d'une ligne Lille-Bordeaux, l'après-midi sera bien ensoleillé, malgré les nuages élevés gagnant par l'ouest du pays. Sur le Sud-Est et la Corse, le soleil sera gêné par les nuages. L'après-midi, il pleuvra de la Bretagne à la Normandie jusqu'à la Vendée. Les nuages envahiront le ciel des Charentes au Nord-Pas-de-Calais avec de la pluie en soirée.

Les températures maximales iront de 14 à 18 degrés dans l'intérieur du pays, avec quelques faibles gelées vers l'est. Sur les côtes, elles varieront de 6 à 8 degrés. L'après-midi, les températures avoisneront 12 à 14 degrés au nord et 15 à 18 degrés au sud.

PRÉVISIONS POUR LE 8 MARS 1992 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé											
Valeurs extrêmes relevées entre le 5-3-1992 à 18 heures TU et le 6-3-1992 à 6 heures TU						le 6-3-92					
FRANCE											
ALJACCIO	20	12	C	TOULOUSE	12	9	LUXEMBOURG	13	7	C	
MARITIME	18	10	C	LYONS	13	0	MADRID	14	2	C	
BORDAUX	16	8	C	PONT-A-MÛRE	20	20	MARRAKECH	18	8	D	
BREIZH	12	4	C				MEXICO	28	9	D	
BREST	12	4	C				MILAN	11	7	B	
CABRI	12	4	C				MONTREAL	3	-10	D	
CHERBOURG	10	2	C	ALGER	16	12	C	MOSCOW	2	-3	C
CHERBOURG-VR	12	2	B	AMSTERDAM	14	9	C	NEW DELHI	29	15	C
DIJON	10	4	B	ATHENS	17	7	D	NEW YORK	14	8	C
GRENOBLE	10	4	P	BANGKOK	26	24	D	OSLO	4	1	C
LILLE	10	2	C	BARCELONE	15	19	C	PARMA-DEMAJ	17	12	C
LIMOGES	10	2	C	BERGAMO	14	1	D	PEKIN	0	-1	D
LYON	10	2	C	BERLIN	14	5	N	ROUEN	12	8	C
MARSEILLE	10	2	C	BROUPELLES	16	3	D	SAO PAULO	22	18	C
NANTES	10	2	C	CHARENTAIS	9	4	C	STOCKHOLM	9	3	C
NICE	10	2	C	DAKAR	28	16	D	SYDNEY	27	19	D
PARIS-MONTY	10	2	C	DELHI	34	24	D	TOKYO	6	4	P
PARIS-MONTY	10	2	C	GRUYERE	10	7	C	TUNIS	17	12	C
PERPIGNAN	10	2	C	HONGKONG	18	11	F	VARSOVIE	8	-3	D
RENNES	10	2	C	ISPAHNK	18	12	D	VIENNE	11	4	B
ST-ETIENNE	10	2	C	JERUSALEM	22	7	N				
STRASBOURG	10	2	C	LE CAIRE	22	12	D				
				LISBONNE	18	9	D				
				LONDRES	12	4	C				
				LOS ANGELES	17	13	C				
A	B	C	D	N	O	P	T	*			
aversé	brûlée	ciel couvert	ciel couvert	ciel partiellement couvert	orange	pluie	tempête	neige			

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale, moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PHILATÉLIE

Le patrimoine mondial

Pour assurer la préservation du patrimoine commun de l'humanité, la convention «concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel» a été adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO en 1972. Aujourd'hui, cent dix-sept États ont souscrit à cette convention qui les engage à protéger les biens situés sur leur territoire. Un comité spécial choisit les sites et monuments devant être inscrits sur la liste du patrimoine mondial, lesquels pourront être protégés et bénéficier de subventions ou de services d'experts en restauration.

En France, par exemple, une vingtaine de sites figurent dans cette liste : le Mont-Saint-Michel, la cathédrale de Chartres, Chambord, Vézelay... et, parmi les derniers, les rives de la Seine à Paris - du pont Sully au pont d'Iéna - ou la cathédrale de Reims.

Les administrations postales ne restent pas insensibles à ces efforts. Depuis 1980, les timbres de service français de l'UNESCO ont pour thème des sites inscrits au patrimoine mondial : Gorée, Moenjodaro, l'acropole d'Athènes, etc. L'Espagne en est à sa quatrième série sur ce

thème (cathédrale de Séville, parc national de Garajonay, porte d'Alcantara à Talé et Casa de las Conchas à Salamanque). L'administration postale des Nations unies vient, pour sa part, d'émettre une superbe série de six timbres-photos sur Abou-Simbel (Égypte), Stonehenge (Royaume-Uni), la grande muraille de Chine, et les parcs nationaux d'Uluru (Australie), de Sagarmatha (Népal), d'Ignepu (Brésil). Le timbre retrouve ainsi sa raison d'être : une fabuleuse incitation au voyage.

Administration postale des Nations unies, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10, Suisse.

Rubrique réalisée par la rédaction du mensuel *Le Monde des philatélistes*, 1, place Hubert-Ben-Méry 94852 Ivry-sur-Seine Cedex. Téléphone : (1) 49-60-33-28. Télécopie : (1) 49-60-33-29. Spécimen récent sur demande contre 15 F en timbres.

En filigrane

Le Monde des philatélistes de mars. - Le Monde des philatélistes de mars consacre un ensemble d'une vingtaine de pages à Paris, préfacé par Jacques Chirac, à l'occasion d'une exposition intitulée «Paris en timbres» qui se déroule dans le salon d'accueil de l'Hôtel de Ville jusqu'au 14 mars (la *Monde* du 22 février). Paris à travers les timbres de France et du monde entier ; les oblitérations parisiennes d'hier et d'aujourd'hui ; un sujet cartes postales sur les Halles centrales, etc., illustrent la richesse de ce thème.

Autres sujets au sommaire : les expéditions sud-africaines en Antarctique ; la variété «à la corne» et la reconstruction du parterre 82 du *Maple Leaf* n° 29 type II et les nombreuses rubriques habituelles. A noter que la couverture de ce numéro est signée Raymond Moret (*Le Monde des philatélistes*, 88 pages, en vente en kiosques 25 F).



John Weyns, Ingrid Bergman, William Holden et les autres. - La *Sierre-Leone* a émis récemment une série de douze timbres et trois blocs consacrés à des films célèbres ayant pour cadre la seconde guerre mondiale. On peut reconnaître, entre autres acteurs, Charlie Chaplin (*le Dic-*

tateur), John Wayne (*Sands of Iwo Jima*), Ingrid Bergman (*Casablanca*), William Holden (*le Pont de la rivière Kwaï*) et George C. Scott (*Paton*).

Manifestations. - Bureau de poète temporal, le jeudi 19 mars, 37-39, rue des Gâtines, Paris-20, à l'occasion du trentième anniversaire du casse-le-feu en Algérie. Souvenirs philatéliques : Club philatélique FNACA, 37-39, rue des Gâtines, 75973 Paris Cedex 20. Bourse toutes collections, le dimanche 22 mars, dans la salle du restaurant scolaire du lycée Vauban à Givet (Ardennes).

Littérature. - Le Musée de la poste de Paris diffuse un catalogue consacré à la dernière exposition de l'Académie de philatélie. Chaque collection y est présentée à l'aide d'un texte illustré d'une photo, en noir et blanc, d'une pièce exceptionnelle. L'ouvrage, de soixante-quatre pages, au format 21x29,7 cm, est en vente à la boutique du musée ou par correspondance au prix de 100 F (port en sus 30 F). S'adresser au Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard, 75731 Paris Cedex 15.

L'Association française de philatélie thématique (AFPT), 51 bis, rue Pasteur, 92330 Sceaux diffuse régulièrement des bulletins émanant de groupes spécialisés qui le composent : Europa, storia, géologie-préhistoire, religion, santé, faune, sports, musique, théâtre et danse, flore. Une mine de renseignements pratiques, d'études de fond où le recensement des nouveautés n'est, bien sûr, pas oublié.

WEEK-END D'UN CHINEUR

PARIS
Samedi 7 mars
Dnnot-Richelieu, 13 h 30 : affiches publicitaires ; 16 h : tapis d'Orient.

ILE-DE-FRANCE
Samedi 7 mars
Chartres, 14 h : poupées, accessoires ; La Varenne-Saint-Hilaire, 14 h 30 : mobilier, objets d'art.

PLUS LOIN
Samedi 7 mars
Alès, 14 h 30 : bibelots, linge ; Fécamp, 14 h 30 : art d'Asie ; Limoges, 14 h 30 : archéologie ; Moulins, 14 h : jouets, chemins de fer ; Nantes, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Yverdon, 14 h 30 : tableaux, sculptures modernes ; Vitry-le-François, 14 h : vins, alcools.

Dimanche 8 mars
Arles, 14 h 15 : mobilier, objets d'art ; Biarritz, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Boissy-en-Brie, 14 h 30 : tableaux modernes et contemporains ; Doullens, 14 h 15 : mobilier, objets d'art ; Lorient, 14 h 30 : mobilier, Campagne des Indes ; Louviers, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Poot-Andemer, 14 h 30 : tableaux modernes, mobilier ; Rouen, 14 h 30 : argenterie, bijoux.

FOIRES ET SALONS
Colmar, Castelsarrasin, Saint-Raphaël, La Rochelle, Chartres, Tonanais, Ronche (collections), Clermont-Ferrand (Salon des armes anciennes), Bayonne et Limoges (Salon des bijoux anciens).

LOTTO 1985									
1	7	19	23	34	38	17			
6	10	20	25	30	35	10			
5	11	21	26	31	36	11			
4	12	22	27	32	37	12			
3	13	23	28	33	38	13			
2	14	24	29	34	39	14			
1	15	25	30	35	40	15			
0	16	26	31	36	41	16			
9	17	27	32	37	42	17			
8	18	28	33	38	43	18			
7	19	29	34	39	44	19			
6	20	30	35	40	45	20			
5	21	31	36	41	46	21			
4	22	32	37	42	47	22			
3	23	33	38	43	48	23			
2	24	34	39	44	49	24			
1	25	35	40	45	50	25			
0	26	36	41	46	51	26			
9	27	37	42	47	52	27			
8	28	38	43	48	53	28			
7	29	39	44	49	54	29			
6	30	40	45	50	55	30			
5	31	41	46	51	56	31			
4	32	42	47	52	57	32			
3	33	43	48	53	58	33			
2	34	44	49	54	59	34			
1	35	45	50	55	60	35			
0	36	46	51	56	61	36			
9	37	47	52	57	62	37			
8	38	48	53	58	63	38			
7	39	49	54	59	64	39			
6	40	50	55	60	65	40			
5	41	51	56	61	66	41			
4	42	52	57	62	67	42			
3	43	53	58	63	68	43			
2	44	54	59	64	69	44			
1	45	55	60	65	70	45			
0	46	56	61	66	71	46			
9	47	57	62	67	72	47			
8	48	58	63	68	73	48			
7	49	59	64	69	74	49			
6	50	60	65	70	75	50			
5	51	61	66	71	76	51			
4	52	62	67	72	77	52			
3	53	63	68	73	78	53			
2	54	64	69	74	79	54			
1	55	65	70	75	80	55			
0	56	66	71	76	81	56			
9	57	67	72	77	82	57			
8	58	68	73	78	83	58			
7	59	69	74	79	84	59			
6	60	70	75	80	85	60			
5	61	71	76	81	86	61			
4	62	72	77	82	87	62			
3	63	73	78	83	88	63			
2	64	74	79	84	89	64			
1	65	75	80	85	90	65			
0	66	76	81	86	91	66			
9	67	77	82	87	92	67			
8	68	78	83	88	93	68			
7	69	79	84	89	94	69			
6	70	80	85	90	95	70			
5	71	81	86	91	96	71			
4	72	82	87	92	97	72			
3	73	83	88	93	98	73			
2	74	84	89	94	99	74			
1	75	85	90	95	00	75			
0	76	86	91	96	01	76			
9	77	87	92	97	02	77			
8	78	88	93	98	03	78			
7	79	89	94	99	04	79			
6	80	90	95	00	05	80			
5	81	91	96	01	06	81			
4	82	92	97	02	07	82			
3	83	93	98	03	08	83			
2	84	94	99	04	09	84			
1	85	95	00	05	10	85			
0	86	96	01	06	11	86			

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 7 mars

IMAGES DANIEL SCHNEIDERMAN

Politesses sous l'épée

L'ABSTENTION est peut-être bonne conseillère : il y avait de l'écoute mutuelle dans l'air. Une sorte de bons vouloir réciproque, guère respirée depuis longtemps dans une manifestation de ce type. Les participants du « grand débat des régions », offert par TF 1 à la conscience civique nationale, semblaient bridés par une commune hantise du dérapage.

On voyait presque peser au-dessus d'eux, comme un surmoi collectif, l'épée redoutable du « rejet-de-la-politique ». On sentait une louable application à ne pas reproduire les errements des années, les baisers au oiseau Giscard-Chirac, les pugilats à la Marchais ou les mercredis de l'Assemblée. On les sentait enfin liés, au moins les « trois grands », Fabius, Juppé et Lott, par la solidarité lesse de ceux qui gardent la boutique des vieux partis – encore que Lottard ait un pied dehors – pendant que leurs camarades de génération betifolaient en grand soleil dans le parler-vrai.

Ce fut donc un festival de « permettez donc que je vous interrompe » et de « je vous en prie ». Et sur le fond, évidemment, beaucoup moins novateur, proportionnelle, chômage, votre programme, notre bien, Le Pen en source blanche, Le Pen en vinaigre.

On attendait avec curiosité les deux écologistes riveaux, Brice Lalonde epperut assez énévéré, sans que l'on discernât précisément contre qui. Qu'en à Antoine Wesscher, il nous leissa evoir dans la tête quelq'un qui engage une discuaion de bonne foi avec Bruno Mégret – venu lesté de ses cinquante propositions pour cet, cinquante et une meures pour cela – à propos des influences roumaines dans la culture elsaennne ? Tout cile n'empêcha pas les « trois grands », qui ne menquent pas de métier, de réviser à l'égard des électeurs écologie de compliméte et d'émabilité.

Vere la fin, epperut eux stotiques l'ombre du semblant d'une discussion qui rappelleit veguemant les problèmes des gens. Il fut question de voitures, de camions, de trains. Feut-il construire des TGV ou des autoroutes ? Feut-il insteurer à l'entrée des villes des péages urbains, pour dissuader autoritairement l'usage de l'automobile individuelle ? Lalonde et Jean-Claude Gaysot s'opposèrent sur le sujet, en un bref échange révélateur. On en euraît volontiers écouté davantage, puisqu'il perit que tout cela relève de la compétence des régions et que, ei certaine ne l'ont pas encore comprise, nous sommes conviés dans quelques jours à des élections régionales.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◊ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef d'œuvre ou classique.

Vendredi 6 mars

TF 1	FR 3
20.45 Mariétés : Tous à la Une.	20.45 Magazine : Thalassa.
22.40 Sport : Boxe, Match international : mi-lourds : Henri Masker (Allemagne) - Leslie Stawen (Trinidad), à Ouessant.	21.40 Magazine : Caractères. Destin. Invité : Jeanne Bourin (les Compagnons d'éternité) ; Eve de Castro (Ayez pitié du cœur des hommes) ; notre collaborateur Robert Solé (le Tarbouche) ; John Wideman (Sûs-je le gardien de mon frère ?).
23.45 Journal, Météo et Trafic info.	22.45 Journal et Météo.
23.50 Documentaire : Récits d'Indochine.	23.05 Magazine : Musicales. Jeanne au bûcher, de Paul Claudel, musique d'Arthur Honegger, mise en scène de Michel Lonsdale.
A 2	0.35 Musique : Mélomanuit. La Sacre du printemps.
20.50 Jeu : La Pista de Xapatan.	
22.15 Feuilleton : Camille Claudel, (2 ^e épisode).	
23.05 1, 2, 3, Théâtre.	
23.10 Cinéma : Tirez sur le pianiste. ■■■ Film français de François Truffaut (1980).	
0.35 Journal et Météo.	
FR 3	
20.45 Magazine : Thalassa. L'Archipel du désert.	
21.40 Magazine : Caractères. Destin. Invité : Jeanne Bourin (les Compagnons d'éternité) ; Eve de Castro (Ayez pitié du cœur des hommes) ; notre collaborateur Robert Solé (le Tarbouche) ; John Wideman (Sûs-je le gardien de mon frère ?).	
22.45 Journal et Météo.	
23.05 Magazine : Musicales. Jeanne au bûcher, de Paul Claudel, musique d'Arthur Honegger, mise en scène de Michel Lonsdale.	
0.35 Musique : Mélomanuit. La Sacre du printemps.	
CANAL PLUS	
En clair jusqu'à 20.30	
20.05 Sport : Football. Toulon-Paris-Saint-Germain. 31 ^e journée du Championnat de France de première division.	
22.30 Magazine : Les K. O. de Canal Plus.	
22.50 Flash d'informations.	
23.00 Le Journal du cinéma.	
23.00 Cinéma : Né un 4 juillet. ◊	

TF 1
13.15 Magazine : Reportages. Jaunes... alcool. Le piège. Un mal-être noyé dans la boisson.
13.50 Jeu : Millionnaire.
14.05 La Une est à vous. Avec la série « Pour l'amour du risque ».
15.05 Téléfilm : Terreur sur la « Queen Mary ».
17.15 Divertissement : Vidéo gag.
17.45 Magazine : Trente millions d'émis.
18.25 Jeu : Une famille en or.
18.45 Divertissement : Les Roucasseries.
19.15 Jeu : La Roue de la fortune.
19.50 Tirage du Loto.
20.00 Journal, Tapie vert Météo et Tierscé.
20.50 Variétés : Sébastien c'est fou !
22.35 Magazine : Ushuele. A Silver Bank, mer des Caraïbes (2 ^e partie).
23.40 Journal et Météo.

A 2
13.25 Magazine : Résistances. Le Désastre social aux Etats-Unis : La Ville test. La misère au pays du dollar.

LES AILES DU DELIRE

DES AVIONS, TOUS LES AVIONS

UNE SERIE INEDITE

DE 50 EPISODES.

CE SOIR 20H35 SUR PLANETE 2

14.20 Magazine : Animelie.
15.10 Magazine : Sports passion. Rugby : Le Tournoi des cinq nations.
15.15 Tierscé, en différé d'Evry.
15.25 Sport : Rugby. Tournoi des cinq nations : Ecosse-France (1 ^{re} et 2 ^e mi-temps) ; A 17.05, Angleterre-Pays de Galles (2 ^e mi-temps).
18.05 ► Série : ENG. Bulletin spécial.
18.50 INC.
18.55 Jeu : Des chiffres et des lettres.

LA 5
20.50 Téléfilm : Fenêtre sur femmes.
22.25 Téléfilm : La Masque de la diva.
23.35 C'est pour rire.
23.50 Journal de la nuit.

M 6
20.40 Téléfilm : Vidéo scandale.
22.20 Série : Equiselzer.
23.15 Magazine : Emotions, charme et érotisme.
23.45 Capital.
0.00 Six minutes d'informations.

L'OISEAU DES GLACES

TERRE ADELIE

TERRE DES PINGOUINS.

CE SOIR 18H20 SUR PLANETE 2

18.05 Magazine : Téléfoot.
18.55 Loto sportif.
19.05 Magazine : 7 sur 7. Invité : Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget.
20.00 Journal, Météo et Tapie vert.
20.50 Cinéma : Peir et l'empire. ◊ Film italien de Sergio Corbucci (1978).
22.50 Magazine : Ciné dimanche.
22.55 Cinéma : Ah les Belles Bacchantes. ◊ Film français de Jean Loup Baudouin (1954).
0.35 Journal et Météo.

A 2
13.20 Dimanche Martin. (et à 15.45) Le monde est à vous, avec Enrico Macias.
14.50 Série : Mec Gyver.
17.25 Documentaire : L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau.
18.10 1, 2, 3, Théâtre (et à 1.35).
18.15 Magazine : Stade 2. Basket-ball ; Football ; Omni-

19.25 Série : Sylvie et compagnie.
19.50 Trois minutes pour faire lire. La Mise à l'écart, de Marie Didier.
19.59 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Magazine : La Nuit des héros.
22.40 Magazine : Double jeu.
23.55 Série : Euroffice.
0.50 Journal et Météo.

FR 3
13.00 Télévision régionale.
14.00 Variétés : Eurotop.
14.30 Magazine : Mondo Sono. Burkina-Faso, Maïmaka, Côte d'Ivoire, Guyane.
De 15.00 à 17.30 La Sept
17.30 Magazine : L'Heure du golf.
18.00 Magazine : Montagne. Le Long Silence. Au manoir de la Grande-Chartreuse.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
De 20.00 à 1.00 La Sept

CANAL PLUS
En clair jusqu'à 8.00
13.30 Magazine : L'Œil du cyclone.
14.01 Le Journal du cinéma.
14.05 Jusqu'au bout de la vengeance.
15.30 Le Journal du cinéma.
16.05 Documentaire : Canal Geinebarre (1 ^{re} partie).
17.05 Les Superstars du catch.
En clair jusqu'à 20.30
18.00 Décade pas Sunny.
19.05 Dessin animé : Les Simpson.
19.30 Flash d'informations.
19.35 Le Top.
20.30 Téléfilm : Un mort bien vivant. La vengeance d'un mari trompé.
22.00 Les Nuis... l'émission.

22.50 Flash d'informations.
22.55 Sport : Boxe. Championnat d'Europe des super-plumes : Pierre Lorcy (France) - Jimmy Bradahl (Danemark).
0.00 Le Journal du hard.
0.05 Cinéma : L'Allumeuse. Film américain classé X, de John Lassie (1990).

LA 5
13.20 Série : K 2000.
14.15 Série : L'homme qui valait 3 milliards.
15.05 Téléfilm : Règlement de comptes au vieux corail.
16.40 Série : Lou Grant.
17.30 Série : TV 101.
18.20 Série : Frog Show.
18.30 Magazine : Intégral.
19.05 Série : L'Enfer du devoir.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Série : Kojak.
22.25 Sport : Patinage artistique. « La 5 ^e Nuit des services », avec Marina Klimova, Sergueï Ponomarenko, Isabelle et Paul Ouchesney.
23.40 Journal de la nuit.

M 6
13.55 Série : Supercopier.
14.50 Série : Laredo.
15.45 Feuilleton : Deux ans de vacances.
16.45 Série : Les Espions.
17.35 Série : Le Saint.
18.25 Série : Les Têtes brûlées.
19.20 Magazine : Turbo.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Papa Schultz.
20.30 Les Dents de l'humour.
20.40 Téléfilm : Une fille dans l'équipe. Passionnée de football américaine.
22.15 Téléfilm : Toi, mon fils. Un homosexuel dans la famille.
23.50 Musique : Flashback.
0.20 Six minutes d'informations.

LA SEPT
14.30 Documentaire : Musique en temps réel.
15.00 De 15.00 à 17.30

Dimanche 8 mars

19.20 Flash d'informations.
19.25 Ça cartoon.
20.20 Dis Jérôme... ?
20.25 Magazine : L'Equipe du dimanche.
20.30 Cinéma : Mr and Mrs Bridge. ■ Film américain de James Ivory (1990).
22.30 Flash d'informations.
22.35 L'Equipe du dimanche.
0.35 Cinéma : Lise. ■ Film américain de Gary Sherman (1989) (v.o.).
2.10 Documentaire : Expédition au mont Logan. De Chris Lister.

FR 3
13.20 Magazine : D'un soleil à l'autre.
13.50 Magazine : Feut pas rêver. Mauritanie : le train le plus long du monde ; Canada : Hutterites, les colons de Dieu ; France : le mélodie du bonheur.
14.45 Magazine : Sports 3 dimanche. Cyclisme : Paris-Nice ; Basket-ball américain : 42 ^e All Stars Games, Est Ouest.
17.15 La Choix de Lulo.
18.15 Magazine : A vos amours.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 18.12 à 19.35, le journal de la région.
20.05 Dessin animé : De nouveaux habits pour les contes défaits.
20.10 Série : Benny Hill.
20.45 Spectacle : Le Cirque du soleil.
22.05 Magazine : La Divan.
22.25 Journal et Météo.
22.50 Sport : Voile. Coupe de l'America.
22.55 Cinéma : Le Carrosse d'or. ■■ Film franco-italien de Jean Renoir (1952) (v.o.).
0.30 Musique : Mélomanuit.

CANAL PLUS
En clair jusqu'à 7.25
14.00 Téléfilm : La Guerre des services secrets.
15.40 Magazine : 24 heures.
16.35 Dessin animé : Les Simpson.
17.00 Les Nuis... l'émission.
17.56 Le Journal du cinéma.
18.00 Cinéma : Charlie. ■■ Film d'animation américain de Don Bluth (1989).
En clair jusqu'à 20.30

13.20 Série : L'Incroyable Hulk.
14.45 Multitop.
16.15 Jeu : Hit hit hit boum !
18.20 Série : Clair de lune.
17.15 Série : Le Saint.
18.05 Série : Tonnerre mécanique.
19.00 Série : Les Routes du paradis.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Medeme est servie.
20.30 Magazine : Sport 6.
20.40 Téléfilm : Au nom de l'amour.
22.20 Magazine : Culture pub.
22.50 Cinéma : Le Menhir aux louves. Film français de Michel Lemaire (1972).
0.10 Six minutes d'informations.

LA SEPT
13.35 Documentaire : Cebra marcado para morir.

Soit-on jemeie. 15.05
Danse : Dernière fute. 15.35
La Saison de musique : Claude Helffer (2 ^e partie).
16.30 Tours du monde
tours du ciel.
6. Est-Ouest. 1642-1743.
17.30 Magazine : Paris-Werszawa.
18.00 Avis de tempête.
19.00 William Forsythe au travail.
20.00 Le Dessous des cartes.
20.05 Histoire parallèle.
21.00 Téléfilm : Monsieur Abel.
22.35 Le Courrier des téléspéctateurs.
22.40 Soir 3.
22.55 Magazine : Cinéma de poche.
0.00 Magazine : Magamix.

FRANCE-CULTURE
20.30 Photo-portrait. Jean-Loup Champion, responsable des livres d'art chez Gallimard.
20.45 Dramatiques. La Requête d'Eugène, de Philippe Delaigue. La Cycliste en feu, d'après Rainer Puchert.
22.35 Musique : Opus. Pierre Louki ou la solitude du chanteur de fond.
0.05 Rencontre au clair de la nuit. Jean-François Oualicki (Cena via même, texte de Stephen Jourdain).

FRANCE-MUSIQUE
18.00 Opéra (en direct de la salle Pleyel) : La Walkyrie, de Wagner, par l'Orchestre philharmonique et le Chœur de Radio-France, dir. Marek Janowski ; sol : Eva Marton, James Morris, Françoise Pollet, Robert Schenk, Mariana Lipovsek, Mathias Hilt, Gyrgi Benza, Valérie Millot, Hanna Schaefer, Briji Calm, Anne Panuili, Hélène Peraguin, Jadwiga Rappo.
0.08 Les Bruits du siècle. Par Marc Texier.
1.30 J'ai le mémoire qui chante. Par David Jesse.

15.25 Flash d'information (et à 16.25, 18.05, 18.55, 19.55).
15.30 Le Selon littéraire de l'Europe. Dostoevski.
16.30 Téléfilm : L'Invité clandestin.
18.10 Documentaire : Lettre d'un temps de guerre.
19.00 Olivier Delabré peint le rideau de la Comédie-Française.
20.00 Magazine : Paris-Warszawa.
20.30 Le Courrier des téléspéctateurs.
20.35 Cinéma : La Mort d'un bureaucrate. ■■ Film cubain de Tomas Gualeraz Alca (1986).
22.00 Le Dessous des cartes.
22.10 Cinéma : Boudu sauvé des eaux. ■■
23.30 Court métrage.

FRANCE-CULTURE
20.30 Atelier de création radio-phonique. Tentative de description de choses vues au carrefour Mabillon, par Georges Perec.
22.35 Musique : Le Concert (donné le 7 janvier au studio 105 de la Maison de Radio-France) : Musique traditionnelle suédoise, par l'Ensemble Pyram (Maria Jonsson, violon, Stefan Ekedahl, cornemuse et violoncelle, Jean-Pierre Vvat, flûte et accordéon, Freddy Fredriksson, bouzouki nord-européen) ; Musique et chants de Norvège, par l'Ensemble Kirsten Braten Berg Och Vanner (Kirsten Braten Berg, Lena Willemark, chant, Gunnar Stubæk, violon norvégien, Per Gudmunsson, violon et cornemuse, Aje Moller, bouzouki et flûte).
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE
20.35 Concert de jazz (donné le 17 août 1981 lors du Festival de Marciac) : Œuvre de John Lewis, Milt Jackson, Duke Ellington, Thelonious Monk, Charlie Parker, Rodgers, par la Modern Jazz Quartet.
22.15 Mémoire d'orchestres. Par Philippe Morin. Festival Honegger.
23.35 Mère obscure père ambigu et fils accompli. Par René Koering. Le piano romantique. Œuvre de Glazounov, Schmidt, Chopin.
1.00 Les Fantaisies du voyageur.

LE DIMANCHE A MIDI SUR ANTENNE 2

8 Mars

Bernard ATTALI

Le groupe AIR FRANCE a-t-il un avenir ?

Rediffusion à 1 heure du matin

En Afrique du Sud

L'ANC et le parti de M. De Klerk se sont mis d'accord pour la formation d'un gouvernement intérimaire

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Alors que les états-majors du Parti national (NP) de M. Frederik De Klerk et du Parti conservateur (CP) du pasteur Andries Treurnicht battent le rappel des électeurs blancs pour le référendum du 17 mars qui dira si «oui» ou «non» le président a le mandat de sa communauté pour poursuivre le processus de réformes, les groupes de travail qui siègent assidûment à la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA) apaisent, dans la discrétion, les obstacles qui séparent encore le pouvoir du Congrès national africain (ANC).

A vingt-quatre heures d'intervalle, les deux principaux acteurs de la scène politique sud-africaine viennent, en effet, d'annoncer que les participants à la CODESA

s'étaient mis d'accord sur la mise en place d'une «structure exécutive transitoire», en d'autres termes, un gouvernement intérimaire. Celui-ci aura, selon le secrétaire général de l'ANC, M. Cyril Ramaphosa, autorité sur le Parlement, les homologues «indépendants» et autonomes.

Des ministres nommés

D'autres sources de l'ANC estiment qu'il devrait également avoir un droit de veto sur les lois introduites au Parlement et faire lui-même des propositions. Pour la première fois de l'histoire sud-africaine, des Noirs pourraient ainsi participer directement à la gestion des affaires.

L'ANC et le gouvernement ont précisé que les membres du gouvernement intérimaire seraient nommés et non pas élus, l'ANC

refusant cependant que la création de la nouvelle structure ne soit qu'un élargissement de l'actuel cabinet avec des ministres noirs, contrairement à ce que proposait le Parti national.

Comme convenu lors de la création de la CODESA, cet accord devrait être déposé devant l'actuel Parlement afin que la législation soit amendée et permette la nomination de ministres appartenant à une communauté qui ne dispose toujours pas du droit de vote. Bien que les dispositions restent floues, l'ANC pense que le gouvernement intérimaire pourrait être opérationnel trois mois après que la CODESA aura ratifié l'accord (en avril). Après trois autres mois, un gouvernement, cette fois élu, devrait être mis en place.

F. F.

En visite à Paris

Le ministre algérien des affaires étrangères se félicite de la «compréhension» de la France

Le ministre algérien des affaires étrangères, M. Lakhdar Brahimi, en visite officielle à Paris, a déclaré, jeudi 5 mars, à l'issue d'un entretien avec M. François Mitterrand, avoir trouvé «toute l'attention, toute la compréhension et toute l'amitié» qu'il attendait de la France. M. Brahimi a dit espérer que la coopération entre les deux pays — «coopération dont nous avons le plus grand besoin dans cette phase» — a-t-il souligné — était «acquiescée».

Le ministre a estimé que «le rôle joué par la France dans le repliement de la dette bancaire algérienne, avait été apprécié à Alger», a-t-on indiqué, de source autorisée, à l'Elysée. L'accord de réaménagement de la dette algérienne (portant sur 1,457 milliard de dollars) a été signé, mercredi, à Paris, entre une délégation des banques algériennes et une délégation de banques internationales. Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, qui a reçu son homologue algérien, jeudi matin, avait souligné la «disponibilité» de la France à aider l'Algérie.

Au terme d'une nouvelle session des négociations de paix

Washington demande aux Palestiniens de faire preuve de réalisme

Craignant apparemment que les pourparlers de paix israélo-arabes ne s'enlisent, Washington a fait pression sur les Palestiniens, jeudi 5 mars, pour qu'ils se montrent plus réalistes à la table de négociation.

A la fin de la quatrième session de discussions à Washington, durant laquelle aucun progrès concret n'a été enregistré, un haut responsable américain, qui a requis l'anonymat, a reproché aux Palestiniens «d'attacher plus d'attention aux médias qu'à des négociations réelles», suggérant que leurs experts précisaient davantage leurs positions, comme les Israéliens ont commencé à le faire.

Il ne ressortait pas clairement de ces déclarations, cependant, pesées pour un groupe de journalistes, pourquoi les États-Unis avaient choisi de ne critiquer que les Palestiniens. Washington estime peut-être que les autres volets des négociations ne pourront pas se débloquer sans progrès sur le dossier palestinien. Bien qu'ils s'en défendent, les diplomates américains essaient sans doute aussi de rétablir l'équilibre après avoir publiquement fait pression sur Israël.

Le haut responsable a également

regretté que les délégations arabes n'aient pas soumis de listes de villes où elles accepteraient de reprendre les négociations, comme l'a fait Israël. Il a cependant estimé que l'absence d'accord sur la date et le lieu de la prochaine session n'était pas un obstacle important, puisque toutes les parties se sont engagées à poursuivre les négociations. Le responsable américain a toutefois semblé écarter l'idée que les négociations puissent être ajournées jusqu'après les élections israéliennes du 23 juin. — (AFP)

Un tournoi d'échecs de Linars bat Karpov. Rejoint en tête du classement du tournoi de Linars lors de la septième ronde, mardi 3 mars, parce qu'il n'avait fait «que» nulle contre Barev, alors que Karpov et Belavsky marquaient chacun 1 point face à Salov et à Guefand, Kasparov est reparti, jeudi dans la huitième ronde, en battant Short en quarante-huit coups, tandis que Karpov abandonnait au cinquième coup devant Timman et que Belavsky annulait face à Barev.

Le tournoi d'échecs de Linars

Timman bat Karpov

Le champion du monde, seul invaincu (avec Belavsky), a 1 point d'avance sur Karpov, alors qu'il reste cinq rondes à jouer. Ivantchouk (vainqueur de Youssouf) remonte à la cinquième place.

Classement provisoire
1. Kasparov, 6 points sur 8 ;
2. Belavsky, 5,5 ; 3. Karpov, Timman, 5 ; 5. Ivantchouk, 4,5 ; 6-7. Guefand, Youssouf, 4 ; 8. Iliescu, 3,5 et une journée ; 9-10. Anand, Salov, 3,5 ; 11-12. Barev, Short, 3 ; 13. Speelman, 2,5 et une journée ; 14. Ljubojevic, 2.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 6 mars

Poursuite du repli

Dans le sillage de Wall Street et d'un nouvel accès de faiblesse du Matif, la Bourse de Paris perdait 0,34 % vendredi matin 6 mars à l'ouverture. Une heure plus tard, l'indice CAC 40 restait presque inchangé et cédait 0,33 % dans un marché qualifié d'attentiste par les professionnels. Du côté des valeurs, baisse de la SAE, de l'Imet et du CCF.

Une manifestation à Moscou

Les nostalgiques de Staline et le «hache-viande capitaliste»

MOSCOU

correspondance

Quelques centaines de «nostalgiques» étaient réunis, jeudi 5 mars, autour du Musée Lénine, près de la place Rouge, pour la 38^e anniversaire de la mort de Staline. Répondant à l'appel de l'Union des stalinistes soviétiques et du Parti communiste bolchévique de Nina Andreeva, les manifestants ont, pendant plusieurs heures, crié leur haine des démocrates : «Même la plus sauvage des dictatures du prolétariat n'est rien en comparaison du hache-viande capitaliste que nous imposent les fascistes Bush, Gorbatchev et Eltsine», vociféraient un intervenant très acclamé.

Une vieille «habouchka» per-

dua entre les icônes, les portraits de Staline et les banderoles, qui exhibait un panneau «je suis une victime du communisme» et demandait de l'argent «pour des médicaments», a été aussitôt prise à partie et traitée d'«agent juif» ; un peu plus loin, un vieillard expliquait à un groupe de badauds que, s'il était au pouvoir, il mènerait le pays «à la manière de Lénine» (cf. Béré). Enfin, dans le plus grand reculement, une délégation s'est rendue derrière la Mausolée pour déposer des fleurs sur la tombe du «patron père des peuples» sous l'œil goguenard de la garde du Kremlin.

La soir du même jour, les réjouissances continuaient sur la place Pouchkine. L'organisation néobolchévique Renaissance et

la mouvance néo-fasciste Parnat avaient appelé leurs militants à brûler une poupée grandeur nature à l'effigie de M. Eltsine. La police ne leur en a pas laissé la tâche : à peine les torches effleuraient-elles la figure du carton-pâte, au cri de «Judas ! Meçon !», que l'ordre de charger était donné.

Après s'être saisis de l'effigie du président, les policiers ont battu et traîné à terre une dizaine de manifestants, dont quelques-uns avaient la visagie au sang : un Russe, on ne badine pas avec l'honneur et la dignité du président qu'une loi réaménageant interdit de bafouer sous peine de sanctions pénales.

M. J.

La préparation des élections

Picardie : les Verts présenteront un candidat à la présidence de la région

AMIENS

de notre correspondant

En Picardie, les Verts ont l'intention de présenter un candidat à la présidence du conseil régional. S'ils savent que ce geste ne peut être que symbolique, ils entendent le rendre significatif de leur slogan : «Ni droite ni gauche».

M. Jean-Jacques Bertrand, porte-parole régional des Verts et tête de liste de ce parti dans la Somme, ne veut lier le sort de son mouvement à aucune formation politique. Chaque fois qu'un vote devra intervenir, dit-il, nous déciderons de notre attitude en fonction du projet politique et non de son origine politique. M. Bertrand, paisible professeur de grec, apporte toutefois un correctif : «Il n'est pas question de ne pas combattre un candidat dont ferait partie le Front national. Si le président UDF avait fait la sourde oreille à cette proposition, estimant que, n'ayant rien cédé au FN, il n'avait rien à se reprocher.

tait quatre élus en 1986 mais n'en a plus que deux, les deux autres ayant rallié le CNI).

Comme les autres écologistes, ceux de Génération Ecologie, dont le chef de file est M. Lionel Stoléru, ancien ministre, tête de liste dans l'Oise, n'entendent pas non plus faciliter la réélection de M. Baur, ce dernier risque de se trouver dans une situation délicate puisqu'il est probable que l'UDF n'aura pas la majorité absolue.

Où trouver l'appui nécessaire ? Peut-être du côté des chasseurs (la Somme avait été le département français à voter le plus massivement pour les partisans du sport cynégétique aux élections européennes de 1989). Du côté du Front national ? «Je ne vois pas comment je pourrais empêcher les gens de voter pour moi», répond généralement M. Baur. Le Front national avait toutefois obtenu une vice-présidence en 1986 et il participe aux conseils d'administration des lycées.

La gauche avait affirmé que tout cela ne s'était pas fait sans discussions préalables. Les socialistes, par la voix de leur chef de file, M. Walter Amsellem, maire de Beauvais, ne manquent pas de rappeler qu'ils ont déjà vainement tenté la perche à M. Baur, en lui mettant un marché en main : «Vous abandonnez votre accord avec le Front national, et nous nous abstenons sur votre budget.» Le président UDF avait fait la sourde oreille à cette proposition, estimant que, n'ayant rien cédé au FN, il n'avait rien à se reprocher.

MICHEL CURIE

En Bretagne et à Grenoble

Manifestations contre les projets de réformes scolaires et universitaires

A Grenoble, deux mille cinq cents lycéens sont descendus dans la rue, jeudi 5 mars, pour demander le retrait des projets de réformes scolaires et universitaires. Les manifestants avaient organisé un solide service d'ordre, pour éviter le renouvellement de violents incidents constatés lundi dernier dans un établissement de Grenoble, le lycée des Eaux Claires, à l'occasion d'un autre rassemblement de lycéens (le Monde du 5 mars).

Le cortège s'est dispersé dans le calme, tandis qu'une délégation de dix-sept manifestants était reçue au rectorat, où elle a exposé un éventail de revendications concernant, notamment, les conditions de vie lycéenne, qui furent à l'origine des mouvements de décembre 1990. Des assemblées générales devaient être organisées dans tous les établissements grenoblois, vendredi 6 mars, avant de décider d'une éventuelle poursuite du mouvement mardi 10 mars.

A Brest, quatre mille étudiants et lycéens ont manifesté, jeudi 5 mars, pour s'opposer au projet de M. Lionel Jospin, Organisateur à l'Initiative du syndicat PSA (Pour un syndicat autonome des étudiants) et du Collectif lycéens, étudiants anarchistes, la manifestation, majoritairement lycéenne, visait à réclamer le retrait du projet de rénovation pédagogique universitaire. Un comité a été créé pour présenter des contre-propositions à la réforme universitaire. Mardi 3 mars, mille cinq cents lycéens étaient déjà descendus dans la rue à Brest. Une nouvelle manifestation est prévue la semaine prochaine. Enfin, à Rennes, près de trois mille étudiants et lycéens ont manifesté, jeudi 5 mars.

EN BREF

ALLEMAGNE : le gouvernement somme le Chili de permettre l'expulsion de M. Honecker. — Le gouvernement allemand a sommé le Chili de «ne pas entraver plus longtemps la procédure judiciaire contre Erich Honecker», dans un communiqué officiel publié jeudi 5 mars à Bonn. Poursuivi par la justice allemande, l'ex-numéro un est-allemand avait trouvé refuge en décembre à la représentation chilienne de Moscou. Le gouvernement russe n'a isolé en aucune façon de trouver un mécanisme pour livrer l'ancien numéro un de la RDA à l'Allemagne, a déclaré le porte-parole de la présidence russe au Berliner Zeitung de vendredi 6 mars. A Santiago, le ministre chilien des affaires étrangères a déclaré, sans plus de précision, que le séjour de M. Honecker à l'ambassade du Chili de Russie ne «pourrait durer longtemps». — (AFP)

YUGOSLAVIE : la drogue finance la guerre. — De la drogue transitant par les Balkans sert à financer des combats en Yougoslavie, écrit vendredi 6 mars le Herald Tribune, citant l'Observatoire géopolitique des drogues. Selon cette organisation basée à Paris, les trois quarts de la drogue saisi dans la CEE proviennent d'Asie centrale et transite la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et, surtout, la Yougoslavie. Des trafiquants, précise l'article, utilisent les bénéfices

de ce trafic pour acheter des armes et des munitions en Suisse, et pour les revendre à des groupes armés impliqués dans les combats en Yougoslavie, notamment aux milices Croates.

Le meurtrier d'une adolescente condamnée à perpétuité, avec une peine incompressible de trente ans. — Yoanne Bocquier, vingt-trois ans, meurtrier d'une adolescente de quatorze ans, a été condamné, jeudi 5 mars, par la cour d'assises de la Haute-Savoie, à la réclusion criminelle à perpétuité, assortie d'une peine de sûreté de trente ans. Il a été reconnu coupable d'homicide volontaire, avec tortures et actes de barbarie. La durée de la peine incompressible a été décidée à l'unanimité des jurés, qui ont rendu leur verdict après une heure de délibération. L'avocat général Luc Fontaine avait requis la réclusion criminelle à perpétuité, avec une peine incompressible d'au moins vingt ans.

BREVET NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

RADIO TELEVISION

SOMMAIRE

DÉBATS

Un colloque au palais de Chaillot : «Les tribus et l'Europe», par Jacques-François Simon... 2

ÉTRANGER

Le leader de la communauté serbe prône l'éclatement de la Bosnie-Herzégovine en trois États... 3
Le PCF victime des insinuations du procureur adjoint de Russie... 3
Les violations des droits de l'homme en Chine... 5

POLITIQUE

La préparation des élections régionales : bilans et perspectives, l'audace culturelle n'est pas un rendez-vous : personnalités en campagne, l'aventure olympique de Michal Baniar ; M. Gogouliot-Gauchier candidat du «droit du sang» dans la Doubs ; le «droit à la ressemblance» défendu par des candidats beaux ; point de vue, le déshonneur de la proportionnelle, par Alain Minc... 6 et 7

SOCIÉTÉ

Les trois projets de loi sur la bioéthique préparés par MM. Bianco, Sapin et Curien... 8
Après les violences d'Épinay-sur-Seine, M. Bonnamy repart en mission... 9
L'auteur présumé d'un viol meurtrier est confondu par ses «empreintes génétiques»... 9
La police se féminise malgré elle... 9

CULTURE

Cinéma : le Docteur, de Rande Hainan, A qui tu penses-tu ?, de Didier Kaminka, le Montre, le Croix et la Manière, de Ben Lewin... 10
Musiques : le Japon au trois cordes de solo... 11
Théâtre : les Pléiades dans l'œuf, de Jérôme Deschamps... 11

ÉCONOMIE

Le débat sur la TVHD : la gouvernance crée un groupe «ad hoc» chargé de définir les conditions d'emploi de la norme D2 Mac... 13
Les prélèvements obligatoires ont légèrement baissé en 1991... 13
Espoir pour l'immobilier aux États-Unis... 13
British Telecom annonce des milliards de la suppression d'emplois... 13
La fusion des systèmes de réservation Galileo et Apollo... 15
Bocher, la fin programmée d'une société de Bourse... 15

SANS VISA

à Graz, l'Autriche rénove son passé : Voyage, souvenirs de rencontres... 16
Fécamp, l'élitisme d'Alexandre Le Grand... 16
Champs-Élysées, la triomphe de l'Arc... 16
Uzès, de Racine à Malraux... 16
La table à Jaux... 21 à 28

Services

Abonnements... 2
Annonces classées... 10
Carnet... 18
Jeux... 27
Loto, Loto sportif, Téo-tac... 18
Marchés financiers... 16 et 17
Météorologie... 18
Philatélie... 18
Radio-télévision... 19
Spectacles... 12
Week-end d'un chineur... 18
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du «Monde» daté 6 mars 1992 a été tiré à 497 100 exemplaires.

وكان من المقرر

S A N S V I S A

Graz, l'Autriche rénove son passé

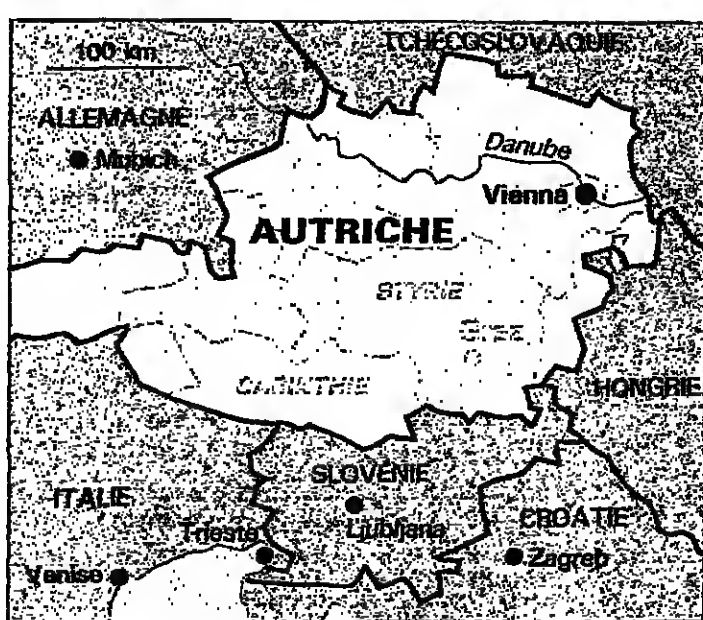


« Les seules perspectives de développement de notre cité sont dans la recherche et la culture », dit le maire de Graz, en Autriche. Propos que doit partager le gouverneur de la région pour déterminer en outre le portefeuille de la culture. Trente années d'activités intenses dans ce domaine devraient conduire la cité à être le siège l'au prochain du Mois européen de la culture. Avec le préalable, pour certains Grazois, d'un détour parfois douloureux, mais courageux, par leur histoire.

ELLE a le goût du secret. Graz, le goût du mot secret. Si elle aime tant s'entendre dire ce mot-là, si elle le fait répéter, ce n'est pas tant qu'à force de sensibilité, de ténacité, d'intelligence, elle s'estime devenue trop voyante pour n'être pas dupe de n'émarger qu'au second rang des villes autrichiennes. C'est peut-être qu'en déclarant secrète une réussite qui s'affiche sur les scènes de la littérature, de l'architecture ou de la peinture, elle peut prétendre en même temps enfouir un peu plus profond ce qu'elle aimerait oublier de son histoire, poser en énigmes ses naissances successives, et suggérer la voie d'un salut qui ne doit rien au politique ni au religieux, trop longtemps compromis, et beaucoup au cultuel.

Une petite toile aussi sommaire de facture que troublante de figure, si bien accrochée au mur d'une *Weinstube* où aiment à se retrouver les notables de la ville qu'elle ne peut être totalement de hasard, nous offre une image opportune de la trinité qui a présidé à l'histoire contemporaine de la capitale de la Styrie. Cherchant son équilibre au sommet escarpé d'une montagne, un homme se tient courbé sous un imposant fardeau d'où s'échappent quelques fétus brunâtres, figure sisyphéenne d'une Graz en habit champêtre enracinée dans son ascension vers la lumière par le poids d'une confession qu'elle a tardé à offrir.

En sa silhouette hardie, l'homme cousiné étroitement avec celui-là même que l'on retrouve portraituré en pied, veillant d'une corniche sur l'assemblée de la région, cet archevêque Jean qui est la toute première référence de la ville. La lourde charge soigneusement enfermée figurera la deuxième et les années brunes. Et l'on placera comme l'on voudra la troisième, toute républicaine, dans la cime, dans le ciel ou dans la main qui a tenu le pinceau. Graz s'est faite ainsi dans un chevauchement de clartés et d'ombres,



de territoires et de régimes dont les empiétements continuent d'occuper les esprits : la découverte du libéralisme sous l'Empire, l'empressement à rejoindre les nazis en une grande Allemagne, la lente invention de la démocratie dans la difficulté d'être autrichien.

« Dans notre Sud baroque, catholique et obscur, estime Kurt Jungwirth, vice-gouverneur de la région, l'archiduc Jean a apporté les Lumières. Si Graz présente un visage libéral plus accentué qu'ailleurs en Autriche, on le lui doit. C'était un Habsbourg certes, mais en conflit avec le pouvoir central, avec Vienne, avec sa famille. » Celui que l'on dit puni là par Metternich pour l'empêcher d'accéder au pouvoir suprême intervient il est vrai comme nul autre auparavant dans le champ de l'éducation et de la culture. Il rétablit l'université de Graz, crée la bibliothèque de Styrie, et ouvre en 1811 l'imposant musée Joanneum, tout dédié à l'idée d'Autriche intérieure, cet ancien ducé

phone, l'Autriche, était le « reste », comme l'a dit Clemenceau. Cela a été un terrible choc psychologique et économique, car n'oublions pas que l'industrie était en Bohême et l'agriculture en Hongrie. Il explique que, dans une période de disette et de chômage, lorsqu'on entendait dire qu'il y avait du travail, des logements, des autoroutes en Allemagne, celle-ci ait pu représenter l'espoir. Il y avait des adversaires très courageux, mais la majorité y croyait. Après 1945, ce fut un nouveau drame, car beaucoup de gens ont vu qu'ils s'étaient trompés, et c'est difficile de s'avouer cela. Notre âme était en crise, la seule tentation était celle de l'apolitisme. Puis une nouvelle génération, celle née dans les années 40, est montée au-devant de la scène.

Dans ses rangs, l'écrivain grazois Gerhard Roth est de ceux qui, plus que jamais aujourd'hui, exigent des comptes, des engagements, et pas seulement de ses aînés : « Il y a eu treize ans de république après 1919, puis les années du régime catholique-fasciste de Dollfuss, puis les nazis. Les gens sont devenus coupables et se sont tus. Dans les Archives du silence, un cycle de sept ouvrages (1) auquel je travaille depuis treize ans, j'ai cherché à savoir pourquoi ils ne parlaient jamais de leur passé et à découvrir le camouflet de ce silence. En 1918, les Autrichiens auraient voulu être une partie de l'Allemagne. Ils se sont toujours perçus comme une minorité, comme si c'était dans le sang. Ils n'ont pas compris ce qui se passait, que la monarchie était morte. Les sociaux-démocrates ou le PC étaient internationalistes, seuls les chrétiens-démocrates s'affirmaient comme Autrichiens, mais ils sont allés chercher Mussolini.

« A Graz, la nuit de l'Anschluss (2), des dizaines de milliers de personnes ont dansé sur la place principale. Et à la Libération, les démocrates ont eu besoin des nazis pour gouverner, car ils n'avaient pas d'expérience. Chacun

a dû prendre une carte de parti, social-démocrate ou chrétien-démocrate. Ainsi pouvait-on penser qu'il n'y aurait plus de traces. Certains ont dit : nous avons été sacrifiés par les Allemands, n'en parlons plus. Et ceux qui avaient réellement combattu Hitler sont devenus des ennemis, ils n'osaient plus s'exprimer, ils se sentaient coupables. N'avaient-ils pas lancé des bombes sur le pays ?

« C'est en 1956, à quinze ans, que j'ai découvert la réalité. Je suis entré un jour par hasard dans un cinéma parce que le film s'appelait le Procès de Nuremberg et que les procès m'attiraient. J'ai vu, et j'ai commencé à pleurer. Tous mes amis étaient dans la même ignorance. La littérature s'arrêtait alors à Rilke, et l'histoire en 1918. Ceux qui ont cinquante ans aujourd'hui ne connaissent de l'histoire que des bribes. C'est cela qui a conduit à Waldheim (3). Les jeunes en savent plus maintenant. Le premier livre sur la Nuit de cristal en Autriche n'a été publié qu'en 1987 ! L'histoire est plus taboue que le sexe, que n'importe quoi d'autre.

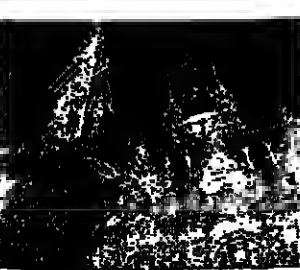
De notre envoyé spécial
Jean-Louis Perrier
Lire la suite page 24

(1) Quatre sont des romans et trois des enquêtes que Gerhard Roth appelle des « fondements de la réalité ». Aucun n'a été traduit en français. Deux de ses romans plus anciens, d'inspiration fort différente, ont été publiés en France : *Grand angle* (1974), chez Actes Sud, qui prévoit la parution de *Chefs de file* (1981) l'an prochain, et *Voyage d'hiver* (1978), chez Robert Laffont.

(2) Rattachement de l'Autriche à l'Allemagne en 1938.

(3) Con vaincu, après une difficile enquête, d'avoir participé comme officier à des opérations de « maintien de l'ordre » dans les Balkans sous l'uniforme de la Wehrmacht en 1940, Kurt Waldheim, ancien secrétaire général de l'ONU, n'en a pas moins été élu à la tête de l'Etat autrichien en juillet 1986.

AU SOMMAIRE



Fécamp, l'élégance d'Alexandre	p. 23
Voyage, souvenirs de rencontres	p. 22
Champs-Élysées, le triomphe de l'Arc	p. 25
Uzès, une beauté classique	p. 28
Enjeux (p. 22) • Têles (p. 22)	
Jeux (p. 27) • Table (p. 26)	

Que sont nos rencontres devenues ?

LS troublent nos sommeils agités, s'immiscent dans nos rêves, ceux, en tout cas, qui, de nos décors familiers, dérivent vers les terres lointaines de nos voyages passés. De jour, ils habitent le temps arrêté de nos souvenirs, intacts témoins de nous-mêmes, miraculeusement préservés de nos usures existentielles. Ils n'ont pas place dans notre monde réaliste quotidien : nous prenons bien soin de les en exclure.

Ce sont nos rencontres d'hier, brefs compagnons de nos séjours à l'étranger, chimères d'une baïte aux îles, guide de hasard dans une ville inconnue, fraternel indigène d'une contrée trop vite traversée, femme énigmatique à peine entrevue. À chacune de ces rencontres est accrochée une étrange vision de nous-même, idéale, trop simple, comme si la distance nous condamnait au mensonge, à l'hypertrophie de nos egos. Qu'avions-nous besoin de nous vanter ainsi, à Maracaihan, de nos petits travaux hexagonaux ? De faire croire, à Budapest, que nous étions là pour un mois, alors que l'heure du retour allait sonner deux jours plus tard, et que nous le savions ?

Pourquoi avoir tenté, plus ou moins inconsciemment, de tout hausculer dans leur vie, celle d'Inna, à Rome, ou de ce bon vieux docteur, à Melbourne, des précipités, à travers eux, des bistoires sans rime ni raison, des songes faciles et du romantisme à 10 sous ? Longtemps après, nous nous rappelons encore, avec une pointe de gêne, nous être jeté à leur cou, à leur destin, comme si cette femme, cet homme restaient notre unique chance de salut, comme si nous avions perdu nos arrières et que leur ville et, dans cette ville, leur univers

personnel pouvaient encore constituer, pour nous, un avenir d'exil, et que c'était là encore un sort enviable. Et qu'ils tenaient ce sort entre leurs mains.

A quoi avions-nous joué ? Nous étions en vacances ou en voyage d'affaires, c'est-à-dire banal, bien ancré à notre chronique intime, vaguement déprimé, peut-être, fragilisé par le dépaysement, mais avec la quasi-certitude de retrouver, au retour, nos existences plus ou moins bien ardonnées. Alors, pourquoi ces paris fous sur le premier inconnu rencontré ? Cet impérieux besoin de deviner tout lui confier de nous, enfin tout ce qui pouvait le séduire, le rendre dépositaire, dans l'urgence, de nos peurs, de nos regrets, de nos espérances, ces petits chapitres de nous-mêmes rédigés à plusieurs milliers de kilomètres ?

Bien sûr, l'éloignement allège tout, et nous rend le beau rôle, miroir tronqué, mais hico pratique. Ici, nos amis, nos proches nous connaissent par cœur, savent nos tricheries avec les faits et les sentiments. Nous redoublons leur ricanement à nos délires, leur grogne à nos plaintes. C'est à Athènes, souvenirs-ous, que nous avions magnifiquement raconté un chagrin d'amour très parisien. Les mécaniciens au sol venaient de décider une grève-surprise et, dans la salle d'attente bondée de l'aéroport, nous avions été pris d'une belle inspiration :



envoyer une morne infirmière vaudra de notre vibrante détresse. Celle-ci nous avait écouté, de plus en plus émue, peut-être aussi parce que, après un séjour décevant, nous étions, nous-mêmes, sa dernière chance d'extase.

Et cette autre femme, épouse d'un gouverneur de la Baie d'Etat, qui passait ses nuits, pendant une des guerres tibétaines, à envoyer du pain pour les enfants de N'Djamena à bord d'un Transall de l'armée

de l'air française ? Nous ne savons plus pourquoi, nous lui avions imaginé un mari pleureur, ayant son abandon de poste dans le whisky, peut-être même de la tricherie, car le premier convoi de civils. Et dans cette carlingue bruyante, au milieu des militaires endormis qui retournaient en front, nous avions offert à l'essouffée une haute idée du courage masculin, par des mots chuchotés, et très exagérés. Était-elle belle, cette porteuse de pain ? Lisse, nette, sans doute, comme une épouse

de diplomate ayant conscience de servir Dieu et la France. Paur elle et sa vertu, nous avions, en tout cas, tiré notre récit du côté de saint François d'Assise.

A bien y réfléchir, il y aurait de quoi reconstituer un tour du monde de nos bribes éparées. Ailleurs, des quasi-inconnus détiennent, sans savoir qu'en faire, des parcelles de nos personnalités rêvées, de notre romanesque autobiographique. Nos nuits sont-elles hantées par ces départs successifs ? Ou bien par les dépositaires eux-mêmes, par ces dix, ces vingt destinées qui pouvaient peut-être changer la nôtre si nous leur avions prêté davantage d'attention ?

A faire les comptes, de ces rencontres, il n'en reste rien de tangible. On si peu. Nous avons négligé de répondre aux lettres, et, une ou deux fois, l'effroi nous a pris de risquer de recevoir, ici, chez nous, l'un ou l'autre de ces vrais-faux amis étrangers. Avaient-ils vraiment cru à nos propos d'universalité ? A nos offres d'entraide ? Bien sûr, souvent, nos choix d'étonnement s'étaient portés sur plus faibles que nous, moins occidentalisés. Paur eux, pour elles, nos empressements à leur égard valaient or, notre tendresse immédiate, parole d'honneur. C'était donc qu'ils ne connaissaient pas le jeu, ou que celui-ci ne peut se jouer à domicile. Nous cherchions des auditeurs, à l'abri des oreilles familières, et eux avaient pris ces frasques

psychologiques pour argent comptant. Dupés, et c'est ce qui avive parfois notre hante, les jours de lucidité.

Car, à force de voyager, nous avons fini par l'admettre, nous ne mettons en scène, au final, le plus souvent, que nous-mêmes. L'illusion des variations de notre donne ici-bas. Le dépaysement est aussi, si l'on ne s'en méfie, notre cinéma personnel. Nous nous noyons avec délice, et sans grand péril, dans les rôles avenants dont regorge notre répertoire intimiste. Bon Samaritain, amant sans passé ni charge de famille, exilé qui joue sa chance à pile ou face, chien battu à adapter dans l'heure aux quatre coins de la planète.

Mais ces faire-valoir de nos spectacles, ces femmes, ces hommes finissent toujours par nous piéger, se rappeler à notre bon souvenir. Ils détiennent une image approximative de nous-même, mais sans rides ni pincettes sous les yeux. Ce fameux voyage aux Antilles, où une main bronzée avait effleuré votre bras, pas plus, votre plus belle histoire d'amour, la plus brève, la plus incertaine aussi, remonte à dix ans et, forcément, ce que vous y avez laissé de vous-même, votre indécrottable passion juvénile est plus jeune que vous. Ces trois jours à New-York, recouvert par la neige ? Dix-sept ans : vous y avez encore vos chances de devenir un bon chirurgien, ou de garder votre mari. Borné ? La jeune prof de tennis doit vous croire, plus résistante, en simple, que vous ne l'êtes. Vous avez tellement fumé depuis...

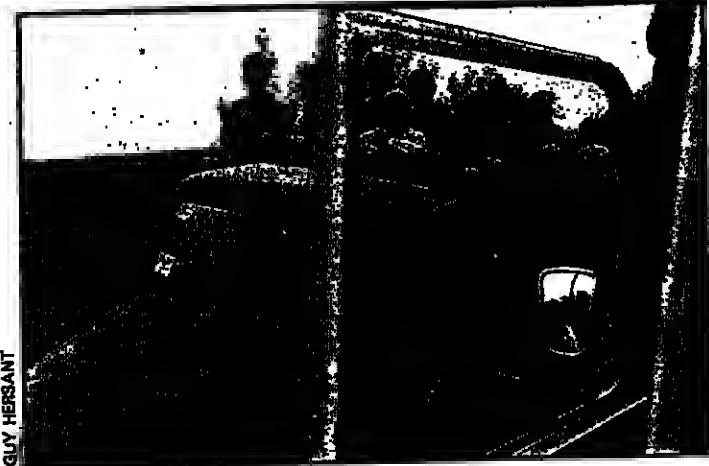
Philippe Boggio

ESCALES

Paris-Pékin

Un autocar. Mais pas n'importe quel autocar. Un Super Pullman Renault FR1 GTX spécialement aménagé et préparé pour l'aventure, avec une suspension renforcée, une climatisation conçue pour les zones tropicales et une assistance technique notamment de la firme Michelin pour les pneumatiques. A bord, vidéo, radio, w-c, frigo, sans oublier 22 sièges de luxe avec dossier inclinable, accoudoirs et repose-pieds. A autocar exceptionnel, périple hors du commun : 14 000 km pour rallier, en 40 jours, Paris à Pékin, via l'Allemagne et la Communauté des Etats indépendants !

Pour l'inventeur de ce projet un peu fou, André Gaubert, patron du Tourisme français (spécialiste des longs circuits en autocar), c'est plus qu'un voyage : un défi à la morosité ambiante, un antidote à la sinistrose, un remède contre la déprime qui s'est abattue sur le petit monde du tourisme, depuis la crise du Golfe et ses effets négatifs, tant au niveau financier qu'au niveau psychologique. D'où l'importance de faire de nouveau rêver les gens, de mettre des fourmis, sinon dans les jambes, du moins dans les esprits. En reprenant l'idée de René Metge qui, en 1991, avait déjà imaginé un raid Paris-Moscou-Pékin, voire en s'inspirant de la fameuse croisière jaune Citroën au de la course Pékin-Paris organisée en 1907. Mais en écartant, cette fois, tout esprit de compétition pour ne privilégier que le plaisir de la découverte. Et quelle découverte ! Trente et une villes étapes. La nouvelle Allemagne, de Cologne à Stube, via Berlin, puis la Biélorussie et deux jours à Moscou avant la grande plaine russe et la vallée du Don jusqu'à la mer d'Azov. Relaxation à Piatigorsk (l'ancienne station thermale des tsars) puis à Bakou, traversée de la mer Caspienne et du Turkménistan. L'Orient avec



Dans les steppes d'Asie

Boukhara, Samarkand, Tachkent (Ouzbékistan), Djamboul et Alma-Ata (Kazakhstan). Rendez-vous avec l'histoire le 23 juin, date à laquelle un autocar français franchira pour la première fois la frontière russo-chinoise, à Panfilov-Korgos. Le soir même, dîner sous les yourtes du Xinjiang. Puis, la route de la Soie avec Urumqi, Turfan, Dunhuang et les grottes de Mogao dites « grottes des Mille Bouddhas ». Vision rare : celle de la section extrême-occidentale de la Grande Muraille. Se succèdent ensuite Zhangye, Wuwei, Lanzhou, Xian et son armée en terre cuite, Luoyang, les grottes de Longmen et, enfin, Pékin, terme de la première partie de ce voyage. Le temps d'une révision, et l'autocar reprendra la route en sens inverse avec, cette fois, des étapes à Saint-Petersbourg et Helsinki, avant de franchir la Baltique pour gagner Lubek puis Paris.

Deux formidables danc : soit un départ de Paris le 1^{er} juin et un retour en avion le 13 juillet (63 800 F par personne en chambre double et pension complète, pour un minimum de 15 personnes), soit un vol jusqu'à Pékin le 13 juillet et un retour en autocar à Paris le 25 août (59 500 F), ces prix étant majorés pour des groupes de 12 à 14 personnes. Renseignements dans les agences de voyages.

Fleurs du nord

Au Pays-Bas, une culture chasse l'autre. Après la peinture, l'horticulture. Après la rétrospective Rembrandt au Rijksmuseum d'Amsterdam et en attendant Mondrian en 1994, la Floriade sera le grand événement « naturel » de l'année. En fait, cette gigantesque exposition mondiale d'horticulture (quelque vingt-cinq pays représentés) n'a rien de tous les dix ans. Une fête des couleurs et des senteurs, à la fois didactique et ludique, qui se tiendra sept jours sur sept, du 15 avril au 11 octobre, à Zoetermeer, à deux pas de La Haye. Sur trois saisons et trois floraisons ce qui permettra un festival de fleurs à bulbes, d'azalées, orchidées, chrysanthèmes, oeillets, roses, gladiols, dahlias, lys et immortelles. Le plus grand spectacle floral du monde avec, sur une superficie de 68 hectares (dont 40 000 mètres carrés d'espaces couverts), des expositions de fleurs mais aussi de plantes exotiques, d'arbres, de fruits et de légumes venus de

tous les coins de la planète. La manifestation sera divisée en sept espaces correspondant à différents thèmes : commerce, transports, distribution, production, énergie, consommation, environnement, science et technologie, loisirs. A qui s'ajoutent des attractions artistiques et culturelles, des séminaires et des congrès. De quoi ravir et occuper les plus de trois millions de visiteurs attendus, professionnels et amateurs de base, esthètes et photographes. Prix d'entrée : 60 F. Renseignements auprès du bureau d'organisation au 31-79-681992 et, à Paris, à l'Office néerlandais du tourisme, 31/33 avenue des Champs-Élysées, 75008, tél. : 42-25-41-25 et par Minitel 3615 Holland.

Côté voyagistes, Images du monde propose, à l'occasion des week-ends-points d'avril, mai et juin, cinq circuits en autocar (de 2 680 à 3 580 F par personne en chambre double et pension complète) associant la visite de la Floriade et, selon les cas, la découverte d'Amsterdam, du nord, de la Frise ou du Limbourg. Avec une hôtellerie de qualité et de charme, une restauration soignée et des itinéraires insolites. Pour les individualistes, un système de réservation d'hôtels 2, 3, 4 et 5 étoiles à Amsterdam et, à travers le pays, d'établissements membres de la chaîne Golden Tulip. Quant à la compagnie aérienne KLM, elle propose deux forfaits : un séjour de trois jours à partir de 1 494 F et des visites quotidiennes depuis l'aéroport de Schiphol à partir de 354 F, prix auxquels il faut ajouter le vol sur KLM. Renseignements au 47-42-57-29.

Sélection établie par Patrick Francis et Danielle Tramard

TÉLEX

Népal et Bhoutan au programme d'un voyage de seize jours, dont six au Bhoutan, à l'occasion des fêtes de Paro. Du 11 au 28 mars, 24 400 F pour les vols (Lufthansa et Drukair), transferts, visites et excursions, la pension complète au Bhoutan, les nuits et petits déjeuners à Katmandou. Renseignements : Le Monde de l'Inde et de l'Asie (tél. : 46-34-03-20).

Les Stuart en France avec, d'une part, une exposition organisée jusqu'au 21 mars à la Fondation Mona-Bismark (34, avenue de New-York, 75016 Paris ; tél. : 47-23-38-88) autour des plus belles œuvres d'art (Van Dyck, Canaletto, Reynolds, etc.) ainsi que des meubles et des tapisseries du château de Goodwood, dans le Sussex, propriété des ducs de Richmond, Lennox et d'Aubigny, et, d'autre part, jusqu'au 27 avril, au château de Saint-Germain-en-Laye, une manifestation artistique et historique sur le thème « La Cour des Stuart à Saint-Germain au temps de Louis XIV ». Coproduite par la Bibliothèque nationale, elle associe exposition, colloques et concerts. Renseignements au 39-73-92-92.

Quatrième édition de Chemineuse, la grande traversée du Massif central, du 14 au 21 mars. De l'Aigoual, au nord de Montpellier, au Puy-de-Dôme et à Clermont, à travers les Cévennes, le mont Lozière, la Margeride, l'Aubrac, le Cantal, le Cézail et le massif du Sancy, une magnifique randonnée et une compétition internationale de haut niveau (plus de 25 équipes), pour partir à la rencontre d'un pays et de ses habitants. Sept jours pour parcourir 450 kilomètres à ski de fond, à pied et à vélo tout terrain. Renseignements au 66-85-11-19.

Le Paris de Toulouse-Lautrec, un guide pour découvrir, à travers les œuvres du Musée d'Orsay (les siennes et celles d'autres artistes), les lieux qu'il a hantés et représentés (Moulin-Rouge, les Ambassadeurs, le Mirliton), les « maisons » où il prit parfois

pension, ses ateliers et ses appartements. Sous la conduite et la plume d'Anne Roqu海岸, commissaire de l'exposition qui se tient au Grand Palais. Guides Paris/Musée d'Orsay (Hachette), 64 p., 34 photos, 54 F. **Ski-safaris « 9 vallées »** au départ de Valmorel qui propose, les 14 et 21 mars, une semaine en Tarentaise (5 990 F) et, le 4 avril, en haute Tarentaise (5 100 F). Renseignements au 79-06-51-77. La station, qui promet de la neige jusqu'au 25 avril, propose également ski de nuit le jeudi, balade avec chiens de traîneau, sortie en raquettes et tarifs promotionnels « tout compris » en mars et pour les vacances de Pâques. Renseignements au 79-09-84-44.

Bannières, ou les calligraphies sur soie de Fabienne Verdier, une artiste française diplômée de l'Institut des beaux-arts du Sichuan, où elle étudia l'art des grands maîtres classiques chinois. Jusqu'au 28 mars, à la Maison de la Chine (36, rue des Bourdonnais, 75001 Paris ; tél. : 40-26-21-95).

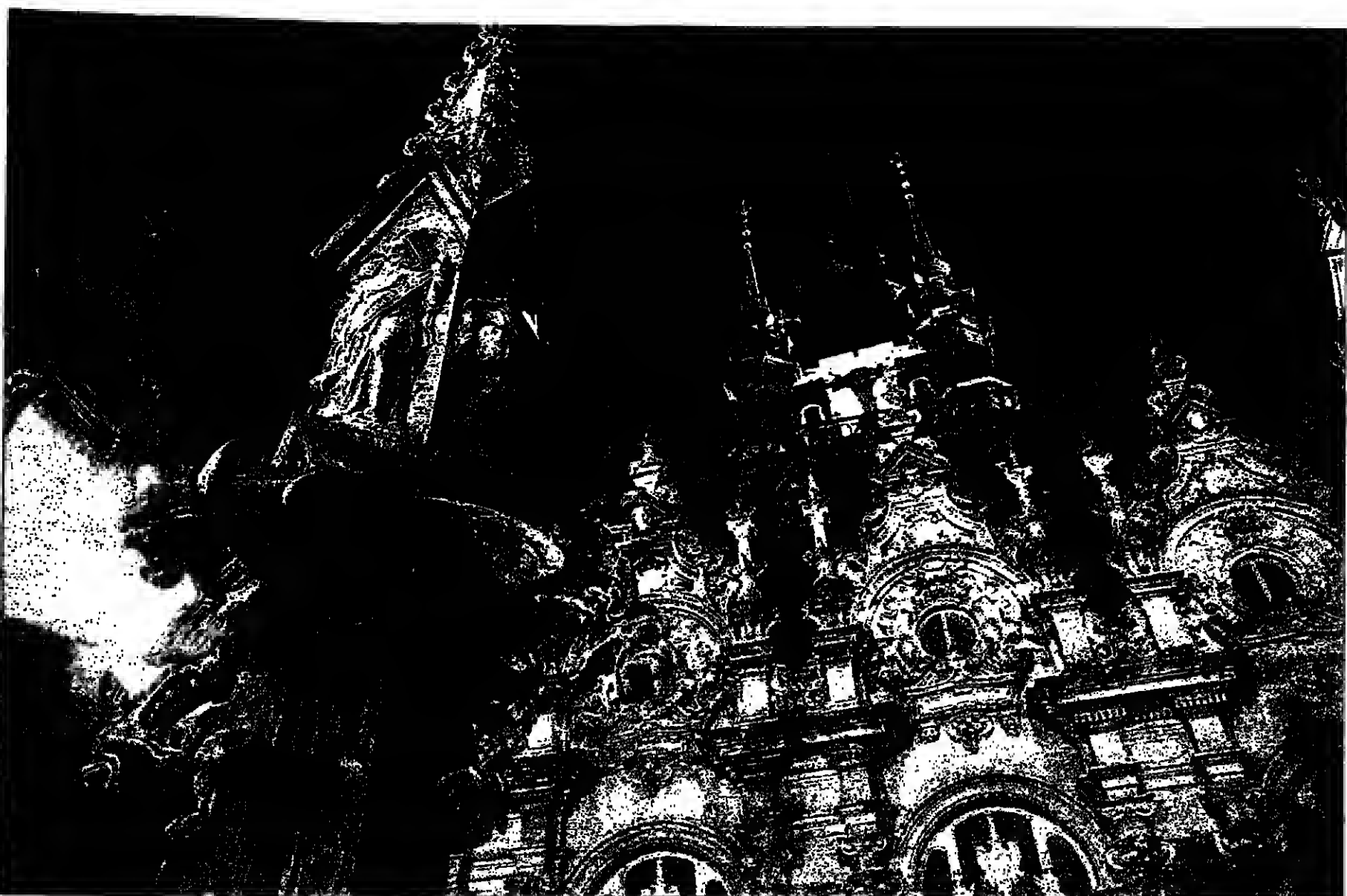
Provence à l'ancienne. Mireille Pastoureaux, conservatrice au département des cartes et plans à la Bibliothèque nationale, assistée de Jean-Marie Homet et Georges Pichard, vient de publier un très original livre-album, *Rivages et terres de Provence*, reproduisant les principales cartes réalisées sur le Midi depuis la table de Peutinger (20 avant J-C) jusqu'aux gravures du dix-neuvième siècle montrant les départements du Sud joyeusement noyés sous les citrons et les sardines. Ces plans ou cartes sont souvent de véritables œuvres d'art et en même temps des documents uniques, comme cette « vue cavalière » des Baux juste avant le démantèlement de ses remparts par Richelieu en 1632. Le tout est une façon nouvelle d'entrer dans les paysages actuels par l'Histoire « mise à plat » (Ed. Barthélemy, BP 50, 84132 Le Pontet, tél. : 90-32-42-42, 180 pages grand format. Iconographie couleurs et noir et blanc, 395 F).

L'élixir

L'histoire ne fut pas facile à donner, mais le résultat devait être à la hauteur des espérances. A Fécamp, un artisan retrouvait les composants de la recette d'un élixir de santé concocté par un médecin sur son goût délicat, et marchait sur ses traces pour inventer le cordial du siècle. Un palais-usine allait servir d'écrin à sa liqueur. Une franche curiosité.

NOTTE contre l'histoire. Georges, un sergent d'armée, a été entraîné en Angleterre pendant la guerre et son cousin Louis, un homme de bien, de la région de Normandie, a été entraîné en Angleterre pendant la guerre. Les deux cousins se retrouvent en Angleterre, et Louis, le plus jeune, est le premier à découvrir la recette d'un élixir de santé. Les deux cousins se retrouvent en Angleterre, et Louis, le plus jeune, est le premier à découvrir la recette d'un élixir de santé. Les deux cousins se retrouvent en Angleterre, et Louis, le plus jeune, est le premier à découvrir la recette d'un élixir de santé.

كتاب من الأدب



PHOTOS: TRISTAN VALES

Le palais-usine
Bénédictine,
œuvre de Camille
Albert, émule
de
Viollet-Le-Duc.

L'éllixir d'Alexandre Le Grand

L'énigme ne fut pas facile à dénouer, mais le résultat devait être à la hauteur des espérances. A Fécamp, un acharné retrouvait les composants de la recette d'un éllixir de santé concocté par un bénédictin au goût délié, et marchait sur ses traces pour inventer le cordial du siècle. Un palais-usine allait servir d'écrin à sa liqueur. Une franche curiosité.

BOTTE contre bottine, Georges, qui servait dans le 3^e cuirassiers, et Angèle, qui hésitait entre Georges et son cousin Louis - un jeune homme à l'œil déjà remarquablement scabreux, - sirotaient, sans rien avoir encore à se dire de définitif, la même liqueur. Le père, la mère, les tantes et le premier vicar surveillaient les tonteaux, pareillement sucrés au même éllixir, celui du dimanche trois heures, qui cooclulait de manière classique et convenable le repas dominical. En cuisine, le personnel finissait la bouteille au goulot pour ne pas salir de verres ni laisser d'empreintes. Toute une époque arrondissait ses vices et cooyait son lyrisme à coups de Chartreuse verte, de Verveine du Velay ou d'Arquebuse de l'Hermilage - le Fernet-Branca, d'allure et de tempérament plus rogués, étant réservé aux cousins explorateurs ou aux oeuvres promus en débauche et vie de patachon. Les liquoristes avaient la haute maïo sur cette bonne société, l'enseignant régulièrement, par le biais d'images d'Epinal terriblement déprimantes, sur les dangers qui guettaient le misérable succombant aux pièges de la concurrence et à son inqualifiable agent : l'absinthe.

De ces excès culinaires, dont le bourgeois français faisait une règle de vie en même temps qu'il croyait dur comme fer qu'ils contribuaient à rendre ses digestions moïses aléatoires, le petit club d'artistes pourvoyeurs en spiritueux savants tirait des bénéfices appréciables,

entraînant les manieurs d'alambics en tous genres dans les recherches et les compositions les plus excentriques dont les distingués survivants forment aujourd'hui le puissant cartel des fabricants de liqueurs, si planétairement reconnus qu'on les imagine, à l'instar de leurs recettes et de leurs labels, inscrits pour toujours dans la grande et très chrétienne pharmacopée sirupeuse que l'Occident de cette deuxième moitié du dix-neuvième siècle offrait au reste du monde. Remuées et épaissies aux goupillons les moins contestables, les plus connues de ces douceurs ne maouaient ni de références ni de solides parrainages; dans leur composition entre même parfois une touche, un doigt, de sainteté, un rien, mais qui, passé au serpent de la distillation, donne à l'affaire des certificats de bonne moralité avec lesquels on peut s'en aller vendre loin et pour longtemps.

Ce remarquable cocktail entre la chose ecclésiastique et le commerce des spiritueux trouve son origine dans la recherche, jamais démentie, des ordres conventuels à mettre au point la potion miracle qui laisserait pour un temps le corps hors d'atteinte des forces du mal et du Malin. On avait beau espérer le trépas avec ravissement, il fallait tout de même soigner les maux de gorge et les céphalées chroniques du fond de ces abbayes livrées aux courants d'air et à la méditation, à la prière et au rhume des foin. Le frère apothicaire, maître des cornues et lecteur attentif des carnets de posologie des grands anciens, tentait, à l'estime, mais bientôt en s'appuyant sur les résultats et les statistiques, d'écarter les multiples vacberies dont souffrait la communauté. Les simples et les fruits qui poussaient sous les murs de ces citadelles fiévreuses furent loogtemps les seules ressources dont disposait la corporation pour faire frémir les décoctions, jusqu'au retour des croisés rapportant dans leurs bagages des plantes étranges et d'étonnantes essences qui allaient donner du foute à l'herbularius et une nouvelle vigueur au verger. Il suffirait de percer le mystère de l'eau-de-vie pour que les choses sérieuses commencent.

Si les bénédictins n'avaient pas été maladroits dans l'art délicat de faire hoqueter de causée leurs patients après l'absorption d'éluxirs trop consciencieusement par eux

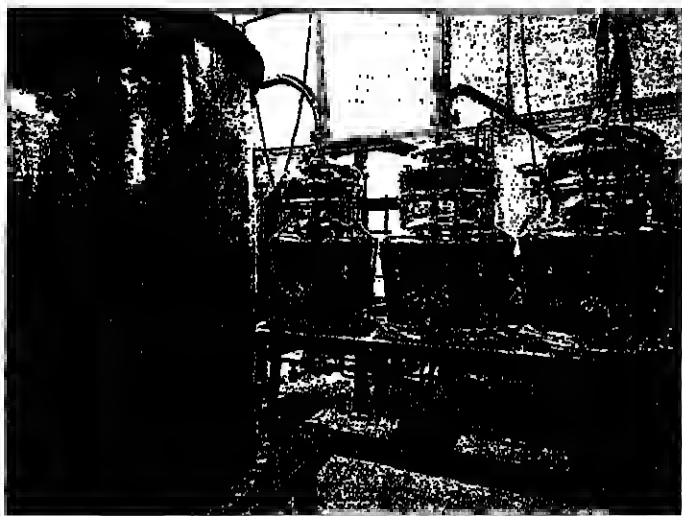
mijotés - sirops révoltants que l'on ne pouvait accepter qu'au seuil du trépas ou servis fermement tenu à maïo d'homme, - il restait du chemin à parcourir avant de trouver le juste dosage qui servirait de base à l'élaboration d'une « médecine » buée, reconnue et avalée sans broncher par tous. L'amertume et ses dérivés étaient le lot quotidien d'une époque encombrée de beaucoup d'états d'âme, mais disposant de peu de moyens, et il faudrait aux souffreteux et à leurs émules en supporter encore de vertes et de pas mûres avant que les moeurs ne s'adouçissent et que le sucre de la compassion n'entrevoie les lucarnes d'un monde meilleur.

Justement, vers 1510, arrive à Fécamp, arraché de son monastère du mont Cassin, un jeune champion de saint Beoilt dont les pensionnaires de l'abbatiale ne vont pas tarder à voter le sérieux et l'esprit de découverte. Bernardo Vincelli, spécialiste en philosophie hermétique et en transmutation des métaux, coosare ses moments de détéote et de déconvenue à la mise au point d'une potioo réparatrice de moines qui ne laisserait pas les boos Péres sur une trop détestable impression. Natif de Venise, il gardait en tête le souffle sans égal des épices, qui s'échappaient des cales des navires marchands de retour des comptoirs de la Sérénissime. Or, ici, sur cette côte normande, accostent des caravelles génoises qui lui offrent de quoi parfumer sa mémoire et rendre ses recherches coovaincantes. Don Bernardo se fait un com; sa liqueur une renommée.

Durant près de trois siècles, on la boira avec extrême onctioo, en se félicitant d'être momentanément de santé précaire pour pouvoir en goûter tous les avantages et co apprécier tons les sortilèges. Evêques et princes, dérouseurs de prélat et hommes de loi, courtisanes corrouées et capitaines d'armes, tous oe jurent que par Vincelli, le sauveur des grippés, l'ami des assoiffés et des ratatinés. Mais la fio des délicates libations est proche. Les biens et les bienfaits du clergé ne résisteront pas aux bonnets pbyrgiens, qui stoppent, dès 1789, la fabrication d'un alcool trop parfumé d'Aoeien Régime pour faire bon ménage avec les vendanges corsées du moment. Tout devait disparaître. Tout disparut.

L'idée, le secret de Bernardo, eut

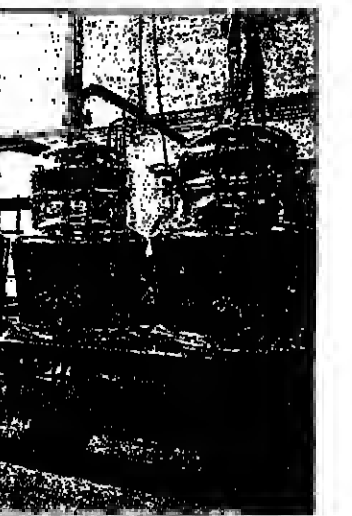
pourtant un reprenneur. Un homme avisé et curieux, natif de Fécamp, versé dans le commerce des spiritueux, respectable et agressif en affaires, affublé d'une fiche d'état civil qui pouvait faire sourire, mais dont il se servira avec beaucoup d'entregeot pour s'installer en Bourse et conquérir, à sa manière, de vastes et durables territoires. Alexandre Le Grand retrouve, en 1863, un manuscrit qui donnait l'apparence d'avoir appartenu au Ventitien eo exil et dans lequel il croit déchiffrer des recettes de différents alcools dont l'une pouvait être celle qui avait fait merveille



jusqu'à sa mise à l'index, puis sa mise à mort pour cause de révolution. Uo ao de travail, nuits blanches, espoirs, fausses pistes, tâtonnements, alchimie, chimie, une touche de cardamome, deux doigts de coriandre, trois baies de genièvre, une pincée de safran, explosion de l'alambic, réparation de l'alambic... Et un matin, clair dans le soleil, parfait sous la langue, commercial eo diable, le cordial du siècle reçoit son nouveau nom de baptême, savamment contrôlé par son réinventeur-rénovateur : Liqueur des moines bénédictins de l'abbaye de Fécamp. La Bénédictine venait de renaitre.

Première initiative de ce personnage peu ordinaire qui finira, empereur de la liqueur, par se composer une silhouette à la Badinguet : cavalier vers Rome pour obtenir du supérieur des

bénédictins la bénédiction de l'ordre. Il se présente la bouteille de tous les espoirs serrée sur le cœur, cachetée de cire, sérieuse, pieuse, avec en plein centre la locution fameuse, esquissée en trois lettres et placée au-dessus d'une croix latine : D. O. M. : *Deo optimo maximo*. A Dieu, très bon, très grand, l'Eglise o'était pas encore séparée de l'Etat, on pouvait faire fort. Succès total chez les religieux, plus grand, plus haut, plus effroyablement gothico-florin III encore. Une merveille. Tout le monde est fier. Viollet-Le-Duc lui-même vient jeter un œil et trouve que le pastiche ne manque pas de gaule. Un peu chargé peut-être, mais cofin, on est en province...



Plus rien oe pourra arrêter la furia de cet extravagant qui décide la construction, au centre de la ville, d'un palais-usine dans le goût d'une époque qui s'enthousiasmait pour les efforts de Viollet-Le-Duc à jouer les Cecil B. De Mille avec les hauts faits du patrimoine médié-

val. Un architecte local, Camille Albert, féru en gargouilles et renaissant flamboyant, lui arrange le coup, mais l'édifice première période est la cible de deux pyromanes qui, un soir de janvier 1892, font flamber le chef-d'œuvre comme une crêpe Suzette. Miracle pourtant : les réserves géologiques d'eau-de-vie échappent à l'incendie. Bon présage. On reconstruit, plus grand, plus haut, plus effroyablement gothico-florin III encore. Une merveille. Tout le monde est fier. Viollet-Le-Duc lui-même vient jeter un œil et trouve que le pastiche ne manque pas de gaule. Un peu chargé peut-être, mais cofin, on est en province...

Fidélité à l'idée. Aujourd'hui presque rien n'a changé. Dans les sous-sols : la liqueur et ses alambics, les foudres de mûrissement et les carquois d'épices. Flottent dans l'air d'épais relents d'embaumement. A l'étage : le musée, meublé des collections personnelles de Le Grand - toutes d'origine incertaine, mais certifiées Renaissance, - avant tout proposées au visiteur pour le mettre dans l'ambiance et mieux lui faire admettre les pouvoirs vertueux de l'éllixir retrouvé. Ça marche encore parfaitement (1). Ellixir retrouvé et perdu, car il ne fait plus guère recette sur sa terre natale, la production, presque dans son entier, s'en allant payer sa dime aux comptes de la balance du commerce extérieur (2). On se souvient de l'apostrophe fameuse de de Gaulle saluant « Fécamp, port de mer, qui entend le rester et qui le restera ». En son temps, l'affaire o'était pas passée inaperçue. Gros effet. Quelle détermination dans la formule ce général, quelle anticipation sur l'Histoire ! Du coup, Fécamp est toujours port de mer et à l'évidence, toujours capitale de la Bénédictine. Ah ! les grands hommes.

De notre envoyé spécial
Jean-Pierre Quélin

(1) 123 000 entrées en 1991.
(2) 95 % des cinq millions de bouteilles produites annuellement partent à l'exportation.
► Distillerie Bénédictine, 110, rue Alexandre-Le-Grand, 76400 Fécamp. Tél. : 35-28-00-08.

Le triomphe de l'Arc

On le voit trop pour y prêter vraiment attention. On croit le connaître, on ne sait rien de lui ni de son histoire. Les Parisiens l'ont tout de même échappé belle : le projet initial était d'élever un éléphant, énorme et de bronze. L'Arc de triomphe.

L'en était ouvert à Denon qui, en Egypte, lui avait fait approcher Alexandre. Cette question des arcs le tourmentait. Non pas au point de lui faire oublier tout à l'heure, ici à Saint-Cloud, dans la galerie d'Apollon décorée par Mignard, ces audiences avec ces ambassadeurs empapés qui se taisaient la bergamote, d'autant plus présentieux qu'ils semblaient terrorisés. Au contraire, cette façon de s'occuper des beaux-arts entre deux campagnes lui donnait l'illusion qu'il était un souverain à part entière, et pas seulement un lanceur de boules, et que la pierre était le meilleur moyen de se présenter devant l'Histoire, les mains un peu moins tachées de sang.

Ces arcs de triomphe - son entourage d'arrêts pas de lui écrire des missives botteusement courtoises - étaient finalement des ouvrages futilités qu'il n'aurait pas laissé exécuter si cela n'avait été un moyen d'encourager l'architecture, de quoi nourrir pendant dix ans, disait-il, la sculpture française. Denon lui présentait un plan. Le ministre de l'Intérieur pechait pour l'Etoile. Lui, il voyait quatre, deux pour commémorer Maréchal et Austerlitz, les deux autres pour la Paix et la Religion. Ces dernières étaient des hochets bien utiles. L'indispensable Daru verrait tout cela entre deux rapports sur la Grande Armée.

Pour orner la capitale, lui, au contraire, avait aimé un éléphant. De bronze naturellement. Avec un jet d'eau sortant de la trompe. C'était presque une obsession. Non pas à cause d'Hasdrubal. Il avait parfois des bonheurs enfantes. Il se souvenait vaguement - peut-être était-ce dans les livres de l'oncle Fesch ou dans la bibliothèque de Brienne - de cette lithogra-

phie aquarelle de l'éléphant triomphal. Cette gravure avait enchanté les Parisiens dans les années 1750, qui se passionnaient autant pour les exploits amoureux du Bien-Aimé que pour les casars, les porc-épics ou les paresseux, toutes ces bêtes mystérieuses qui arrivaient des îles dans les caisses de la Ménagerie de Versailles.

En ce temps-là, les urbanistes du roi se grattaient la tête pour embellir les Champs, qui étaient un vaste pâturage. M^{re} de Pompadour faisait conduire ses vaches au pré, et l'architecte Soufflot y menait la sienne. On discutait de l'air du temps, on communiquait par quadrupèdes interposés. On se rafraichissait dans les « cabarets à l'étagée », dressés à même la pelouse, avant de disparaître prestement dans les quinconces pour des conversations plus approfondies.

M^{re} M. Ribart de Chamoussé, de Berri, architecte, avait eu « l'impermanence », comme disait le baron Grimm, de proposer d'élever son éléphant triomphal au sommet de la promenade des Champs-Élysées. Incroyable projet, traduisant la folie animalière de l'époque, touchante de naïveté. Le pachyderme - Ribart en avait dessiné une coupe - transformé en caverne des plaisirs, abritait des salons, des boudoirs, des escaliers en colimaçon, de faux jardins, des jets d'eau avec au sommet Sa Majesté jouant les cornacs. Il y avait surtout dans cette terminerie une salle de restaurant figurant le plus profond d'une forêt avec des arbres servant de colonnes et un ruisseau où « des oiseaux aquatiques y donnaient de l'eau par le bec en guise de robinet », et un cabioet des machines pour actionner ce grand brio-à-brac naturaliste. M. Grimm en restait presque coi. « Cet Egyptien... », se contentait-il de dire.

On avait reculé devant le mam-mifère. Ledoux avait été appelé à la rescousse, qui avait édifié deux beaux pavillons d'octroi, juste avant la Révolution. L'empereur pourtant était toujours tenaillé par son envie éléphantique. Fontaine, l'architecte de la cour, fronçait les sourcils, comme si le péché était des plus graves. « L'utilité

doit porter motif de la décoration », osait-il lancer. Mais on n'avait pu résister à cette pulsion pachydermique, et s'opposer au désir du maître. La Bastille, dégagée de ses vilaines ruines, avait été choisie comme terrain d'expérience pour recevoir la bête, une bête provisoire, de bois et de plâtre revêtu, en attendant qu'elle fût coulée avec le bronze des canons pris aux insurgés espagnols. Et soudain, presque tendre, aussi impatient qu'un enfant, il s'enquerra depuis Madrid : « Je suppose que l'éléphant sera très beau. » Le joujou impérial de quarante pieds de haut et badigeonné de vert, fut terminé en 1813. On se sait si l'empereur vint lui faire une tape amicale, mais les intempéries plus que les révolutions eurent raison de lui. Et, plus tard, Victor Hugo assiste à son agonie : « Il était là, dans son coin, morne, malade, croulant, entouré d'une palissade pourrie, souillée à chaque instant par des cochers ivres. Une laide lui sortait de la queue, les hautes herbes lui poussaient entre les jambes. »

La barrière de l'Etoile serait donc vouée aux constructions sérieuses. Les militaires y installeraient leur campement pour des siècles, y transporteraient leur table d'airain et leurs certitudes guerrières. On logerait dans l'Arc de vieux braves, chargés d'expliquer le silence des pierres.

Les temps changeaient. L'Arc était là, inutile et superbe. L'Empire avait disparu au couchant. Les vétérans de la Grande Armée battaient le pavé avec leurs souvenirs de sang. On les exhibait comme de vieilles reliques. Friand d'agapes militaires, Horace Vernet les commandait dans son atelier par douzaines, sergents, colonels ou tambours-majors couronnés et tannés à point par le soleil d'Afrique.



PHOTOMONTAGE D'ANDRÉ BOULZÉ/DEMEDIA

Dans cette arche de la gloire, suspendue au-dessus du pavé, toute la ménagerie militaire fut embarquée, les plus beaux fauves, les plus beaux carnassiers, qui avaient couru de Somo-Sierra à Hohenlinden. Un général fut commis pour dresser une liste des bénéficiaires de ce voyage pour l'immortalité. Et comme il était à prévoir que son choix serait contesté, une commission spéciale, présidée par le vieil Oudinot, se livra à des repêchages. Six cent soixante sabreurs optèrent finalement un passeport d'éternité. On inscrivit Turreau, l'ivoireur des colonnes infernales, mais on oublia le général Hugo. Le sort de l'Arc était fixé. Mais, les guerres finissant par lasser, on en fit le réceptacle de la douleur nationale.

Dans la nuit du 31 mai au 1^{er} juin 1885, on voulut bien le prêter à Victor Hugo, qui aussi avait été un grand fauve, et qui venait de mourir sur ces mots : « Je vois de la lumière noire. » L'Arc avait été habillé pour la circonstance et portait un grand voile de veuve. Le quadrige de Falguère, comme des cerises sur un chapeau, s'empêtrait aussi dans le crépe. Charles Garnier, qui avait construit l'Opéra, avait dessiné un cénotaphe haut de 23 mètres, une pièce montée lugubre. A des mâts étaient accrochés des écussons ou des écrits - « Les contemplations », « 93 », « ... - trente-six lampadaires diffusaient une lumière sépulcrale. Et puis il y eut une marée de misérables. « L'humanité autour d'un cercueil », dira Maurice Barrès. « Le dieu dormit, vainqueur sur le champ de gloire, arraché au grand rival. Napoléon », écrivit Romain Rolland.

L'Arc, aujourd'hui, se laisse parcourir de la tête au pied comme un animal préhistorique appri-

voisé. Ou sculpté par les meilleurs spécialistes qui suivent les évolutions millimétrées de l'ensemble. « On s'opère que le monument respire », note Martine Courant-Vidal, conservateur. En 1985, on décida un tassement hélicoïdal des joints de fondation, au niveau de la pile nord-ouest. Le monument souffrait, en quelque sorte, d'un tassement de la voûte plantaire, esquissait un mouvement de vrille. On dut consolider les fondations, ceinturer les parties hautes avec des tirants métalliques. Affection classique pour ceux qui ont passé leur existence dans les courants d'air, la goutte au nez, à monter des gardes semipernelles.

Dans ses flancs s'entasse le brio-à-brac de l'immortalité, des monceaux de palmes, hommage d'une France à la peine, et non plus arrogante, au Soldat Inconnu. A ceux qui sont tombés maculés de boue. Ou à ceux qui écrivaient au front, comme Maurice Ravel : « Je me suis amusé à noter des chonts d'oiseaux » ; ou, comme le sculpteur Gaudier-Brzeska : « J'ai arraché la crasse d'un fusil et, avec mon canif, j'y ai découpé un motif par quoi j'ai tenté d'exprimer un ordre de choses plus doux que je préfère. »

Chaque jour, vers 18 heures, on passe un dernier coup de chiffon sur les cuivres de la tombe. Un général, sanglé dans un imperméable, explique : « Le 14 juin 1940, lorsque les Allemands sont entrés dans Paris, la flamme a été éteinte. Il ne s'est rien passé. Un de leurs généraux s'est même agenouillé. Et cela a duré pendant

toute l'Occupation. Pas un seul drapeau allemand n'a flotté sur l'Arc. » Puis, ils arrivent au pas - un pas qui a perdu l'habitude - avec des restes de tenue militaire, un morceau de vareuse dépassant du manteau, le calot tirant sur l'oreille, passant sous le Départ des volontaires de Rude, presque trop humain. Ils s'alignent autour de la tombe, abaissent leurs drapeaux, qu'ils raigent ensuite dans des housses, et s'évanouissent dans l'ombre. Le « gardien de la flamme », un ancien d'AFN, disparaît, dans le pied de l'Arc, dans une petite sacristie, ouvre un placard et place sa tenue sur un cintre sous un plastique. Dehors, un colonel bougon lance : « Allez, les enfants, on a bien travaillé. La prochaine. »

Régis Guyotat

► 1806 : l'architecte Chalgrin est chargé d'édifier un arc à l'Etoile. 1823 : reprise des travaux sous la direction de Huyot. 29 juillet 1836 : inauguration de l'Arc. Nuit du 31 mai 1885 : funérailles de Victor Hugo. 28 janvier 1921 : aménagement de la tombe du Soldat Inconnu. 11 novembre 1923 : première cérémonie de la flamme.

► Livres : les Champs-Élysées, éd. Délégation artistique de la Ville de Paris (1988) ; Vie et histoire du 8^e arrondissement, par Andréa Jacob et Jean-Marie Leré, éd. Harvée (1987) ; Paris sous Napoléon, par de Lanzac de Laborit, éd. Plon (1905).

hôtels aux USA
50% de réduction

Encore un service du

3615 go US
les Etats Unis... à portée de main

ISLANDE
geysers et volcans
avec votre voiture à l'hôtel
«Norröna»
Smyril Line
Votre agent de voyages
voyages ALANTOURS
47, rue Danielle Casanova 75001 Paris
Tél. : 01 42 96 59 78

DECouvrez LE PACIFIQUE
Vols A/R + hébergement, base 2 personnes + assurance, assistance.

HAWAII - Oahu	9 jours/7 nuits	8 300 F*
AUSTRALIE - Sydney + Brisbane	15 jours/12 nuits	17 960 F*
NOUVELLE-ZELANDE - Auckland + Wellington	15 jours/12 nuits	18 300 F*

Et aussi :
• Fidji • Papouasie/Nouvelle-Guinée • Nouvelle-Calédonie •
• Vanuatu • Polynésie Française.

*Prix à partir de, par personne en valant jusqu'au 31 mars 1992.

Islande
ALANTOURS
le secret le mieux gardé de l'Europe
ALANTOURS vous propose de découvrir "votre ISLANDE"...
Voyages individuels, location de 4x4, randonnées à pied, à vélo de montagne, à cheval, circuits accompagnés avec hébergement à l'hôtel, etc.

Demandez la brochure ALANTOURS "DESTINATION ISLANDE" à votre agent de voyage ou 5, rue Danielle Casanova 75001 Paris
Tél. : (1) 42 96 59 78
un vrai spécialiste de l'Islande

Vichyssoises !

LES mets portant le nom d'une ville thermale ne sont généralement pas alléchants, qui préfigurent un quelconque régime. Et le seul énoncé des carottes Vichy peut faire grimacer le gourmet. A tort, car, s'il est condamné aux dites carottes, ce plat préparé dans les règles peut avoir son charme.

Il y a des carottes nouvelles taillées en roquettes, cuites en un court mouillement d'eau de Vichy-Saint-Yorre avec un soupçon de sucre et moins encore de bicarbonate de soude (on l'appelle autrefois « sel de Vichy »), à feu doux et jusqu'à absorption dudit mouillement. On les sert avec un peu de beurre et du persil émincé. Inutile de vous dire que lorsque les carottes Vichy figurent sur les cartes des restaurants, elles sont le plus souvent cuites à l'eau du robinet !

Par contre, vous rencontrerez un peu partout en France, dès

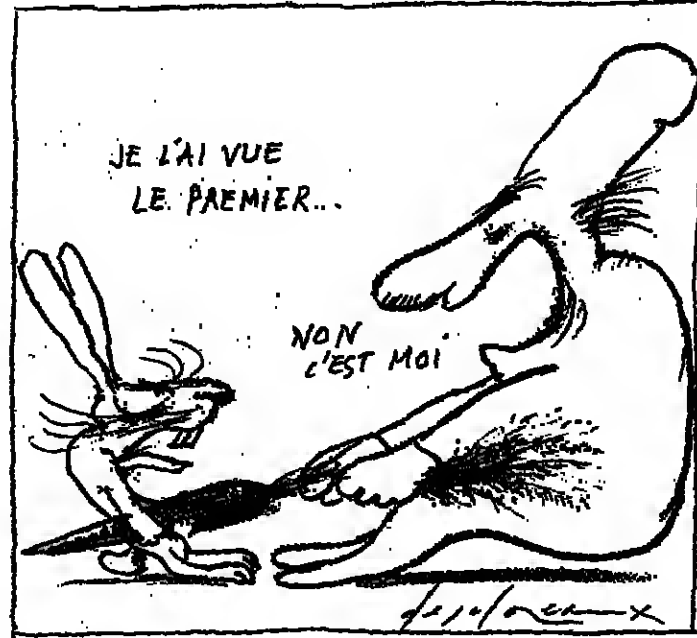
les beaux jours, la vichyssoise, une crème-potage (elle peut être servie chaude, mais sans grand intérêt). Et cette vichyssoise est vraiment délicieuse.

Seulement voilà ! Ce régal n'a rien à voir avec un quelconque régime, non plus qu'avec Vichy. Ou, du moins, bien peu. Il nous vient en effet d'Amérique !

C'est après la dernière guerre que nous l'apprenons. Soit par la demande de touristes yankees, soit par américanophilie, soit par des chefs français de retour d'un voyage là-bas et l'introduction en France où elle n'était pas née, certes, mais qui l'avait inspirée. Et l'on sut qu'un chef de chez nous établit là-bas, nommé Diat (Louis, il me semble), avait un jour créé ce potage poireaux-pommes de terre bien « ménager » chez nous, et notamment en Bourbonnais, dont il était natif. C'est pourquoi il le baptisa « vichyssoise »

en le servant glacé, ce qui était une raison de plus de séduire les Américains, qui, plus que nous (et avec raison à mon avis), apprécient la cuisine froide. C'est donc là une simple soupe de poireaux et de pommes de terre, passée épaisse, augmentée de quelques glaçons et liée à la crème fraîche. On la sert poudrée de ciboulette ciselée. Bien entendu, certains chefs ont « tourné » autour de la recette initiale. C'est ainsi que j'ai rencontré une vichyssoise pommes de terre et courgettes.

Est-elle courante sur les cartes à Vichy ? Sans doute point, encore que l'on puisse noter quelques signes de résurrection d'une ville qui, il y a quatre ou cinq lustres, était gastronomiquement renommée. A Vichy même, La Grillade de Georges Hilman nous régala, après le bonnard à la nage, d'un poulet Père Lathuille, au Patis de l'Al-



bert-le-M. Mignot préparait les écrevisses amoureuses et la côte de veau Foyot. Et, dans les environs, l'inoubliable Lénine Sarrasat (il fut son premier article dans le Monde) éblouissait ceux qui passaient par Saint-Germain-le-Puy de ses écrevisses au champagne. Tandis qu'un peu

plus tard Raymond Oliver inaugurait le Restaurant du lac et qu'au bar du Carlton, avec Pierre-Jean Vaillard, nous lançions le Volvée-Scotch. Aujourd'hui encore, dans les environs vichyssois, les gourmets connaissent l'adresse de La Fontaine à Creuzier-le-Vieux, tél.

Le Reynière

Semaine gourmande

Goumard-Prunier

Il était temps ! L'illustre maison de la rue Duphot, fermée depuis deux ans après une lente décadence, pourra fêter cette année son 120^e anniversaire, grâce à Jean-Claude Goumard. Il a eu du mérite, faisant effectuer de nombreux travaux : remontée des cuisines au rez-de-chaussée, ascenseur vers le premier étage, réhabilitation des salles sans, bien évidemment, attaquer le décor Majorelle (les lavabos sont, du reste classés). C'est donc en l'an 1872 que ce premier Prunier ouvrit, un simple bistrot avec un Alfred Prunier sachant choisir les vins et gentils vins d'accompagnement, et son épouse Catherine au fourneau, cuisinant les escargots, les pieds de mouton poêlés et les grillades. Passons sur la petite histoire qui fit de Prunier un « grand », puis un navire à la dérive. Dans la même rue, en 1980, MM. Goumard père et fils reprenaient un petit restaurant ; Jean-Claude, le fils, épris de ce qui vient de la mer, en fit avec son chef Georges Landriot (qui fit ses classes chez Point) une belle maison de poissons et crustacés. Nous les retrouvons maintenant ici, et l'enseigne Goumard-Prunier reste fidèle aux enfants d'Ambroise, ajoutant au tartare de loup, aux saint-jacques en aigre-doux graines de couscous, à la sole des sables au jus d'huîtres, etc., un carpaccio de saint-jacques et truffes, la lotte rôtie aux épices indiennes, les huîtres tièdes en tête de champignons rôtis, avec une bouillabaisse « spéciale » Goumard-Prunier. Mais aussi, et j'allais écrire surtout, car cela est de plus en plus rare à Paris — les fruits de mer d'origine : bouquets du Croisic, oursins d'Equy, praires de la rade de Brest, creuses d'Oléron et véritables belons, qui, comme tout le poisson, n'ont pas connu la glace ! Voilà ! C'est le

nouveau et l'éternel Prunier, c'est Goumard-Prunier. Quant à l'ancien Goumard, je vous en reparlerai, il reste « dans la famille ». Notez aussi une cave de qualité et des additions entre 500 F et 600 F pour des repas de fête.

► Goumard-Prunier, 9, rue Duphot, 75001 Paris. Tél. : 42-60-36-07. Non-fumeurs. Salon 30 couverts. Parking : Madeline. C8-AE-DC. Chians acceptés.

Regain

J'ai signalé en son temps le retour de Jean Delaveyne (qui avait quitté la capitale de Bonaparte pour s'installer à la gastronomie gourmande dans le septième arrondissement de Paris).

Les murs de bois blond-roux de cette salle, le calme feutré du service et les splendeurs de la carte devraient attirer ici bien du monde, y compris des lecteurs du Gault-Millau fort étonnés de ne pas trouver mentionnée ce Regain dans leur guide. Passons ! Il y a, aux déjeuners, un menu à 240 F, très honorable, qui m'a régalé d'une soupe de palourdes, et d'une tête de veau ravigote avant le dessert. A la carte, s'il vous faut compter de 300 F à 450 F, dites-vous que les prix, depuis l'ouverture, ont plutôt baissé, ce qui est exceptionnel. Dites-vous aussi que la qualité des produits est elle aussi exceptionnelle, qu'en Jean Delaveyne (mais cela on le savait) est un grand cuisinier d'habileté. Notez les quenelles de brochet au gratin, la côte de porclet d'herbage gratinée, le pigeon au gratin de macaronis, la crème vanille aux madeleines (cuites au moment). Avec aussi un café remarquable. Belle carte des vins.

► Regain, 138, rue Saint-Dominique, 75007 Paris. Tél. : 47-53-09-86. Fermé samedi et dimanche. Parking : Champs-de-Mars. C8-AE.

Les fringales de Lautrec

L'EXPOSITION des œuvres de Toulouse-Lautrec au Grand Palais m'a fait rechercher quelques-unes des recettes données par son « copain » de classe à Condorcet, et qui devaient plus tard, alors qu'il était devenu directeur de revue et marchand de tableaux, le retrouver, l'aider et devenir son inséparable : Maurice Joyant. Celui-ci devait publier, en 1930, à quelques centaines d'exemplaires, la Cuisine de Monsieur Momo (ouvrage réédité plus tard en Suisse avec une préface de M.-G. Dorci et Ph. Hildisman). Recueil des recettes retenues par Lautrec pour qui la cuisine était inséparable de sa vie artistique. Ne disais-je pas : « Le meilleur convive est celui qui déclare en se mettant à table : « J'ai faim et j'ai soif » ?

De Lautrec, son contemporain le poète symboliste Paul Leclercq nous précise qu'il avait « tous les jours sur lui une petite râpe et une noix muscade dont il parfumait les portes qu'il buvait ». Et Vuillard, qu'il a peint devant des fourneaux, chez Thadée Natanson (1898), racontait qu'un jour, au cours d'un repas succulent pris chez Lautrec (avenue Frochot), celui-ci, après le fromage, se leva et dit à ses invités : « Suivez-moi ! ». Puis il les conduisit non loin de là, chez des amis où était, au mur, un tableau de Degas inspiré par l'orchestre de l'Opéra (il est actuellement au Musée du Louvre) ; montrant la toile, Toulouse-Lautrec dit simplement : « Voilà votre dessert ! »

Dans cet ouvrage de Joyant, donc, les gourmets peuvent trouver des recettes d'un peu partout. J'ai relevé par exemple des filets de héron (on en trouvait à l'époque, migrateurs, dans la Somme et en Camargue), un civet de marmotte et des raneaux aux olives, plat dont il

avait mis au point la recette et qui lui faisait s'exclamer devant les bœtiens de la peinture : « Ils n'auraient jamais droit aux raneaux aux olives, ils n'en sont pas dignes ! »

Je trouve encore, dans cet ouvrage, une mayonnaise au chocolat et une tarte au rhum (celle-ci s'inspirant peut-être de la fameuse tarte au vin de Zurich). Il s'agit d'étendre dans un moule bien beurré la pâte « bien mouillée de beurre » (sic), de poudrer sérieusement de sucre puis d'y verser un verre (3/4 de litre et 1/4 d'eau) avant de mettre à four claud.

L'humour ne manquait point non plus : ainsi trouve-t-on la recette d'un serpent du couvent. Il s'agit de pâte roulée en rond comme un serpent levé, yeux et écailles imités par des grains de raisins de Smyrne, et le dos de l'animal couvert d'amandes coupées en deux dans la longueur ; mettre au four et cuire à feu doux. Il y a également une recette de pâté de lapin artificiel (la viande de veau remplaçant celle du rongeur).

C'est aussi Maurice Joyant qui, assurant que l'eau abîme le palais, mettait sur la table des carafes d'eau dans lesquelles nageaient des poissons rouges.

Enfin, il assurait avoir une recette souveraine contre la bronchite chronique, le porto à lail : hacher une livre d'aïl, la mettre dans un litre de vieux porto et laisser macérer vingt jours. Commencer le soir par un demi-verre à liqueur avant le potage, puis augmenter la dose jusqu'à deux verres.

Mapie de Toulouse-Lautrec, femme de l'animal et sa parenté éloignée, nous a laissé de nombreux ouvrages de cuisine. Mais dans « A boire ! A boire ! » elle a oublié cette recette...

L. R.

Miettes

Bonnes adresses de lecteurs : Le Manoir de la Forêt à La Ville-aux-Clers (41170), l'Hôtel de la Setaz (73450) et son restaurant Le Gaszillier ; Le Limousin, enfin, 1, rue Satory, à Versailles. Et, d'un autre gourmet, le Relais du Mâconnais à la

Croix-Blanche, Berzé-la-Ville (71960), aux menus à 120 F et à 195 F, de qualité.

L'Aigüère, 37 bis, rue de Montreuil, a pour numéro de téléphone 43-72-42-32, et non 43-72-42-42, ainsi que l'indique le Bottin gourmand.

LA FINLANDE avec ALANTOURS
"La Laponie et le Cap Nord"

Circuit accompagné 9 860 F
8 jours Paris/Paris.

Demander la brochure ALANTOURS SCANDINAVIE
à votre agent de voyage ou ALANTOURS :
5, rue Danielle Casanova - 75001 Paris - Tél. : (1) 42 96 59 78

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS
Côte d'Azur

NICE
HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-38-39-40.
Plén centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, club.
Téléphone direct, minibus.

06500 MENTON
HÔTEL VILLA NEW-YORK***
Logis de France
FORFAIT SOLÉIL 7 J/7 Nuits
à partir de 1 550 F en 1/2 pens.
Chambres grand confort.
Douche ou bain, W.C. Tél.
TV couleur, climatisées,
vue panoramique, Jardin exotique.
Parking clos. La tranquillité
à 100 m des plages.
Doc. : Tél. : 93-35-78-69
Fax : 93-35-51-07.

Montagne

74380 BONNE - HAUTE-SAVOIE
Hôtel Hexagone*** Neuf
au pied des stations et tout près
des nombreux golf de la région.
Idéal pour vos w. c. sport.
Accueil familial et savoyard.
Renseignements :
16 (1) 50-39-20-19.
Fax : 16 (1) 50-39-26-80.

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
HTES-ALPES - STATION VILLAGE
A 5 km de Saint-Véran
HÔTEL LE CHAMOIS***
Logis de France
Soleil, calme, ski de fond, piste
Pension, demi-pension
Tél. : 92-45-43-71.
Fax : 92-45-40-58

05350 SAINT-VÉLAN
(Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras)
2 040 m, site classé du XVIII^e siècle
Etié-hiver, plus haute comm. d'Europe
2 hôtels 2 étoiles
Logis de France
Ski de fond, piste, promenade.
Meubles, chambres doubles, chambres,
1/2 pens., pens. complète, 46, libre
HÔTEL LE VILLARD, tél. : 92-45-52-08
et **HÔTEL LE BEAUREGARD**
Tél. : 92-45-52-02. Fax : 92-45-50-10.

Paris

SORBONNE
HÔTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c.
Tél. direct. TV couleur. De 300 F à 450 F
Fax : 46-34-24-30.
Tél. : 43-54-92-55.

Provence

PORTES DES ALPES
HÔTEL LILAS GAMBETTA***
223, avenue Gambetta
Tél. : 43-62-85-60
Téléc. : 21 1838. Fax : 43-61-72-27
Chambres insonorisées (310 F à 360 F)
Petit déjeuner à 25 F
TV couleur. Tél. direct, minibus.

MAS DE GARRIGON***
Un hôtel et un restaurant de charme,
face à Roussillon et au Lubéron.
Bibliothèque, fenêtrée de cheminée.
Promenades, baignades romaines.
ROUSSILLON, 84200 GORDES
Tél. : 90-05-63-22.
Fax : 90-05-70-01.

Italie

VENISE
Hôtel LA FENICE
ET DES ARTISTES***
San Marco N. 1936
Tél. : (41) 52-32-333 Fax. 52-03-721
et son Restaurant
nouvelle ambiance « bohème »
TAVERNA LA FENICE
Tél. : (41) 52-32-333 Fax. 52-37-866.

Suisse

3920 ZERMATT-VALAIS-SUISSE
Hôtel HOLIDAY
60 lits, situation tranquille et ensoleillée, à proximité du funiculaire
Sunnegga. Chambres avec balcon
cuisinette - bar - bain - w.c. -
radio - téléphone - TV. Hall d'accueil avec bar. Restaurant. Entrée
gratuite dans une piscine couverte.
Téléphone : 1941/28/67 12 03,
famille R. Perrea, fax 1941/28/67 50 14.

TOURISME

Home d'enfants à la montagne
(Jura 900 m altitude
près frontière suisse)

PRINTemps

ÉTÉ

Agrement jeunesse et sports. Yves et
Liliane accueillent vos enfants dans
anc. ferme XVI^e c. confortablement
renovée. 2 ou 3 chbres avec s. de br.
w.c. Située au milieu des pâturages
et forêts. Accueil volont. limité à
15 enfants, idéal en cas 1^{er} séparation.
Ambiance familiale et chaleureuse. Activ.
VTT, jeux collect., peinture a/bols, in-
tér. échecs, fabric. du pain :
2 080 F semaine/enfant.
Tél. : (18) 81-38-12-51.

La Taverne
L'Ambassade d'Alsace
des grands boulevards
24 Bd des Italiens, Paris 9^e
Tél. : 47.70.16.64

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

CHAMPS-ÉLYSÉES	CONVENTION	MAIREPT	ODEON
RELAIS BELMAN , 37, r. Franc.-A., 47-23-54-42. Jusq. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche.	LE DEY , 109, rue Croix-Nivert, 15 ^e dim. ha. Tél. : 48-24-41-44 Cuisine algérienne ; Bourek, Chorba Choix de couscous et lagins algériens.	LA COUR COLEBERT , 12, rue Hôtel-Colbert, 5. 43-54-61-99. T.L.J. Cadre XVII ^e authent. FMR 220 F.	LA TOUR DE L'ODÉON Fermé dimanche. 7, rue Cornille, 6. 43-26-03-65.
COPENHAGUE	GORELINS	RANGKOK CITY	PL. PÉREIRE
FLORA DANICA , 1 ^{er} étage sur un jardin SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ. 142, av. des Champs-Élysées, 43-68-20-41	ENTOTTO , 65-48-51 - F. dim. 143, r. L.-M.-Nabius, 13 ^e Spécialités éthiopiennes.	RANGKOK CITY 13, r. Montagne-St-Geneviève Spécialités thaïlandaises 43-26-22-19. F. dim.	DESSIRIER , Jusq. 0 h 30 Huîtres, coquillages, crustacés. Spéc. de poissons, viandes 9, pl. Mal-Juin, 17 ^e (voltaire) 42-27-82-14 - 43-80-50-72.

هكذا من الأصل

Bridge

n° 1475

L'OSCAR DU JUNIOR

Ce chelem du championnat d'Europe juniors de 1988 à Plovdiv, en Bulgarie, a reçu l'Oscar de la donne la mieux jouée du tournoi. Et effet, même quand on regarde les quatre jeux on a du mal à faire douze levées. D'ailleurs, à l'autre table, le déclarant norvégien qui jouait 4 Cœurs a fait seulement dix levées.

♠ V 9 4 3
♥ A 10 9 7 6
♦ A R V 5
♣ —

♠ R D 7 6 5
♥ 4
♦ 10 8 4
♣ 9 7 5 3

♠ 10 8 2
♥ R V 8
♦ 9 3 2
♣ A V 10 8

♠ A
♥ D 5 3 2
♦ D 7 6
♣ R D 6 4 2

Ann. : E. don. N.-S. vuln.

Ouest Nord Est Sud
Helgemo O'Gorman Johansen McCann

1 ♠ contre 2 ♠ 3 ♠
3 ♠ contre 3 SA 3 SA
6 ♠ contre 3 SA

Ouest ayant entamé le 4 de Carreau (car le contre de 6 Cœurs demandait, conformément à la convention Lightner, de ne pas entamer Pique ou atout), comment Mac Cann a-t-il gagné ce PETIT CHELEM A-CŒUR contre toute défense ?

Réponse :
Si Est n'avait pas contré, la ligne de jeu normale aurait été d'espérer un bon partage à l'atout et l'As de Trèfle. Mais Est a fait trois Piques (dont deux coupes), quatre atouts du mort (dont une coupe à Trèfle), quatre Carreaux et la Dame de Trèfle affranchie.

Toutefois, à cause du contre, il fallait supposer qu'Est avait au moins trois atouts par le Roi et aussi l'As de Trèfle. La meilleure ligne de jeu était donc d'essayer de faire quatre Piques (dont trois coupes), trois Carreaux et... les cinq atouts de Nord (dont au moins trois en coupant Trèfle).

Après avoir pris l'entame avec l'As de Carreau, le déclarant a tiré l'As de Pique pour faire sa navette : 2 de Trèfle coupé, 4 de Pique coupé avec le 2 de Cœur, 4 de Trèfle coupé avec le 7 de Cœur, 9 de Pique coupé avec le

3 de Cœur, 6 de Trèfle coupé avec le 9 de Cœur. Après cette double coupe, il a tiré le Roi puis la Dame de Carreau ; enfin il a coupé son quatrième Trèfle avec le 10 de Cœur du mort. Il joue alors le Valet de Pique et la situation est :

♠ V 9 4 3
♥ D 5 3 2
♦ A R V 5
♣ —

Peu importe la carte avec laquelle Est coupe, il ne peut empêcher Mac Cann de faire la Dame et l'As d'atout.

CONTRE-ATTAQUE MORTELLE

Le verbe « contre-attaquer » est utilisé au bridge pour dire qu'un défenseur qui a pris la main joue une autre couleur. Ce verbe est parfaitement explicite, mais cela n'empêche pas plusieurs chroniqueurs de bridge d'employer l'horrible verbe « switcher » sous prétexte qu'en anglais on emploie le verbe « to switch ». Utiliser du « fraanglais » quand ce n'est pas nécessaire risque de choquer inutilement des oreilles sensibles, mais il faut espérer que cela ne les empêchera pas de trouver la défense qui fait chuter le contrat dans cette donne d'un des grands tournois de Juan-les-Pins.

♠ R 5 4
♥ A 7 3 2
♦ A D V 8 5 3
♣ —

♠ D 10 9 3
♥ R 6
♦ 9 6 4 2
♣ 10 5 4

♠ 5 2
♥ D V 10 8 4
♦ R 10 7
♣ R V 7

Les enchères ont sans doute été les suivantes (O. don. Tous vuln.) :

Ouest Nord Est Sud
passé 1 ♠ 1 ♠ 2 ♠
passé 2 ♠ 2 ♠ 2 ♠
passé 3 ♠ 3 ♠ 3 ♠

Ouest a entamé le Roi de Cœur, le déclarant a mis l'As du mort (pour le 5 de sa main), puis il a joué l'As de Carreau (sur lequel il a défaussé le 9 de Cœur) et la Dame de Carreau couverte et coupée. Ensuite, Sud a tiré l'As de Trèfle et la Dame de Trèfle (Ouest fournissant le 5 et le 4 de Trèfle). Comment Poizat, en Est, a-t-il fait chuter CINQ TRÈFLES ?

Philippe Bruggen



Anacroisés (R)

n° 706

(Les anacroisés sont des mots croisés dans les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent indiquent le nombre de lettres correspondantes au nombre de lettres du mot à trouver. Les lettres déjà présentes dans le mot à trouver sont indiquées en gras.)

HORIZONTALEMENT

1. ADEGILLR. - 2. CCEILS. - 3. ABEINSU. - 4. IMRTTU. - 5. EOLNORS (+ 2). - 6. AAGINS (+ 2). - 7. ACEIQTU (+ 1). - 8. EORSSUU. - 9. DEGIORU. - 10. EEEIPSTT. - 11. AEFLLTU. - 12. AELPSTU. - 13. AESTTV (+ 2). - 14. CDEEGR. - 15. EEMNORS (+ 1). - 16. AEEIMNS (+ 1). - 17. BEENOUV. - 18. EEMRTTU (+ 1). - 19. EEEENRTT.

VERTICALEMENT

20. AADGILLR. - 21. ALLNOOP. - 22. ACEFGIO. - 23. BEELORU. - 24. EPIRTUV. - 25. EELLSUU. - 26. AGILNS. - 27. AINPSSTU. - 28. EEEENSTT. - 29. EINNRTT. - 30. ACEEST (+ 2). - 31. ACONORS. - 32. EEEIMNV. - 33. AEEINS (+ 1). - 34. ACCORSUU. - 35. EEEIST (+ 1). - 36. ACIMOS. - 37. AESTTU. - 38. ADGLOOS. - 39. ABDEEUX. - 40. CEINOS.

SOLUTION DU N° 705

1. OCTOPODE. - 2. ÉMÉCHÉE. - 3. TAURINE (QUATRIÈME URANITE NUERAIT). - 4. ÉCATIONS (apaisons) (N) (CHACONES ENCOCHAS).

5. JABOTEUR. - 6. SHOOTÉE. - 7. OREILLON. - 8. MYÉLINE. - 9. ÉPRITES (PIÈRES). - 10. ATHÈNES (lycée (belg.)). - 11. OÉMASCLE, c'est la première école du chanoine. - 12. CRUCHÉE, c'est une cruche. - 13. CÉSURIUM (ÉCUMAS). - 14. URÉMIQUE. - 15. BORÉALE (ÉLABORÉ). - 16. ESTIMERA (ÉVALUÉS). - 17. LAVEUSE (ÉVALUÉS). - 18. TROUSSEAU. - 19. TRANSIT (STRANIER TIRANTS). - 20. OTOSCOPE, appareil pour examiner le conduit auditif. - 21. DOUTENT. - 22. PRÉSTRES (PRESTRE). - 23. TUTOYEUR. - 24. MAESTRO (OMERTAS ROTAMES TOMERAS). - 25. PISTOLET. - 26. SCIAMÈS. - 27. CAQUETS (CAQUETS). - 28. OÉTONS. - 29. PÉSERAIT (ASPIRÉ). - 30. ÉCONOMAT. - 31. CUBILOIT, four de fondrière. - 32. HORMONA (un veau). - 33. ÉCERVELÉ. - 34. LINACÉE (CALINÉE). - 35. HORDÈNE, province de l'org. - 36. ÉTEULES. - 37. ESTIVÉS, mises en pâturage pour l'été. - 38. ÉTIENT (NETTÉ). - 39. ÉTIENT (NETTÉ).

Michel Charlemagne et Michel Duguet

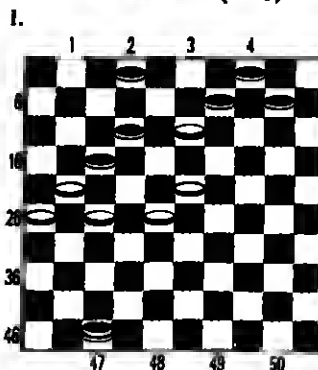
Dames

n° 426

LE COIN DU DÉBUTANT

Le Camp de l'assommoir : Ce thème comporte deux opérations distinctes : création de deux ou plusieurs prises simultanées, la dernière d'entre elles demeurant différée pour attendre la prise adverse et donc la pièce adverse qui servira à compléter le chaînon de la rafle gagnante.

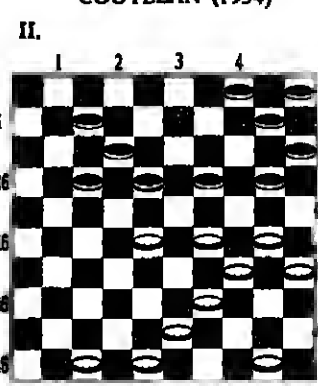
● Schéma : MANOURY (1770)



Une dame noire et 6 pions noirs, 6 pions blancs.

Les Blancs jouent et gagnent. Le mécanisme, dans ce schéma, repose sur la présence d'une dame noire à 47 que les Blancs utilisent pour damer à la case 5.

● Exemple d'application : COUTELAN (1934)

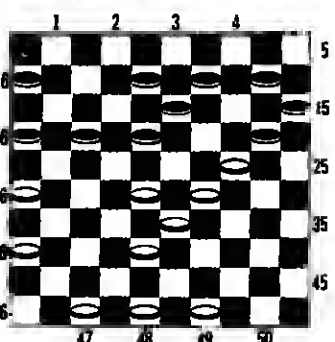


10 pions noirs et 10 pions blancs.

Les Blancs jouent et gagnent. ● Solution : 28-23 (19 x 28), 38-33 (28 x 39), 30-25 (39 x 30), 25 x 14 [première prise, la prise 35 x... étant différée pour attendre qu'un pion noir complète le chaînon de la rafle gagnante] (10 x 19) 35 x 21, 4.

L'UNIVERS MAGIQUE

Combinaison de gain très inattendue, exécutée en jouant, en 1930, par l'ancien champion du monde Fabre.



10 pions noirs et 10 pions blancs.

Les Blancs jouent et gagnent. Sur le thème de... l'assommoir, après envoi à dame.

● Solution : 28-22 (17 x 39), 26-21 (16 x 27), 36-31 (27 x 36), 47-41 [envoi à dame] (36 x 47), 49-43 (47 x 33) suit l'application de ce célèbre thème 29 x 38 (20 x 29) 43 x 51, + après cette rafle de six pions.

SOLUTION DU PROBLÈME 425

TELLINGS (1933)

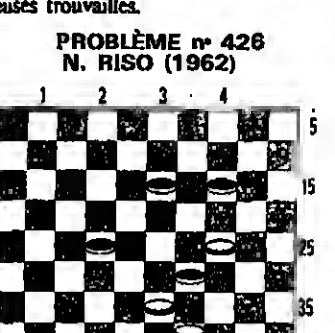
Blancs : pions à 26, 27, 28, 31, 32, 34, 35, 39, 40, 42, 43, 44, 45.

Noirs : pions à 1, 8, 11, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 23, 24, 25, 33.

26-21 (17 x 48) 27-22 (17 x 48) [second envoi à dame] (18 x 49) 34-29 (23 x 43) [mécanisme très complexe, original, très difficile à déceler] 28 x 39 (43 x 24), 40 x 16 (16 x 40) les deux dames noires vont disparaître 43 x 34 (48 x 30), 35 x 21, +. Luminées trouvées.

PROBLÈME n° 426

N. RISO (1962)



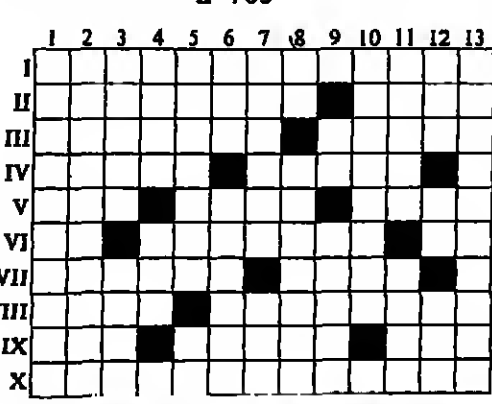
4 pions noirs, une dame blanche et 2 pions blancs.

Les Blancs jouent et gagnent.

Jean Chaze

Mots croisés

n° 705



HORIZONTALEMENT

I. Utilisez un style assez démodé. - II. Connaissent des restrictions. Donne de mauvais tuyaux. - III. Espérons qu'ils l'ont mérité. Cassez les oreilles. - IV. Regarde de haut. Rivière. - V. Secrets. Ne vaut pas grand-chose, même s'il tient. Poudra. - VI. Conjonction. Ne prend pas d'eau. Possessif inversé. - VII. Mettre tout dans le bon plan. Vaut moins que le 2 du V. - VIII. Au Bialfa. Certains médias vous le proposent. - IX. Pris au choix. Certains en ont la tête bien pleue. Cardinal qui a une histoire mouvementée. - X. Certains ne sont fort précieux.

VERTICALEMENT

I. Tours. - 2. Sous-mario. - 3. Reçu. Manque d'épices. - 4. Fais le mal. Comestible. - 5. Prend plutôt la ligne droite et préfère les raccourcis. Adverbe inversé. - 6. Fin de cérémonie. En Espagne. - 7. C'est une plaie. Bout d'un bout de cigarette. - 8. En

bas de l'échelle. Il est souvent sur le plateau du petit déjeuner. - 9. Pronom. Elevé. - 10. Elles n'ont pas été méritées. - 11. Le grecque. Interjette à l'envers. - 12. Ne reconnaît rien. Possessif. Audacieux. - 13. Voix et voies posthumes.

SOLUTION DU N° 704

Horizontalement

I. Rapprochement. - II. Évaluée. Météo. - III. Sari. Iléon. Fu. - IV. Intellectuels. - V. Stars. Baisses. - VI. Tige. Arzo. - VII. Agent. Ignoré. - VIII. Ne. Tail. Stage. - IX. CNR. Elée. Aden. - X. Établissement.

Verticalement

I. Résistance. - 2. Avantage. - 3. Partage. Ra. - 4. Piérent. - 5. Ru. - 6. Gél. Il. - 7. Célébrité. - 8. Ecang. Es. - 9. Émotion. - 10. Menus. Otai. - 11. Et. Estrade. - 12. Nêlle. Agen. - 13. Toussaint.

François Dorlet

Echecs

n° 1478

RILTON CUP
Stockholm, 1991-1992.
Blancs : Pettersson (Islande).
Noirs : Akesson (Suède).
Partie anglaise.

1. ♠ f4 2. ♠ c3 3. ♠ c3 4. ♠ c3 5. ♠ c3 6. ♠ c3 7. ♠ c3 8. ♠ c3 9. ♠ c3 10. ♠ c3 11. ♠ c3 12. ♠ c3 13. ♠ c3 14. ♠ c3 15. ♠ c3 16. ♠ c3 17. ♠ c3 18. ♠ c3 19. ♠ c3 20. ♠ c3 21. ♠ c3 22. ♠ c3 23. ♠ c3 24. ♠ c3 25. ♠ c3 26. ♠ c3 27. ♠ c3 28. ♠ c3 29. ♠ c3 30. ♠ c3 31. ♠ c3 32. ♠ c3 33. ♠ c3 34. ♠ c3 35. ♠ c3 36. ♠ c3 37. ♠ c3 38. ♠ c3 39. ♠ c3 40. ♠ c3 41. ♠ c3 42. ♠ c3 43. ♠ c3 44. ♠ c3 45. ♠ c3 46. ♠ c3 47. ♠ c3 48. ♠ c3 49. ♠ c3 50. ♠ c3 51. ♠ c3 52. ♠ c3 53. ♠ c3 54. ♠ c3 55. ♠ c3 56. ♠ c3 57. ♠ c3 58. ♠ c3 59. ♠ c3 60. ♠ c3 61. ♠ c3 62. ♠ c3 63. ♠ c3 64. ♠ c3 65. ♠ c3 66. ♠ c3 67. ♠ c3 68. ♠ c3 69. ♠ c3 70. ♠ c3 71. ♠ c3 72. ♠ c3 73. ♠ c3 74. ♠ c3 75. ♠ c3 76. ♠ c3 77. ♠ c3 78. ♠ c3 79. ♠ c3 80. ♠ c3 81. ♠ c3 82. ♠ c3 83. ♠ c3 84. ♠ c3 85. ♠ c3 86. ♠ c3 87. ♠ c3 88. ♠ c3 89. ♠ c3 90. ♠ c3 91. ♠ c3 92. ♠ c3 93. ♠ c3 94. ♠ c3 95. ♠ c3 96. ♠ c3 97. ♠ c3 98. ♠ c3 99. ♠ c3 100. ♠ c3 101. ♠ c3 102. ♠ c3 103. ♠ c3 104. ♠ c3 105. ♠ c3 106. ♠ c3 107. ♠ c3 108. ♠ c3 109. ♠ c3 110. ♠ c3 111. ♠ c3 112. ♠ c3 113. ♠ c3 114. ♠ c3 115. ♠ c3 116. ♠ c3 117. ♠ c3 118. ♠ c3 119. ♠ c3 120. ♠ c3 121. ♠ c3 122. ♠ c3 123. ♠ c3 124. ♠ c3 125. ♠ c3 126. ♠ c3 127. ♠ c3 128. ♠ c3 129. ♠ c3 130. ♠ c3 131. ♠ c3 132. ♠ c3 133. ♠ c3 134. ♠ c3 135. ♠ c3 136. ♠ c3 137. ♠ c3 138. ♠ c3 139. ♠ c3 140. ♠ c3 141. ♠ c3 142. ♠ c3 143. ♠ c3 144. ♠ c3 145. ♠ c3 146. ♠ c3 147. ♠ c3 148. ♠ c3 149. ♠ c3 150. ♠ c3 151. ♠ c3 152. ♠ c3 153. ♠ c3 154. ♠ c3 155. ♠ c3 156. ♠ c3 157. ♠ c3 158. ♠ c3 159. ♠ c3 160. ♠ c3 161. ♠ c3 162. ♠ c3 163. ♠ c3 164. ♠ c3 165. ♠ c3 166. ♠ c3 167. ♠ c3 168. ♠ c3 169. ♠ c3 170. ♠ c3 171. ♠ c3 172. ♠ c3 173. ♠ c3 174. ♠ c3 175. ♠ c3 176. ♠ c3 177. ♠ c3 178. ♠ c3 179. ♠ c3 180. ♠ c3 181. ♠ c3 182. ♠ c3 183. ♠ c3 184. ♠ c3 185. ♠ c3 186. ♠ c3 187. ♠ c3 188. ♠ c3 189. ♠ c3 190. ♠ c3 191. ♠ c3 192. ♠ c3 193. ♠ c3 194. ♠ c3 195. ♠ c3 196. ♠ c3 197. ♠ c3 198. ♠ c3 199. ♠ c3 200. ♠ c3 201. ♠ c3 202. ♠ c3 203. ♠ c3 204. ♠ c3 205. ♠ c3 206. ♠ c3 207. ♠ c3 208. ♠ c3 209. ♠ c3 210. ♠ c3 211. ♠ c3 212. ♠ c3 213. ♠ c3 214. ♠ c3 215. ♠ c3 216. ♠ c3 217. ♠ c3 218. ♠ c3 219. ♠ c3 220. ♠ c3 221. ♠ c3 222. ♠ c3 223. ♠ c3 224. ♠ c3 225. ♠ c3 226. ♠ c3 227. ♠ c3 228. ♠ c3 229. ♠ c3 230. ♠ c3 231. ♠ c3 232. ♠ c3 233. ♠ c3 234. ♠ c3 235. ♠ c3 236. ♠ c3 237. ♠ c3 238. ♠ c3 239. ♠ c3 240. ♠ c3 241. ♠ c3 242. ♠ c3 243. ♠ c3 244. ♠ c3 245. ♠ c3 246. ♠ c3 247. ♠ c3 248. ♠ c3 249. ♠ c3 250. ♠ c3 251. ♠ c3 252. ♠ c3 253. ♠ c3 254. ♠ c3 255. ♠ c3 256. ♠ c3 257. ♠ c3 258. ♠ c3 259. ♠ c3 260. ♠ c3 261. ♠ c3 262. ♠ c3 263. ♠ c3 264. ♠ c3 265. ♠ c3 266. ♠ c3 267. ♠ c3 268. ♠ c3 269. ♠ c3 270. ♠ c3 271. ♠ c3 272. ♠ c3 273. ♠ c3 274. ♠ c3 275. ♠ c3 276. ♠ c3 277. ♠ c3 278. ♠ c3 279. ♠ c3 280. ♠ c3 281. ♠ c3 282. ♠ c3 283. ♠ c3 284. ♠ c3 285. ♠ c3 286. ♠ c3 287. ♠ c3 288. ♠ c3 289. ♠ c3 290. ♠ c3 291. ♠ c3 292. ♠ c3 293. ♠ c3 294. ♠ c3 295. ♠ c3 296. ♠ c3 297. ♠ c3 298. ♠ c3 299. ♠ c3 300. ♠ c3 301. ♠ c3 302. ♠ c3 303. ♠ c3 304. ♠ c3 305. ♠ c3 306. ♠ c3 307. ♠ c3 308. ♠ c3 309. ♠ c3 310. ♠ c3 311. ♠ c3 312. ♠ c3 313. ♠ c3 314. ♠ c3 315. ♠ c3 316. ♠ c3 317. ♠ c3 318. ♠ c3 319. ♠ c3 320. ♠ c3 321. ♠ c3 322. ♠ c3 323. ♠ c3 324. ♠ c3 325. ♠ c3 326. ♠ c3 327. ♠ c3 328. ♠ c3 329. ♠ c3 330. ♠ c3 331. ♠ c3 332. ♠ c3 333. ♠ c3 334. ♠ c3 335. ♠ c3 336. ♠ c3 337. ♠ c3 338. ♠ c3 339. ♠ c3 340. ♠ c3 341. ♠ c3 342. ♠ c3 343. ♠ c3 344. ♠ c3 345. ♠ c3 346. ♠ c3 347. ♠ c3 348. ♠ c3 349. ♠ c3 350. ♠ c3 351. ♠ c3 352. ♠ c3 353. ♠ c3 354. ♠ c3 355. ♠ c3 356. ♠ c3 357. ♠ c3 358. ♠ c3 359. ♠ c3 360. ♠ c3 361. ♠ c3 362. ♠ c3 363. ♠ c3 364. ♠ c3 365. ♠ c3 366. ♠ c3 367. ♠ c3 368. ♠ c3 369. ♠ c3 370. ♠ c3 371. ♠ c3 372. ♠ c3 373. ♠ c3 374. ♠ c3 375. ♠ c3 376. ♠ c3 377. ♠ c3 378. ♠ c3 379. ♠ c3 380. ♠ c3 381. ♠ c3 382. ♠ c3 383. ♠ c3 384. ♠ c3 385. ♠ c3 386. ♠ c3 387. ♠ c3 388. ♠ c3 389. ♠ c3 390. ♠ c3 391. ♠ c3 392. ♠ c3 393. ♠ c3 394. ♠ c3 395. ♠ c3 396. ♠ c3 397. ♠ c3 398. ♠ c3 399. ♠ c3 400. ♠ c3 401. ♠ c3 402. ♠ c3 403. ♠ c3 404. ♠ c3 405. ♠ c3 406. ♠ c3 407. ♠ c3 408. ♠ c3 409. ♠ c3 410. ♠ c3 411. ♠ c3 412. ♠ c3 413. ♠ c3 414. ♠ c3 415. ♠ c3 416. ♠ c3 417. ♠ c3 418. ♠ c3 419. ♠ c3 420. ♠ c3 421. ♠ c3 422. ♠ c3 423. ♠ c3 424. ♠ c3 425. ♠ c3 426. ♠ c3 427. ♠ c3 428. ♠ c3 429. ♠ c3 430. ♠ c3 431. ♠ c3 432. ♠ c3 433. ♠ c3 434. ♠ c3 435. ♠ c3 436. ♠ c3 437. ♠ c3 438. ♠ c3 439. ♠ c3 440. ♠ c3 441. ♠ c3 442. ♠ c3 443. ♠ c3 444. ♠ c3 445. ♠ c3 446. ♠ c3 447. ♠ c3 448. ♠ c3 449. ♠ c3 450. ♠ c3 451. ♠ c3 452. ♠ c3 453. ♠ c3 454. ♠ c3 455. ♠ c3 456. ♠ c3 457. ♠ c3 458. ♠ c3 459. ♠ c3 460. ♠ c3 461. ♠ c3 462. ♠ c3 463. ♠ c3 464. ♠ c3 465. ♠ c3 466. ♠ c3 467. ♠ c3 468. ♠ c3 469. ♠ c3 470. ♠ c3 471. ♠ c3 472. ♠ c3 473. ♠ c3 474. ♠ c3 475. ♠ c3 476. ♠ c3 477. ♠ c3 478. ♠ c3 479. ♠ c3 480. ♠ c3 481. ♠ c3 482. ♠ c3 483. ♠ c3 484. ♠ c3 485. ♠ c3 486. ♠ c3 487. ♠ c3 488. ♠ c3 489. ♠ c3 490. ♠ c3 491. ♠ c3 492. ♠ c3 493. ♠ c3 494. ♠ c3 495. ♠ c3 496. ♠ c3 497. ♠ c3 498. ♠ c3 499. ♠ c3 500. ♠ c3 501. ♠ c3 502. ♠ c3 503. ♠ c3 504. ♠ c3 505. ♠ c3 506. ♠ c3 507. ♠ c3 508. ♠ c3 509. ♠ c3 510. ♠ c3 511. ♠ c3 512. ♠ c3 513. ♠ c3 514. ♠ c3 515. ♠ c3 516. ♠ c3 517. ♠ c3 518. ♠ c3 519. ♠ c3 520. ♠ c3 521. ♠ c3 522. ♠ c3 523. ♠ c3 524. ♠ c3 525. ♠ c3 526. ♠ c3 527. ♠ c3 528. ♠ c3 529. ♠ c3 530. ♠ c3 531. ♠ c3 532. ♠ c3 533. ♠ c3 534. ♠ c3 535. ♠ c3 536. ♠ c3 537. ♠ c3 538. ♠ c3 539. ♠ c3 540. ♠ c3 541. ♠ c3 542. ♠ c3 543. ♠ c3 544. ♠ c3 545. ♠ c3 546. ♠ c3 547. ♠ c3 548. ♠ c3 549. ♠ c3 550. ♠ c3 551. ♠ c3 552. ♠ c3 553. ♠ c3 554. ♠ c3 555. ♠ c3 556. ♠ c3 557. ♠ c3 558. ♠ c3 559. ♠ c3 560. ♠ c3 561. ♠ c3 562. ♠ c3 563. ♠ c3 564. ♠ c3 565. ♠ c3 566. ♠ c3 567. ♠ c3 568. ♠ c3 569. ♠ c3 570. ♠ c3 571. ♠ c3 572. ♠ c3 573. ♠ c3 574. ♠ c3 575. ♠ c3 576. ♠ c3 577. ♠ c3 578. ♠ c3 579. ♠ c3 580. ♠ c3 581. ♠ c3 582. ♠ c3 583. ♠ c3 584. ♠ c3 585. ♠ c3 586. ♠ c3 587. ♠ c3 588. ♠ c3 589. ♠ c3 590. ♠ c3 591. ♠ c3 592. ♠ c3 593. ♠ c3 594. ♠ c3 595. ♠ c3 596. ♠ c3 597. ♠ c3 598. ♠ c3 599. ♠ c3 600. ♠ c3 601. ♠ c3 602. ♠ c3 603. ♠ c3 604. ♠ c3 605. ♠ c3 606. ♠ c3 607. ♠ c3 608. ♠ c3 609. ♠ c3 610. ♠ c3 611. ♠ c3 612. ♠ c3 613. ♠ c3 614. ♠ c3 615. ♠ c3 616. ♠ c3 617. ♠ c3 618. ♠ c3 619. ♠ c3 620. ♠ c3 621. ♠ c3 622. ♠ c3 623. ♠ c3 624. ♠ c3 625. ♠ c3 626. ♠ c3 627. ♠ c3 628. ♠ c3 629. ♠ c3 630. ♠ c3 631. ♠ c3 632. ♠ c3 633. ♠ c3 634. ♠ c3 635. ♠ c3 636. ♠ c3 637. ♠ c3 638. ♠ c3 639

UZÈS, novembre 1661. Racine a vingt-deux ans. C'est peu. Le caméléon n'a pas encore pris les traits de Louis XIV. Il attend un bénéfice de son oncle, le chanoine Sconin : mille cinq cents francs de rente pour ne plus vivre au crochet de personne. Il est modeste, austère, tout habillé de noir et porte un collet de dentelle, propre mais peu hrodé. Il lit saint Thomas. C'est long. Mai 1662, à la promenade. Il tourne en rond. Il commence à trouver bien « grotesque » la vallée de l'Alzon et ses rochers en désordre. Juin, la chaleur et le chant des cigales l'« accablent ». Verra-t-il l'automne, les marronniers perdant leur or ? L'impatient devient injuste. Le peuple du Languedoc qu'il jugeait « fin et délié plus qu'en aucun lieu du monde », il l'observe à présent d'un oeil rancunier. Il écrit à son oncle Vitart : « Je n'aurais pas grande inclination de faire séjour en ce pays-ci ». Pour finir, le Tartuffe que troublait le sein des brunes, n'aura pas un écu. Il reprendra la route de Paris en passant par la porte Saint-Julien avec l'envie de la claquer. Uzès ne valait pas le détour.

Il n'était qu'à peine poète, le grand Racine n'avait encore rien fait de grand : Uzès, pour ainsi dire, ne l'avait pas senti passer. C'était à l'époque une ville florissante, les huguenots qui tenaient le haut du pavé, s'activaient dans le commerce et l'artisanat. Les catholiques obéissaient à un clergé pugnace, comptant ses fidèles à l'ouaille près, disputant ses prérogatives, en bisbille avec la « secte calviniste ». Trois ans plus tôt, la ville était entrée en rébellion contre l'évêque qui avait rejeté l'élection des consuls. Il y avait eu des violences, des morts... puis des accommodements. Le duc en son duché - lorsqu'il séjournait à Uzès et que flottait son oriflamme sur la tour - charmait son cercle de province en lui servant des potins encore frais de la cour. Qui se souciait du poète, un beau matin disparu ? Personne.

La cité en avait vu passer de plus illustres, au siècle précédent, à l'époque où Luther nettoyait les consciences. Elle avait accueilli la fine fleur du Languedoc, des magistrats, des médecins, des apothicaires montés jusqu'à la chambre du roi. Des étudiants aussi qui apprenaient à disséquer les textes et les cadavres. Uzès n'avait pas connu les pires horreurs des guerres de religions. Quelques rous, quelques pendus. Les réformés avaient bien démoli la basilique, dispersé au vent les cendres de saint Firmin, mais depuis, on avait rebâti les églises et même on tirait des plans pour un archevêché. Les forces s'équilibraient, des catholiques descendus des montagnes d'Auvergne avaient grossi les rangs papistes. Uzès à l'écart du royaume, affirmait son loyalisme et s'abritait sous un lointain despote pour vaquer plus librement à ses affaires. Calvin recommandait la soumission à l'autorité de l'Etat.

La ville se remettait enfin des fatigues de l'Histoire, d'une longue lutte médiévale où, édifiant leurs tours orgueilleuses - elles sont encore plantées comme un trident au cœur de la cité - l'évêque, le duc et le roi, s'étaient disputé la suprématie de l'Uzège. Qu'il fallut de procès, de horions, de ruses pour remettre à l'heure les seigneurs sur leurs créneaux, pour que ces géants ligotés laissent courir dans les venelles les bourgeois à leur travail de fourmis ! La Réforme avait apporté plus de liberté. Les consuls élus relevaient la tête. L'esprit de famille ouvrait l'esprit de tolérance. Il arrivait qu'un frère soit protestant, une sœur catholique. Les mariages

« mixtes » se multipliaient. Au lendemain de la Saint-Barthelémy les prêtres et les pasteurs avaient sermonné les trop bouillants propagandistes des deux camps. Les notables, le viguier royal, le juge mage n'avaient pas appliqué les ordres de Catherine de Médicis.

Depuis la grâce d'Alais (1629), on avait ouvert les portes et les façades. Sans ostentation. Les plus fortunés embellissaient leurs demeures. Ils ne cachaient plus leurs cours intérieures, les volées de leurs escaliers. Un style sobre et dépouillé convenait aux huguenots, à leur besoin d'économie, à leur désir de lumière. Les idées nouvelles, les nouvelles de l'étranger, d'Allemagne, d'Angleterre, des Pays-Bas, leur faisaient accepter la paix permittaient leur construction. Uzès, sur cet apogée, jouissait de quelques années de répit. Quand le jeune caméléon vint y jouer au petit saint, elle se fixait dans le siècle, elle était devenue solitaire comme la monar-

chie, solennelle comme un temple. Elle gardera l'empreinte de cette vraisemblance classique.

Après la révocation de l'édit de Nantes, des nuages s'amoncelèrent, les jours y devinrent plus noirs que les nuits. Les huguenots prirent, par centaines, le chemin de l'exil. Du Refuge. Ceux qui restèrent se réunirent aux assemblées du Désert. Les camisards s'organisaient. On en prit, on en supplicia. On envoya de braves laboureurs, de bons tisserands, ramener cinq ans sur des galères. On enferma les obstinés dans la tour de Constance à Aigues-Mortes. Les uns, veillant au grain, abjurèrent sans trop se faire prier, d'autres avec une épée dans les reins. Mais, grâce à leur nouveau baptême, ils continuèrent à tenir la place avec leur savoir-faire, leur or et des valises sous leur lit.

Le souvenir cruel des dragonnades avait détruit la belle ordonnance d'autrefois. Au cours du XVIII^e siècle, les Uzétiens se réconcilièrent du bout des doigts.

Il le fallait : la ville s'enrichissait. Les huguenots de l'étranger - il y avait une colonie uzétienne à Magdebourg, une autre à Berlin - exportaient les techniques nouvelles. Uzès s'industrialisait à l'écart des grandes voies de communication. Déjà, l'isolement barrait son avenir, le confinaient dans son passé glorieux. Les notables ne s'en alarmaient pas. Redevenus prudents, ils ornaient de gypseries les intérieurs de leurs maisons, mais, pour la réfection des façades, ils se mettaient plutôt au goût de la veille, ajoutant seulement, ici ou là, une moulure, une frise à la mode. Et, les styles se touchant d'un siècle à l'autre, Uzès resta d'apparence classique.

A l'époque des Lumières, les Uzétiens aimaient la mesure et la clarté, la sagesse surtout : leurs ancêtres avaient été trop échauffés, trop échaudés. Il leur naquit un philosophe doux comme un agneau, vieux comme un chêne, Firmin Abauzit, un ami de Rousseau qui croyait comme lui que

l'homme était né bon. Plus tard, sous la Révolution, ils étaient modérés dans l'âme, jurant devant le maire de « vivre en bonne harmonie ». Aux jours les plus incertains, un « suspect » évadé de la prison de l'évêché écrivait à son gardien : « Je rentrerai après les vendanges ». Ils ne pardonnèrent jamais à Vuilland, leur député à la Convention, d'avoir voté la mort du roi. Tous comptes faits - ils en faisaient beaucoup - l'ancien Régime leur convenait. Ils s'étaient même cotisés pour racheter le duché, bien national, et le rendre aux de Crussol à leur retour d'émigration.

Gide écrit dans *Si le grain ne meurt* : « Il semblait que le progrès du siècle eût oublié la petite ville ; elle était sise à l'écart et ne s'en apercevait pas ». L'essor industriel rejetait la fidèle au pied des Cévennes. Là, elle prenait le soir les teintes dorées des tableaux du Lorrain, et, l'hiver, le cilice des dames de Port-Royal. La célèbre duchesse, la noieuse, l'amie

d'Anna de Noailles, qui dilapidait sa fortune en faveur de Boulangier, disait de son fief du Midi : « C'est la Chine ! ». La distance augmentait la solidarité. Charles Gide, natif d'Uzès, n'incitait d'Albon craquaient vaillamment leurs fumées, les « déhassaires » fabriquaient leurs bas, les filatures de vers à soie occupaient beaucoup d'ouvrières, mais Uzès donnait de la vapeur à reculer. On y prenait la diligence en 1915 pour se rendre à Nîmes, le passé collait à ses roues.

Catholiques et protestants comptaient cependant leur fossé. Ils ne poussaient plus « la confiance en Dieu jusqu'au sublime ». Les petits huguenots « couquaient » encore de temps en temps un curé pour le plaisir, lui lâchaient un corbeau dans la soutane, mais ils préféraient regarder passer les enfants de Marie, moins sévères que leurs sœurs, moins barbares que leurs mères, si jolies dans leurs robes blanches et bleues. La querelle s'était éteinte. On avait monté le combat sur des estrades où, les jours de fête votive, Aimable de La Calmette, le redoutable luteur, mesurait sa force avec qui voulait se risquer.

La cité ne comptait plus que 3000 habitants. Elle avait perdu sa sous-préfecture, c'était devenu un gros bourg agricole avec un marquis au-dessus, à moitié ruiné, qui s'était refait en épousant la fille d'un marchand de boîtes de sardines. Dans les rues on voyait plus d'étais que de murs. En 1960, deux maisons de la place aux herbes s'étaient effondrées. Le passé d'Uzès ne tenait plus debout.

Les décors sont moins solides que les pièces. On jouait et rejouait Racine, mais Uzès, le miroir de son art, qui l'avait accueilli dans ses remparts, s'enfuyait de sa force et de son avenir, disparaissait en coulisse. On ne retenait plus de son histoire tumultueuse que la rencontre, l'invitus *inlatus dimisit*, qui les avait fait un moment se toucher de leur aile. Uzès pour ne pas mourir invoquait le génie de Racine. Elle organisait des « séminaires raciniens ». Elle le citait citant Horace : « Que tout ce que tu fais soit simple et ne soit qu'un ». Elle se trouvait avec lui des correspondances, une alliance de goût pour la grandeur et la mesure, l'élégance et le naturel, l'harmonie qui naît de l'unité.

De ses tours médiévales à ses plus récentes maisons, Uzès semblait bâtie d'une même pierre extraite d'un seul rocher. Son paysage, sous l'empire du regard, sans arêtes ni précipices, avec « peu d'incidents et peu de matières », de frais ombrages, des pins, des oliviers, un horizon bleu d'Aulide, la grâce et l'armement d'un jardin. Et, son soleil du Midi à midi, comme un implacable destin écrasant la nature, troublant les âmes, c'est le feu de Rome ou d'Athènes que Racine ne connaissait pas.

Aujourd'hui, un plan de sauvegarde a remis le théâtre debout. Uzès la vieille belle s'est changée en beauté d'époque. Bien d'autres souvenirs ont fait surface, des présences ignorées, des pans d'Histoire qui dormaient sous les crépis. La ville s'est repeuplée. Mais partout Racine est embusqué : on entend ses pas sur les pavés, et l'on croit voir s'avancer dans les ruelles, s'allonger sur les murs, l'ombre noble du protecteur posthume de la cité.

De notre envoyé spécial
Christian Colombani

► A lire : *Racine, la Stratégie du caméléon*, par Alain Viatic. Seghers, 280 p., 175 F.



L'église
Saint-Etienne.

Uzès, de Racine à Malraux

Malraux, qui sans doute connaissait mieux Racine qu'Uzès, où avait séjourné quelques mois le plus classique des grands classiques, sauvegardera la ville en 1962, la préservant de la ruine. Neuve aujourd'hui de trois cents ans, elle est redevenue le décor d'une époque construite sur la mesure et la clarté.

Lassitudes africaines

Après une longue marche, les candidats à la présidence de la République ont été reçus par le chef de l'Etat. Les candidats à la présidence de la République ont été reçus par le chef de l'Etat. Les candidats à la présidence de la République ont été reçus par le chef de l'Etat.

Les candidats à la présidence de la République ont été reçus par le chef de l'Etat. Les candidats à la présidence de la République ont été reçus par le chef de l'Etat. Les candidats à la présidence de la République ont été reçus par le chef de l'Etat.

Les candidats à la présidence de la République ont été reçus par le chef de l'Etat. Les candidats à la présidence de la République ont été reçus par le chef de l'Etat. Les candidats à la présidence de la République ont été reçus par le chef de l'Etat.

Les candidats à la présidence de la République ont été reçus par le chef de l'Etat. Les candidats à la présidence de la République ont été reçus par le chef de l'Etat. Les candidats à la présidence de la République ont été reçus par le chef de l'Etat.

Les candidats à la présidence de la République ont été reçus par le chef de l'Etat. Les candidats à la présidence de la République ont été reçus par le chef de l'Etat. Les candidats à la présidence de la République ont été reçus par le chef de l'Etat.

Les candidats à la présidence de la République ont été reçus par le chef de l'Etat. Les candidats à la présidence de la République ont été reçus par le chef de l'Etat. Les candidats à la présidence de la République ont été reçus par le chef de l'Etat.

Les candidats à la présidence de la République ont été reçus par le chef de l'Etat. Les candidats à la présidence de la République ont été reçus par le chef de l'Etat. Les candidats à la présidence de la République ont été reçus par le chef de l'Etat.

Les candidats à la présidence de la République ont été reçus par le chef de l'Etat. Les candidats à la présidence de la République ont été reçus par le chef de l'Etat. Les candidats à la présidence de la République ont été reçus par le chef de l'Etat.

مكتبة المجلد